

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



RUSSIE
VLADIMIR KARA-MOURZA :
« IL N'Y AURA PAS D'EUROPE EN PAIX
SANS RUSSIE DÉMOCRATIQUE » **PAGE 6**

POLARIS DAWN
PREMIÈRE SORTIE EN
SCAPHANDRE DE TOURISTES
DE L'ESPACE **PAGE 12**



UKRAINE
Kiev veut
des missiles longue
portée **PAGE 5**

JUSTICE
Le frère de
l'assaillant d'Arras
regrette que sa
famille n'ait pas été
expulsée **PAGE 11**



VOILE
Solitaire du Figaro
Paprec : le triomphe
de l'Irlandais
Tom Dolan **PAGE 13**

**LE FIGARO
SCOPE**
• **PARIS :**
LES 15 TABLES
DE LA RENTRÉE
AU BANC D'ESSAI
• **CHARTRES :**
REDECOUVRIR
LE TRÉSOR
DE LA CATHÉDRALE
• **DOUARNENEZ :**
LES RESTAURANTS
AU BORD DE L'EAU
PAGES 36 À 40

CHAMPS LIBRES

- Ces « pro-kids » qui défendent la joie d'être parents dans un monde en crise
 - Les tribunes de Nicolas Pouvreau-Monti, de Michel Aubouin et d'André Vallini
 - Le bloc-notes de Laurence de Charette
- PAGES 15 À 17**

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de jeudi :
Bruno Le Maire a-t-il été un bon ministre de l'Économie et des Finances ?

OUI 33% **NON 67%**

VOTANTS : 223 691

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr
Êtes-vous favorable à l'instauration de la proportionnelle aux élections législatives ?

PHOTO PAUL DELORT / LE FIGARO - AFP
CHRISTOPHE ARCHAMBAULT/AFP

Proportionnelle : la pression monte sur l'exécutif

À l'Assemblée nationale, où aucune majorité claire ne se dégage, les députés veulent rouvrir le débat sur le mode de scrutin pour le faire évoluer d'ici aux prochaines élections législatives.

C'est un serpent de mer institutionnel qui pourrait finir par se concrétiser. Tour à tour promis puis abandonné par Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron, le chantier de la proportionnelle va inévitablement s'imposer à l'agenda de l'exécutif dans les prochains mois. Depuis l'échec de la dissolution présidentielle, qui a renforcé le Rassemblement national et La France insoumise au lieu de les affaiblir, les partisans du

scrutin uninominal à deux tours pourraient se retrouver en minorité au Palais Bourbon. Historiquement défavorisés par le système actuel, qui a toujours eu tendance à les tenir éloignés du pouvoir, les lepénistes et les mélen-

chonistes n'excluent pas d'unir leurs forces pour obtenir gain de cause. Et dessiner ainsi une Chambre basse plus représentative, selon eux, des attentes que les Français expriment dans les urnes.

→ **INTÉGRALE, PARTIELLE, DÉPARTEMENTALE... À CHAQUE CAMP SA PROPOSITION** → **LES TROMPE-L'ŒIL D'UN MODE DE SCRUTIN** → **SONDAGE : LES DEUX TIERS DES FRANÇAIS INVITENT MACRON À LAISSER BARNIER GOUVERNER**
PAGES 2 À 4 ET 17



Partout sur le territoire, les atteintes contre le patrimoine religieux inquiètent les autorités et les fidèles. Des faits qui « participent à l'angoisse identitaire des Français », selon la sénatrice Valérie Boyer. **PAGES 8, 9 ET L'ÉDITORIAL**

ÉDITORIAL par Étienne de Montety

Ouvertes à tous

Une église qui part en fumée à Saint-Omer, quatre ans après la cathédrale de Nantes. Ici, le vol d'une statue; là, le cambriolage d'un tabernacle. Les faits divers se suivent, spectaculaires ou non. Ils relèvent du même constat : les églises sont devenues des cibles en France. Quel est le mobile de ces actes ? À la justice d'enquêter et de faire la lumière : il y entre de la délinquance, de l'égarement psychiatrique, de l'état d'ivresse, et parfois aussi un comportement ouvertement antichrétien. Ce qui est sûr, c'est qu'au vu des chiffres donnés par le ministère de l'Intérieur on est loin du piller de troncs d'*Un drôle de paroissien*, film dont la bénignité fait aujourd'hui sourire. Les églises sont des lieux vulnérables. Ce ne sont ni des palais nationaux, ni des gares, ni des musées. Simples maisons du peuple de Dieu, somptueuses ou modestes, elles ne possèdent pas - sauf exception - de gardiens ou de caméras de surveillance. Faute de moyens ? Certainement : leur ouverture et leur entretien sont souvent confiés à des bénévoles. Mais aussi parce qu'elles sont par essence des endroits ouverts à tous, of-

ferts à tous, devrait-on dire, conformément au message du Christ dont elles sont l'écrin. Fermées pour être protégées de la folie des hommes, elles ne serviraient plus à rien. Les églises sont souvent belles, parfois même inimitables. Elles sont surtout la mémoire du savoir-faire et de la foi de ceux qui les ont construites. Leurs dalles sont usées du pas de milliers de fidèles, ou de leurs genoux, rendant témoignage de l'importance qu'elles ont joué dans la vie des Français. Mais il y a encore bien plus beau que leurs pierres, leurs toiles et leurs vitraux. C'est ce qu'elles recèlent en leur sein : la présence de Dieu fait homme. Qu'on y croie ou non, ce mystère justifie silence, décence et respect. Au-delà des dégâts patrimoniaux provoqués par ces déprédations et autres gestes criminels, cette situation est désolante, car elle en dit beaucoup sur notre temps; il se caractérise par un inquiétant recul, celui du sens du sacré. ■

À Annecy, LR accueille Barnier à bras ouverts

Prudente et exigeante dans un premier temps, la droite a finalement laissé son enthousiasme s'exprimer jeudi. Décidées à participer au gouvernement après douze longues années dans l'opposition, les troupes de Laurent Wauquiez ont promis un « soutien très clair » au premier ministre, jurant de « s'engager » pleinement à ses côtés. Une position confortée par les Français, qui invitent massivement Emmanuel Macron à laisser les mains libres au chef du gouvernement, selon la dernière vague de notre sondage Odoxa-Backbone Consulting. **PAGE 4**

MIDO®
MONTRES SUISSES DEPUIS 1918

MIDO OCEAN STAR 39 - À PARTIR DE 1190€ PRIX PUBLIC CONSEILLÉ

M00108-913-F-3,60 €



LES MÉDAILLES SONT INDIVIDUELLES, LES MÉRITES SONT COLLECTIFS.



Un immense MERCI aux 252 athlètes que nous soutenons, aux 136 parmi eux qui se sont qualifiés et aux 45 qui ont été médaillés. Tous ont brillé par leurs performances !

Un immense MERCI à nos milliers de collaborateurs engagés dans la réussite des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, nous avons partagé la magie des Jeux dans tous les territoires. Vous êtes formidables !

Un immense MERCI à toutes celles et ceux qui, après le rendez-vous de Paris 2024, permettront au Groupe BPCE, 2^e acteur bancaire en France, de réaliser son ambition d'être la banque du sport.



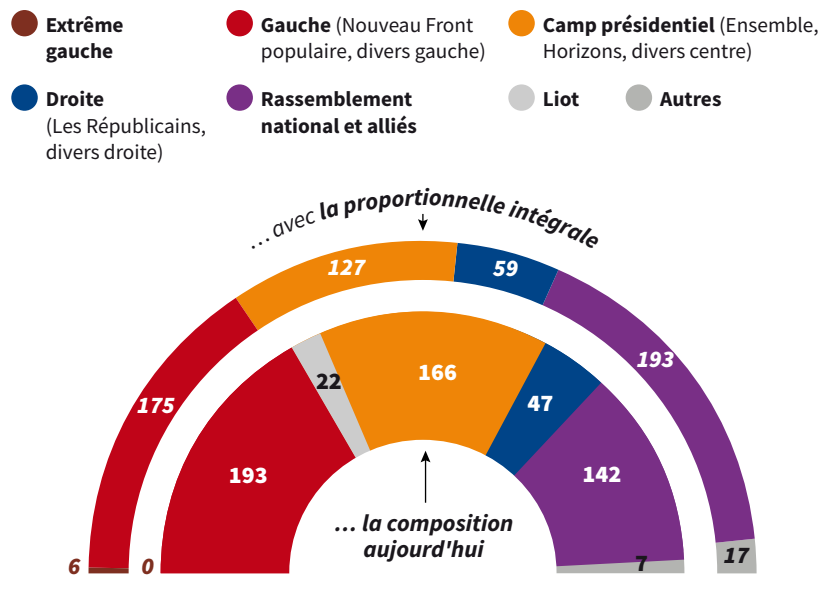
La nouvelle Assemblée presse l'exécutif d'adopter

Eloïse Cimbidhi, Richard Flurin et Louis Hausalter

Face à un Hémicycle divisé en trois blocs, où aucune majorité claire ne se dégage depuis les législatives anticipées, les appels à abandonner le scrutin majoritaire se multiplient dans les rangs des députés. Cela afin d'obtenir une meilleure représentativité sur les bancs du Palais Bourbon, et d'y favoriser une culture de coalition et de compromis.

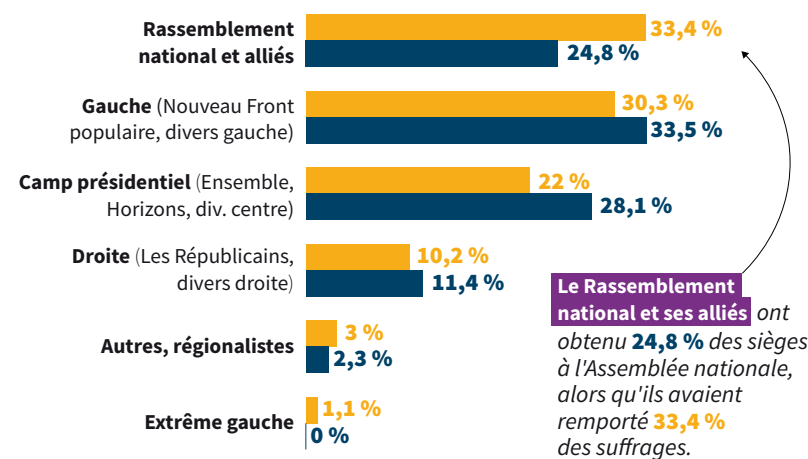
Quelle Assemblée nationale avec un scrutin proportionnel intégral ?

Répartition des sièges à l'Assemblée nationale en 2024 ...

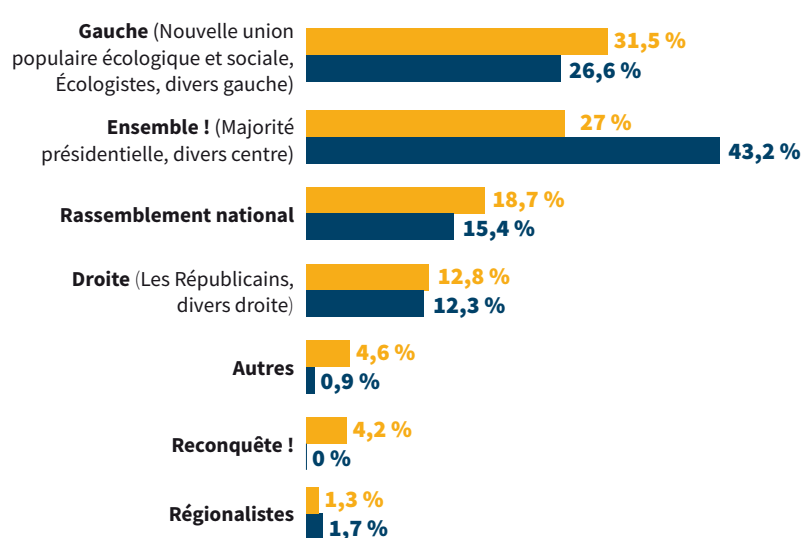


● % des voix exprimées
● % des sièges obtenus à l'Assemblée nationale

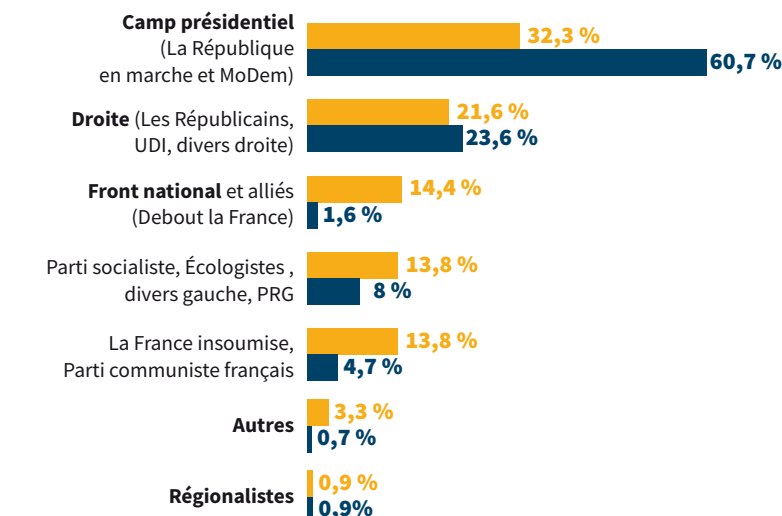
2024, un scrutin qui se rapproche de la proportionnelle



Les macronistes ont été surreprésentés grâce au mode de scrutin en 2022...



... et surtout en 2017



Sources : ministère de l'Intérieur, Assemblée nationale, calculs Le Figaro

Illisible, ingouvernable... Ces dernières semaines, les adjectifs ont fleuri pour dépeindre la nouvelle configuration de l'Assemblée nationale, éclatée depuis les législatives anticipées en un tripartisme inédit. Il faut dire que, tout l'été durant, les trois blocs minoritaires de l'Hémicycle se sont illustrés par leur incapacité à se plier à l'art des coalitions et du compromis. Pourtant censé permettre de dégager des majorités claires, l'actuel mode de scrutin uninominal à deux tours n'a pas su prévenir ce morcellement de la vie politique. Alors un vieux serpent de mer institutionnel refait surface avec plus d'acuité encore que dans le passé : la proportionnelle. Issu d'une formation historiquement hostile à cette idée, le nouveau premier ministre LR, Michel Barnier, se retrouve confronté à de multiples demandes de réforme. Insoumis et lepénistes, en plus des bayrouistes, le sommet de se saisir de cette promesse d'Emmanuel Macron, engagement abandonné avant lui par ses prédécesseurs Nicolas Sarkozy et François Hollande.

Alors candidat à la présidentielle, le fondateur d'En marche avait intégré une dose de proportionnelle dans son programme. Mais depuis l'échec de sa grande réforme institutionnelle de 2018, stoppée net par l'affaire Benalla, jamais le chef de l'État n'a remis cette réforme sur la table, au grand dam de son allié François Bayrou, du Mouvement démocrate (MoDem). Il suffit pourtant d'adopter une loi ordinaire pour changer le mode de scrutin.

La proportionnelle, qui consiste à répartir des sièges à des listes de candidats en proportion des voix obtenues, serait pourtant « la seule perspective crédible pour normaliser le pluralisme », a estimé François Bayrou dans un entretien accordé au Monde fin août. Ce système en vigueur dans la quasi-totalité des pays européens, que le centriste veut voir adopter par référendum, doit venir à bout des « réflexes majoritaires » et du « clanisme » qui prévalent à l'Assemblée, pourtant « obligée au compromis » depuis cet été. « Dans un système bloqué de façon durable, la proportionnelle fluidifierait la vie politique », a exposé mardi à Matignon le sénateur Hervé Marseille, président de l'UDI, lors d'un entretien avec Michel Barnier.

Emmanuel Macron, qui fait mine de s'éloigner de la fabrique des futures réformes depuis qu'il a « perdu » les législatives et nommé Michel Barnier, compte-t-il toujours repousser la proportionnelle aux calendes grecques ? Ou la voit-il comme un moyen de changer la donne politique en sa faveur ? « L'avantage, c'est que les électeurs ont



L'actuel mode de scrutin uninominal à deux tours n'a pas su prévenir le morcellement

le sentiment que chaque voix compte, et ça encourage l'esprit de compromis », observe-t-on évasivement dans l'entourage présidentiel. Tout en temporisant : « Il faut regarder tout cela de manière transparente et très ouverte. »

« Si la proportionnelle est une solution, je ne me l'interdis pas », a pour sa part déclaré Michel Barnier lors de son passage au « 20 Heures » de TF1, au lendemain de sa nomination. Mais le bloc central est divisé sur la question. À rebours de François Bayrou et de la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, une partie des députés Renaissance et Édouard Philippe craignent une plus forte fragmentation de l'Hémicycle. « Je suis très attaché au scrutin

majoritaire, a affirmé l'ancien premier ministre la semaine dernière au Point, en marge de son annonce de candidature à la présidentielle. Méfions-nous d'un mode de scrutin qui laisserait la possibilité aux états-majors de partis politiques parisiens de construire des listes de candidats sans aucun lien avec les réalités politiques locales », avertit le maire du Havre, qui n'y serait favorable qu'avec un assouplissement du non-cumul des mandats.

Derrière ce sujet assez éloigné des préoccupations immédiates des Français, tout le monde a en tête la perspective d'une prochaine dissolution dès que la Constitution le permettra, à partir de juin 2025. « Le président n'envisage pas de dissoudre à nouveau, mais si les partis se montrent irresponsables, il le ferait le plus tard possible et sous le régime de la proportionnelle », croit savoir un ministre démissionnaire qui en a discuté avec lui.

Le camp présidentiel y voit un avantage tactique : détacher le Parti socialiste (PS) de La France insoumise (LFI) puisque, contrairement au scrutin majoritaire à deux tours qui encourage ce type d'alliance électorale, la proportionnelle conduirait chaque parti à concourir sous ses propres couleurs. Et constituerait ainsi une arme anti-Nouveau Front populaire (NFP) aux yeux des macronistes.

« Méfions-nous d'un mode de scrutin qui laisserait la possibilité aux états-majors de partis politiques parisiens de construire des listes de candidats sans aucun lien avec les réalités politiques locales »

Édouard Philippe
Président d'Horizons et candidat à la prochaine élection présidentielle

Intégrale, partielle, départementale... à chaque

Wally Bordas

Chaque année, le débat revient inlassablement dans la classe politique. Faut-il mettre en place la proportionnelle aux élections législatives afin d'assurer une meilleure représentativité des partis à l'Assemblée nationale ? Après le résultat des législatives de 2024, de nombreuses personnalités politiques ont réclamé sa mise en place. Marine Le Pen et le Rassemblement national en ont même fait l'un de leurs chevaux de bataille, conditionnant leur bienveillance à l'égard du futur gouvernement à la mise en place de cette réforme institutionnelle, qui pourrait leur être favorable en cas de nouvelle dissolution.

« S'il y a de nouveau des élections législatives dans un an, nous pourrions nous trouver dans la même situation de blocage total qu'aujourd'hui (...) Il faut donc adopter un critère, qui permette à une force politique d'avoir une majorité et de gouverner le pays, tout en ayant une meilleure représentation des courants qui la traversent », a détaillé la présidente du groupe RN à l'Assemblée, dans une interview à La Tribune du dimanche. Le premier ministre ne s'est pas montré fermé à l'idée d'une réforme, dans sa première intervention télévisée, sur TF1. « Si la proportionnelle est une solution, je ne me l'interdis pas », a-t-il lâché. De quoi présager un projet de loi consensuel qui aboutirait à l'Assemblée ? Rien n'est moins sûr, car si la proportionnelle est réclamée par de nombreux mouvements politiques, chacun d'eux semble avoir une vision différente des modalités de sa mise en œuvre.

majoritaire » qui garantirait au mouvement arrivé en tête une majorité à l'Assemblée nationale. Un moyen de contourner l'instabilité parlementaire et d'éviter la situation dans laquelle se trouve justement le Palais Bourbon aujourd'hui, complètement coupé en trois blocs. Avec un tel système, le Rassemblement national, avec ses 33 % lors du premier tour des législatives de 2024, aurait largement obtenu la majorité absolue, alors que son groupe politique ne compte aujourd'hui que 127 députés.

Le Rassemblement national entre proportionnelle intégrale et « prime au gagnant »

Le RN est un partisan de longue date de la proportionnelle intégrale, un système où chaque parti politique disposerait d'un nombre de sièges proportionnel au total des suffrages obtenus. Autre piste également évoquée par le parti lepéniste, notamment lors de la présidentielle de 2017 : la mise en place d'une « prime

Plusieurs visions au MoDem

Depuis de très nombreuses années, François Bayrou plaide également pour la mise en place d'une proportionnelle intégrale sans prime au gagnant. Le président du MoDem est favorable à un scrutin départemental avec un seuil de 5 % des suffrages, comme pour les élections européennes. Mais il est également prêt au compromis : en 2021, le député MoDem Patrick Mignola avait déposé une proposition de loi visant à instaurer



À Annecy, LR accueille Barnier à bras ouverts

Emmanuel Galiero
Envoyé spécial en Haute-Savoie

Prudente et exigeante dans un premier temps, la droite a finalement laissé son enthousiasme s'exprimer jeudi.

Comme il s'y était engagé, Michel Barnier a bien honoré jeudi l'invitation des Républicains, réunis en Haute-Savoie pour leurs journées parlementaires. Accueilli à bras ouverts par Gérard Larcher, Laurent Wauquiez, Bruno Retailleau et François-Xavier Bellamy, il a ensuite reçu une ovation des députés et sénateurs LR dans les salons de l'Impérial Palace, au bord du lac d'Annecy. La veille au soir, les parlementaires avaient annoncé leur accord pour une participation au gouvernement en voie de construction. Si ce soutien était une évidence pour de nombreux élus à droite, Laurent Wauquiez avait donné le sentiment, ces derniers jours, de vouloir calmer l'emballement des troupes, laissant entendre que l'envie de réussite et la bienveillance ne devaient pas empêcher son camp de rester vigilant. Mais, lancé dans une ambiance de « barniérisme » convaincant après douze longues années dans l'opposition, ce message a été perçu comme rabbat-joie. Alors l'intéressé l'a rectifié, promettant de « s'engager » aux côtés du premier ministre avec « le soutien très clair » de ses troupes.

Le député Antoine Vermorel (Loire) se réjouit. « On reprend le pouvoir en sachant que nous allons être obligés de le partager avec d'autres. Mais l'enjeu est de montrer que nous sommes utiles. Et la meilleure manière de le faire est de le prouver sur deux ou trois textes, très rapidement. » Le même sentiment d'urgence est partagé par François-Xavier Bellamy. L'eurodéputé sait que les LR devront bientôt se mettre autour de la table avec des adversaires politiques qu'ils avaient combattus aux européennes : « L'enchaînement des événements est surprenant mais plutôt que de regarder les chapelles ou les appareils, qui n'intéressent pas grand monde, pour moi, la seule question qui compte est une politique utile au pays. » L'élu aurait refusé une continuité du macronisme et estime que les idées « parfaitement clai-



res » défendues par la droite « n'ont pas changé ». Selon lui, il est possible de trouver des solutions en s'appuyant « simplement » sur les attentes des Français. « Ma conviction profonde est que Michel Barnier est capable de faire cela », juge-t-il en louant les qualités de celui qui a négocié le Brexit. « Sans renoncer à rien des lignes rouges qu'il défendait, il a réussi à maintenir l'unité de

« Je vais constituer le gouvernement la semaine prochaine, avec des ministres sérieux... Chacun aura sa place »

Michel Barnier Premier ministre

tous les chefs d'État. On a vu des premiers ministres socialistes travailler en confiance avec lui, comme le premier ministre hongrois Viktor Orban. »

Jeudi en fin de matinée, avant de rejoindre ses amis LR, Michel Barnier s'est d'abord rendu à l'Institut national de l'énergie solaire, près de Chambéry. Une immersion symbolique pour souligner sa volonté d'œuvrer en faveur de

la réindustrialisation. « Nous devons re-devenir une terre de production », a insisté le premier ministre. Il a défendu la recherche et la technologie, après avoir évoqué son ancrage personnel. « Je suis un homme de ce pays de Savoie. Mes grands-parents, mes parents sont enterrés à quelques kilomètres, à Aiguebelle, c'est là que se trouvent mes racines familiales, personnelles et mes racines politiques. Ça compte. C'est ici que l'on m'a fait, la première fois, confiance. Je n'oublie rien de ça. » Michel Barnier a promis d'être le premier ministre de « tous les Français ». Puis, quand les questions sont venues sur les promesses qu'il pouvait faire aux Républicains, le Savoyard a rappelé une règle de la marche en haute montagne. « C'est un pas après l'autre, en faisant attention où on met les pieds. Donc, je vais constituer le gouvernement la semaine prochaine, avec des ministres sérieux. Et un gouvernement qui sera équilibré, représentatif, pluriel... avec ma famille politique. Chacun aura sa place. » Enfin, après l'ovation qui lui a été réservée jeudi à Annecy, lorsqu'il a renvoyé la réussite de ses premiers jours à Maignon sur les épaules de la droite, ses paroles ont mis du

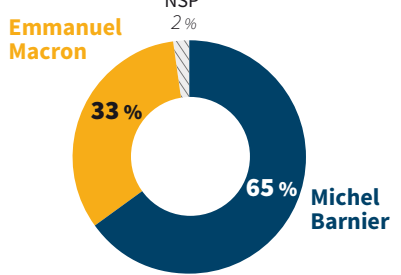
baume au cœur de nombreux parlementaires. « J'ai besoin de vous. Mais les Français ont surtout besoin de vous. Nous avons créé une forme d'espoir depuis quelques jours. Je veux être le premier de cordée de cette espérance-là. Chacun a une valeur ajoutée. » ■

Si la moitié des Français sont déçus du choix Barnier, ils lui laissent une chance

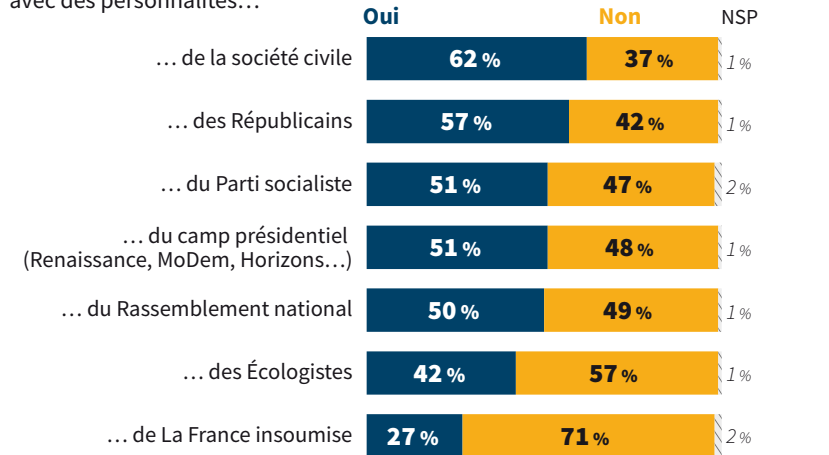
QUESTION Michel Barnier a été nommé premier ministre par Emmanuel Macron. Diriez-vous que ce choix correspond à vos attentes ?



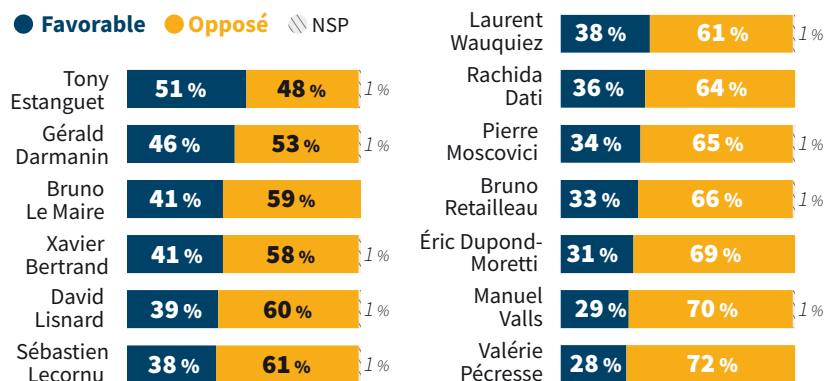
QUESTION Selon vous, qui doit gouverner la France dans les mois à venir ?



QUESTION Souhaitez-vous que Michel Barnier forme son gouvernement avec des personnalités...



QUESTION Pour chacune des personnalités suivantes, seriez-vous favorable ou opposé à ce qu'elle fasse partie du gouvernement de Michel Barnier ?



Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par internet les 11 et 12 septembre 2024. Échantillon de 1 005 Français représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

ODOXA | BACKBONE | LE FIGARO

Les deux tiers des Français invitent Macron à laisser les mains libres à son premier ministre

Martin Lagrave

Depuis la nomination de Michel Barnier, Emmanuel Macron a laissé le devant de la scène à son premier ministre. Le chef de l'État lui a confié la formation d'un gouvernement de « rassemblement », qui devrait être dévoilé d'ici à la fin de la semaine prochaine. La mise en retrait du président est en tout cas encouragée par les deux tiers des Français (65 %), comme le révèle un sondage Odoxa-Backbone pour Le Figaro.

Après avoir infligé deux revers électoraux successifs à Emmanuel Macron, les Français ont exprimé clairement une volonté de changement de politique au sommet de l'État. Toutefois, en nommant un premier ministre issu des Républicains (LR), ce dernier n'a pas répondu aux attentes des Français qui estiment à 54 % que ce choix « ne cor-

respond pas » à leurs attentes. Sans surprise, les électeurs de gauche qui espéraient voir Lucie Castets s'installer à Maignon sont ulcérés de voir un homme de droite au pouvoir : 79 % des socialistes, 76 % des Insoumis et 72 % des écologistes se déclarent ainsi insatisfaits. Malgré la bienveillance du Rassemblement national (RN) à l'égard de l'ancien ministre sarkozyste, une majorité des électeurs de Marine Le Pen (57 %) s'estiment mécontents.

Tony Estanguet au ministère des Sports ?

Pour les Français, Michel Barnier mènera une politique « de droite » (71 %) mais surtout, une politique « conforme à ce que souhaite Emmanuel Macron » (68 %). Fait suffisamment rare pour être souligné, ces deux prévisions sont partagées par une majorité d'électeurs, peu importe le parti. Au-delà de la ligne politique, les Français souhaitent

un gouvernement ouvert à des personnalités de la société civile (62 %) et à presque toutes les forces politiques exceptées La France insoumise. Ainsi, ils sont 57 % à vouloir des ministres LR dans l'équipe Barnier, 51 % issus du Parti socialiste et du camp Macron. Un Français sur deux (50 %) est favorable à la présence de ministres estampillés RN. Toutefois, une écrasante majorité (71 %) ne veut pas voir entrer d'Insoumis dans le gouvernement, y compris au sein du peuple de gauche. Seuls 46 % des socialistes et 45 % des écologistes y sont favorables.

Pour briguer les principaux maroquins ministériels, une seule personnalité recueille une courte majorité d'opinion favorable : Tony Estanguet (51 %). Après des Jeux olympiques et Paralympiques réussis, le désormais ex-président du Comité d'organisation des JO pourrait atterrir au ministère des Sports et ainsi s'inscrire dans la lignée d'anciens sportifs de haut niveau à tenter leur chance en politique. Toutes les autres personnalités testées suscitent davantage de rejet que d'adhésion. Pourtant très clivant, Gérald Darmanin se classe en deuxième position des « ministrables » les moins rejetés avec 46 % d'opinion favorables, talonné par un autre poids lourd du macronisme, Bruno Le Maire (41 %). La première personnalité de gauche, Pierre Moscovici, ne pointe qu'en neuvième position. ■



Europe 1

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro

Volodymyr Zelensky a promis à ses interlocuteurs un «*plan pour la victoire*». Plus de deux ans et demi après l’invasion de l’Ukraine par la Russie, les Occidentaux s’interrogent de plus en plus sur l’issue du conflit. La semaine dernière, en marge d’une réunion à Ramstein, en Allemagne, le secrétaire à la Défense, Lloyd Austin, a admis qu’il se terminerait à une «*table de négociation*» et qu’il fallait permettre à l’Ukraine «*d’y arriver dans la meilleure posture*» possible. Mais, sur le terrain militaire, l’Ukraine n’est pas parvenue à faire fléchir son adversaire, même si, en portant le combat sur le territoire russe, dans la région de Koursk, elle a infligé un revers à Moscou. Les forces russes, quant à elles, poursuivent leur pression dans le Donbass. Mais le président ukrainien y croit toujours. Il doit bientôt présenter son plan.

«**Si les restrictions sont levées (alors que nous n’avons) pas de missiles, ce n’est pas une levée des restrictions, mais simplement une autre façon de ne pas donner une décision positive sur l’utilisation des armes concernées**»

Volodymyr Zelensky
Président ukrainien

«*Si nos partenaires le soutiennent, il sera plus facile de forcer la Russie à mettre un terme à cette guerre*», a déclaré le président ukrainien, jeudi, lors d’une conférence de presse. «*Qu’est-ce que ce plan ? C’est un sérieux renforcement de l’Ukraine et, à mon avis, il aura une influence psychologique et politique sur la Russie*», a-t-il ajouté, énigmatique. La possibilité de frapper la Russie sur son territoire figure dans les plans de Volodymyr Zelensky et de son état-major militaire. Leurs demandes se font de plus en plus pressantes. Vendredi, le président américain, Joe Biden, et le premier ministre britannique, Keir Starmer, discuteront à Washington de la levée des restrictions posées à l’usage des missiles de longue portée occidentaux. Le sujet a aussi été abordé mercredi à Kiev par le secrétaire d’État, Antony Blinken, avec les aautorités ukrainiennes. En dénonçant la livraison de missiles balistiques par l’Iran à la Russie comme une «*escalade*», les Occidentaux se sont offert une opportunité d’adapter leur posture. Depuis le début de la guerre, l’armée ukrainienne considère qu’elle doit pouvoir faire ressentir à la Russie les conséquences du conflit pour fragiliser Vladimir Poutine. Mais pour éviter le risque d’escalade, les Occidentaux avaient toujours assorti leurs livraisons d’armes de lignes rouges, comme ne pas les utiliser contre le territoire russe et évidemment ne pas toucher de cibles civiles... Les alliés craignaient que Vladimir Poutine n’en profite pour accuser l’Occident de cobelligérance. «*Les Ukrai-*



Après avoir reçu de la part des Britanniques et des Français des missiles Storm Shadow et Scalp, particulièrement efficaces contre des sites comme des bunkers, les forces ukrainiennes pourraient obtenir de la part des Américains des JASSM. NICOLAS ECONOMOU/NURPHOTO VIA AFP

Pour son «*plan pour la victoire*», Kiev veut des missiles de longue portée

Nicolas Barotte

Le président américain Joe Biden a promis d’étudier la levée des restrictions posées par les Occidentaux à l’armée ukrainienne dans l’usage de ce type d’engins.

niens ont respecté ces restrictions pour ne pas perdre la confiance de leurs partenaires», soulignait un officier français il y a plusieurs semaines. Les Ukrainiens ont donc utilisé leurs propres drones pour toucher la Russie, jusqu’à Moscou. Mais la capacité de destruction est trop faible pour dépasser des dommages symboliques.

Après l’offensive contre Kharkiv lancée par la Russie depuis son territoire, les termes de l’équation ont changé, et les Occidentaux ont levé une partie de leurs restrictions. L’Ukraine a été autorisée à utiliser ses capacités d’artillerie de longue portée, comme les Himars, «*pour toucher les positions de tir*» russes en Russie. D’autres cibles, comme des plots logistiques, des bases ou des aérodromes, étaient exclues. Certains

alliés, comme la France, auraient été prêts à lever davantage de restrictions. Mais l’avis de Washington l’a emporté. Les Américains avaient notamment été échaudés par une attaque contre un radar d’alerte avancée russe, une composante du système de dissuasion russe. «*Moscou aurait pu théoriquement justifier d’une riposte*», raconte une source militaire, encore effarée par la prise de risque ukrainienne.

L’offensive ukrainienne dans la région de Koursk a ensuite brisé d’autres tabous : non seulement le territoire d’une puissance nucléaire a été envahi, mais l’armée ukrainienne y a utilisé des véhicules occidentaux, comme des Marder allemands. «*Les barrières tombent au fur et à mesure*», explique un expert militaire en rappelant toutes les

étapes franchies – avec retard – depuis le début de la guerre : chars, missiles de longue portée, avions... Après avoir reçu de la part des Britanniques et des Français des missiles Storm Shadow et Scalp, particulièrement efficaces contre des sites comme des bunkers, les forces ukrainiennes pourraient obtenir de la part des Américains des JASSM. «*Ces missiles sont caractérisés par davantage de furtivité*», explique une autre source militaire. «*Mais la finalité est la même : toucher des cibles de haute valeur ajoutée*», ajoute-t-on. Mais les Scalp et les Storm Shadow ont été livrés en quantité limitée. Chaque frappe nécessite d’employer plusieurs missiles pour être sûr de détruire la cible.

Jeudi, Volodymyr Zelensky a regretté le «*retard*» dans le processus pour

autoriser des frappes. «*La Russie déplacet ses cibles militaires plus en profondeur*» dans son territoire, a-t-il déploré. Selon le renseignement américain, 90 % de l’aviation russe utilisée contre l’Ukraine serait désormais stationnée hors de portée des tirs Atacms. Mais il reste plus de 200 cibles militaires potentielles, selon l’Institut pour l’étude de la guerre (ISW). Le président ukrainien a mis en garde contre une ultime hésitation : «*Si les restrictions sont levées (alors que nous n’avons) pas de missiles, ce n’est pas une levée des restrictions, mais simplement une autre façon de ne pas donner une décision positive sur l’utilisation des armes concernées*», a-t-il expliqué. Trop peu, trop tard : un résumé de la guerre du point de vue ukrainien. ■

L’armée de terre reconstitue une brigade du génie

Cette structure comptera 5 000 hommes, et permettra à l’armée de terre de faire face aux défis d’un conflit de haute intensité.

C’est une résurrection, un symbole du démembrement de l’armée au temps des «*dividendes de la paix*» qu’il faut reconstruire aujourd’hui. Dissoute en 2010, la brigade du génie renaît. Mercredi, elle a été officiellement recrée lors d’une cérémonie dans la cour d’honneur des Invalides. Le symbole marque la fin d’une époque. «*Compte tenu des opérations dans lesquelles nous avons été engagés ces dernières décennies, nous avons assumé des choix de priorisation, amenant à leur portion congrue certaines capacités*», confie le général Schill, chef d’état-major de l’armée de terre. Dans les années 2000, l’armée avait aussi fait les frais des restrictions budgétaires. Mais la guerre en Ukraine et le risque d’engagement majeur ont imposé aux forces armées une transformation en profondeur. Pour être en mesure d’assumer un engagement au niveau d’une division, l’armée doit étoffer ses capacités. «*Les conflits de haute inten-*

sité actuels montrent que disposer de l’ensemble de la panoplie des capacités militaires traditionnelles est indispensable. D’autres s’y ajoutent désormais», explique le général Schill en citant les nouveaux «*grands commandements*» qui viennent aussi d’être créés : «*action spéciale terre*», «*actions dans la profondeur et le renseignement*», «*appui numérique*» et «*logistique de théâtre*», celui qui encadrera la nouvelle brigade du génie.

«**La guerre en Ukraine a mis le coup de projecteur sur le combat du génie. On y a observé le recours au minage massif, le retour de la guerre de tranchées, la nécessité du camouflage, le franchissement d’envergure...**»

Général Christophe Bizien
Commandant de la brigade du génie

«*Il n’y a pas de supériorité possible sans génie puissant*», souligne le général Christophe Bizien, qui a pris le commandement de la brigade. Son état-major, basé à Angers, est aujourd’hui composé de 30 personnes et devrait doubler d’ici à 2026. La brigade comptera 5 000 soldats. «*Nous allons regrouper des capacités rares*», poursuit l’officier en citant les cinq régiments qui seront placés sous ses ordres : le 2^e régiment de dragon, spécialisé dans le traitement des menaces nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques (NRBC), le 132^e RIC, qui détient des capacités cynotechniques, notamment les chiens chargés de la recherche d’explosifs, le 28^e groupe géographique, pour l’analyse cartographique, les 19^e et 31^e régiments du génie, qui détiennent les capacités de franchissement, de minage et de contre-minage.

La reconstruction d’un savoir-faire nécessitera de renouer avec l’entraînement. «*J’appartiens à la génération de la fin de la guerre froide. J’ai appris à*

poser des mines, à valoriser un terrain, à mener des franchissements», raconte le général Bizien. «*Mais ensuite nous avons été sollicités pour des opérations de gestion de crise. Dans ma carrière opérationnelle, j’ai surtout été confronté à des IED*», dit-il. Ces engins explosifs improvisés constituaient la principale menace des opérations de contre-insurrection en Afghanistan ou au Sahel. «*Puis la guerre en Ukraine a mis le coup de projecteur sur le combat du génie. On y a observé le recours au minage massif, le retour de la guerre de tranchées, la nécessité du camouflage, le franchissement d’envergure... Les Russes ont perdu 700 blindés lors d’une opération de franchissement !*», rappelle-t-il. Ils ont en revanche réussi à rendre infranchissables leurs lignes de défense au moment où l’Ukraine envisageait une contre-offensive. L’armée de terre a analysé le conflit et elle en a tiré les conclusions qui s’imposent.

«*L’enjeu est de pouvoir optimiser l’emploi des capacités*», assure le général Bizien. La brigade permettra de

soutenir des opérations au niveau d’une division, le nouvel échelon auquel l’armée devra savoir agir. Déterminer des capacités d’appui est indispensable pour l’armée française si elle veut tenir un rôle de premier rang au sein de l’Otan. Le 19^e RG a notamment participé au dernier exercice de l’Otan, Steadfast Defender, organisé en Pologne au printemps dernier. Le franchissement de la Vistule, avec des moyens allemands, britanniques et français, en constituait le point d’orgue.

La réorganisation du génie s’accompagnera aussi d’un effort budgétaire. Les régiments de la brigade devraient être dotés dans les prochaines années de capacités de «*bréchage*» (pour ouvrir un chemin défendu par des mines et des obstacles), d’engins fluviaux, de systèmes «*Syfrall*» (système de franchissement lourd-léger)... Au-delà de la brigade du génie, les six brigades interarmes de l’armée française conserveront par ailleurs dans leurs rangs un régiment de génie pour leur appui. ■

N. B.

Vladimir Kara-Mourza : « Sans Russie libre et démocratique il n’y aura pas d’Europe en paix »

Propos recueillis par
Laure Mandeville

Un mois après sa libération et son expulsion du pays, le célèbre opposant russe et sa femme, Evguenia, se sont confiés au « Figaro ».

LE FIGARO. – Après deux ans et demi de prison en Russie, vous revenez de l’antichambre de l’enfer. À quoi ressemblait-elle ?
VLADIMIR KARA-MOURZA. – Oui, j’ai traversé plusieurs cercles de l’enfer. À vrai dire, j’étais persuadé que j’allais y mourir. L’échange de prisonniers qui a eu lieu le 1^{er} août est un miracle, qui a été possible grâce à un grand nombre de personnes de bonne volonté à travers le monde libre, qui n’ont cessé de rappeler à l’opinion le problème des prisonniers politiques en Russie, le fait qu’aujourd’hui, en Russie, des milliers de personnes sont en prison sans avoir commis le moindre crime simplement parce qu’elles ont osé s’exprimer publiquement contre la dictature de Vladimir Poutine et la guerre agressive menée contre l’Ukraine. La pire chose pour un prisonnier politique est d’être oublié. C’est donc un miracle que seize vies humaines aient été extirpées du goulag de Poutine. Cet échange de prisonniers est le plus grand échange de prisonniers entre l’Est et l’Ouest depuis la guerre froide. C’est un geste très important du monde démocratique qui prouve qu’il est prêt, au-delà des bonnes paroles, à faire quelque chose pour défendre les droits de l’homme.

Pourquoi Poutine a-t-il considéré qu’il avait intérêt à cet échange ?
V. K.-M. – Il lui fallait faire libérer un homme que nous connaissons sous le nom de Vadim Krassikov. Comme nous l’ont dit dans l’avion les officiers des forces spéciales alpha du FSB, qui nous transféraient en Turquie, son identité n’est pas du tout Krassikov. Poutine a personnellement déclaré à l’Américain Tucker Carlson, qu’il devait libérer cet homme. Je pense qu’il aurait pu donner cent prisonniers politiques contre lui ! Pour moi, le meurtrier pour lequel Krassikov a fait de la prison à Berlin est loin d’être le seul qu’il a commis sur ordre de Poutine. Il y a beaucoup de sang autour de lui. Poutine devait le faire sortir, pour qu’en aucun cas il ne parle. Mais l’important est que l’Occident a travaillé à échanger non pas seulement ses propres citoyens mais des prisonniers politiques russes. Quant à moi, maintenant que j’ai été sauvé de cet enfer, je me réveille chaque jour avec la conscience de ma responsabilité envers ceux qui restent coincés derrière les barreaux. Il y a déjà plus de mille prisonniers politiques en Russie et au moins le même nombre en Biélorussie. Pour beaucoup d’entre eux, c’est une question de vie ou de mort, par exemple pour Alexeï Gorin, un député municipal de Moscou, ou encore Maria Kolesnikova de Biélorussie, l’un des leaders du mouvement protestataire de l’année 2020. Il faut les sortir de là. J’ai l’intention d’y consacrer toutes mes forces. Nous en avons parlé avec le président Macron lors d’une longue conversation.

Quels souvenirs garderez-vous de la prison russe ?
V. K.-M. – Sur deux ans et trois mois de prison, j’ai visité treize institutions carcérales différentes. Ma femme dit qu’on m’a organisé une excursion à travers le système pénitentiaire ! Je sais mainte-



nant ce que c’est que de se réveiller dans la même petite cellule de 2 mètres sur 3, avec sa petite fenêtre sous le plafond et une couchette fixée au mur à partir de 5 heures du matin. Tout ce que tu peux faire, c’est marcher en rond ou t’asseoir sur un petit tabouret inconfortable. Tu ne peux pas écrire beaucoup car on ne te donne du papier et un stylo que pour une heure et demie par jour. Tu n’as

« J’ai passé onze mois d’affilée à l’isolement. Il y a des tortures psychologiques qui sont pires que la torture physique »
Vladimir Kara-Mourza

personne à qui parler. On m’interdisait de téléphoner. Je n’ai pu parler à ma femme qu’une fois en deux ans et demi ! Et deux fois avec mes trois enfants quinze minutes. Je ne savais pas que, selon le droit international, maintenir à l’isolement un prisonnier plus de quinze jours est considéré comme une torture. Or j’ai passé onze mois d’affilée à l’isolement. Il y a des tortures psychologiques qui sont pires que la torture physique. Le fait qu’on ne vous laisse pas communiquer avec votre famille. Ou cette solitude constante. On ne vous permet pas d’écrire longtemps, et vous devez tout faire pendant ce temps limité avec vos mains qui tremblent. Lire des lettres, y répondre... Mais surtout, comme l’a écrit Aristote, l’homme est une créature sociale qui a besoin du contact humain.

Seul, vous commencez à perdre la tête. Ce qui m’a sauvé, c’est le conseil des dissidents soviétiques qui conseillaient d’apprendre une langue étrangère pour occuper son cerveau. J’ai donc appris l’espagnol pour ne pas devenir fou.

Y a-t-il une personne qui a fait preuve d’humanité à votre égard ?
V. K.-M. – Les gardiens de prison sont des gens ordinaires, qui font simplement leur travail. C’est cela le plus effrayant, car c’est ainsi que fonctionnent les rouages des dictatures. Mais ce ne sont pas des crapules ou des sadiques. Je n’ai rencontré que deux vrais sadiques. Le premier fut le juge Sergueï Podoprigrorie, qui m’a condamné à vingt-cinq ans de prison, peine sans précédent depuis Staline. Le deuxième personnage fut Sergueï Remniou, chef intérimaire de la colonie correctionnelle de régime spécial numéro 7, à Omsk, qui m’a interdit de téléphoner à ma femme pour le 20^e anniversaire de notre mariage puis a refusé que j’appelle notre fille aînée pour son 18^e anniversaire... Il est venu personnellement m’informer de son refus et j’ai lu dans ses yeux le plaisir qu’il y prenait. Les autres pèchent surtout par inaction. Ils collaborent. Comme le disait Alexeï Navalny, « le mal, dans le monde, vient de l’inaction des gens bien ».

Mais peut-on dans ce cas parler de gens bien ? Lors de votre conférence de presse après votre libération, vous avez appelé à ne pas sanctionner le peuple russe. Mais cela a suscité des critiques. Ne faut-il pas que les Russes ressentent collectivement les sanctions ?

V. K.-M. – Comme vous le savez, le sujet des sanctions me tient à cœur. J’ai été empoisonné deux fois pour mon action liée à ce dossier. J’ai donc été amusé de lire les critiques selon lesquelles je serais soi-disant opposé aux sanctions. Je pense que les sanctions doivent être efficaces et justes, dirigées contre ceux qui les méritent vraiment. Je suis en train de rattraper les deux ans et demi que j’ai passés dans un vide total d’informations. Et après un mois de ce travail, j’ai été choqué par un certain nombre de choses. Par exemple, le missile russe qui a frappé l’hôpital pour enfants de Kiev le 8 juillet, comportait une puce électronique de fabrication occidentale ! Il y a de nombreux autres cas, quand des viseurs ou d’autres technologies militaires russes utilisées contre l’Ukraine, viennent de l’Ouest. Par ailleurs, les membres du cercle rapproché de Poutine ou leurs familles, auxquelles ils ont transmis leur patrimoine, voyagent toujours librement dans l’UE ! Un exemple est celui de M. Artyakov Jr, fils du premier directeur adjoint de Rostec, société qui fabrique environ 80 % de l’armement russe, qui a récemment emmené sa petite amie à Milan ! Tous les directeurs adjoints de la société Rostec sont aussi exempts de sanctions de même que la plupart des vice-ministres russes de la Défense. De même, la petite-nièce de Poutine, une certaine Tsvileva, fille de sa nièce, actuellement vice-ministre de la Défense, se promène aussi librement dans l’UE. Les sanctions contre le régime pour arrêter la guerre sont pleines de trous. Mais ce sont les sanctions personnelles qui doivent être élargies en fonction de la fonction occupée : tous les vice-ministres de la Défense doivent être frappés, tous les chefs adjoints de Rostec, tous les généraux, tous les chefs du FSB et ainsi de suite. En revanche, il est inacceptable de soumettre à une discrimination totale et à une présomption de culpabilité des personnes simplement parce qu’elles sont russes.

Mais comment faire la distinction ? Derrière Poutine, il y a des millions de gens, qui soutiennent sa politique et ses crimes, des centaines de milliers d’enseignants qui répètent la propagande du pouvoir...

Vladimir Kara-Mourza, ici avec sa femme, Evguenia, a visité treize institutions carcérales différentes en deux ans et trois mois de prison.
PAUL DELORT/LE FIGARO

V. K.-M. – Le problème est que les personnes mentionnées, celles qui participent à la guerre ou lavent le cerveau des enfants russes, ne sont pas affectées par ces sanctions. Elles touchent les opposants, les défenseurs des droits de l’homme, les journalistes indépendants. Les sanctions totales contre tous, c’est raciste, et c’est un cadeau fait à Poutine, car pendant des années, la propagande du Kremlin a crié que tous en Occident étaient russophobes.
EVGUENIA KARA-MOURZA. – Vous parlez des enseignants qui relaient la propagande poutinienne et c’est tout à fait vrai et monstrueux. Mais il faut savoir aussi que des centaines d’enseignants ont été soumis à la répression après avoir refusé de laver le cerveau de leurs élèves, de moucharder. Ce sont aussi des Russes ! Oui, il y a des gens qui vont en Ukraine pour l’argent et pour tuer. Mais il y a aussi ceux qui protestent dans la rue, envoient de l’argent aux Ukrainiens... Il y a deux Russies, pas un monolithe.

L’Allemagne nazie a dû faire face à la notion de responsabilité collective, après guerre. Comment faire pour que cette responsabilité collective russe émerge ?

E. K.-M. – Il faut différencier entre culpabilité et responsabilité. Hannah Arendt a écrit que la culpabilité collective n’existe pas. Mais la société russe devra assumer sa responsabilité collective. Elle consistera à organiser des réparations vis-à-vis de l’Ukraine, à mener une lustration politique dans le pays, et à mener un travail gigantesque d’explication, pour montrer les crimes commis, en ouvrant les archives et en menant des procès publics au nom de l’État russe. Sans cette prise de conscience, notre pays n’aura pas d’avenir.
V. K.-M. – J’en parle depuis vingt-cinq ans. L’un des premiers actes du régime Poutine a été de rétablir l’hymne soviétique, puis le symbole a laissé place à l’action. Fermeture des médias indépendants, élections truquées, élimination de l’opposition au Parlement, emprisonnement des adversaires politiques. L’affaire Khodorkovski a commencé il y a plus de vingt ans ! Je reconnais tout à fait que la société russe porte une responsabilité considérable parce qu’elle a renoncé aux libertés politiques en échange d’une amélioration de son niveau de vie. Mais si on parle de responsabilité collective, n’oublions pas celle des dirigeants occidentaux, Schroeder, Bush, Obama et les autres, qui toutes ces années, ont continué à sonder « l’âme de Poutine » et à lui acheter du pétrole et du gaz.

Quelles perspectives pour ce régime ?
V. K.-M. – Un livre sur la fin de l’URSS publié récemment en Californie avait pour titre : *C’était pour toujours jusqu’à ce que ce soit fini*. C’est le cas de tous les régimes de ce type. Ils disent qu’ils sont forts, puis soudain s’effondrent. Comme le régime des Romanov en 1917. Et comme le régime soviétique en 1991 qui s’est effondré en trois jours. En Russie, les grands changements politiques se produisent toujours de manière rapide, soudaine, personne n’y est jamais préparé. Il s’agit donc de se préparer. La grande erreur de Boris Eltsine, que je respectais pourtant, a été de n’avoir pas voulu rompre définitivement avec le passé totalitaire. L’ouverture des archives n’a pas eu lieu, les crimes du pouvoir soviétique n’ont pas été jugés. Mais le mal, s’il n’est pas jugé, se répète. Il faut donc préparer une feuille de route. Tous ceux qui commettent des crimes contre l’Ukraine et contre des citoyens russes, devront rendre des comptes. Mais la feuille de route doit comporter une composante internationale clé. Car l’une des plus grandes erreurs de 1990-1991 au niveau international a été l’impréparation de l’Occident. On n’a pas su intégrer la jeune Russie démocratique dans le monde civilisé au sens plein du terme. Or c’est l’ancrage dans ce monde qui a été, comme me l’ont souvent dit mes amis est-européens, l’incitation la plus forte à mener les réformes. Cette erreur-là ne devra pas être répétée. Si nous voulons voir l’Europe libre, unie et pacifique, on aura besoin d’une Russie pacifique, libre et démocratique. ■

LE

GRAND JURY

FRANÇOIS HOLLANDE

Ancien président de la République

Député socialiste de Corrèze

DIMANCHE 12H-13H

EN DIRECT DU GRAND STUDIO DE RTL ET EN DIFFUSION SIMULTANÉE SUR

Olivier BOST

Pauline BUISSON

Perrine TARNEAUD

Carl MEEUS

#LeGrandJury

RTL

PUBLIC SENAT

LE FIGARO

RTL

En Turquie, l'enfant unique devient la norme

Anne Andlauer

La crise économique a fortement accéléré la baisse de la natalité.

Au milieu de jouets et de crayons de couleur échappés du cartable, Aylin observe sa fille avec une tendresse fatiguée. Ela, 7 ans, est son unique enfant. À 51 ans, elle n'en aura pas d'autre, « et c'est très bien comme ça », sourit cette professeur d'anglais à l'université. « J'ai grandi en fille unique. Quand j'étais plus jeune, je pensais avoir deux enfants, raconte-t-elle. J'ai été absorbée par mes études et ma carrière, je me suis mariée assez tard, j'ai donc eu ma fille assez tard. Ma priorité a été de m'en occuper du mieux possible. »

Dans la Turquie des années 1970, les parents d'Aylin, avec leur fille unique, étaient une exception. Les couples de l'époque élevaient en moyenne quatre enfants. Mais en 2024, la famille à un seul enfant est presque une banalité. L'indice de fécondité dépasse à peine 1,5 enfant par femme en moyenne, contre 2 en 2018 et 2,4 en 2001. Ces cinq dernières années, la tendance s'accélère, en dépit des appels du gouvernement turc à fonder des familles nombreuses.

« Nous anticipions une baisse », explique Sutay Yavuz, chercheur à l'Université des sciences sociales d'Ankara. Mais ni les démographes, ni les autorités n'avaient prévu un tel emballement. « L'indice de fécondité actuel, nous l'attendions pour les années 2040 », poursuit Sutay Yavuz.

Les dynamiques de long terme sont connues : l'urbanisation, les nouveaux modes de vie, la hausse du niveau d'édu-

des des femmes, donc l'âge de plus en plus tardif de la première grossesse (27 ans aujourd'hui)... La Turquie n'est pas différente des autres pays développés qui enregistrent un recul des naissances. Mais pour comprendre la dégringolade, les experts pointent du doigt des facteurs conjoncturels. En l'occurrence : une crise économique marquée par une inflation à deux chiffres depuis 2017, qui dépassait encore les 50 % sur un an en juillet.

Les lamentations d'Erdogan

« À cause des politiques menées ces dernières années, la Turquie est entrée dans un climat inflationniste auquel personne ne s'attendait, explique le démographe Sutay Yavuz. Et comme cette situation se poursuit, et que les gens n'ont pas d'espoir qu'elle s'améliore de sitôt, les moins de 30 ans attendent davantage pour faire un enfant. »

Avec le recul, Aylin, la professeur d'anglais, affirme ne rien regretter. « Il m'arrive de penser à un deuxième enfant, quand ma fille réclame un frère ou une sœur, confie-t-elle. Mais je me dis qu'il vaut mieux n'avoir qu'un enfant pour lui offrir les meilleures opportunités possibles dans les conditions économiques actuelles. »

Yasemin, une Stambouliote de 39 ans, ne souhaite pas davantage agrandir sa famille. « Les frais de scolarité de l'école privée de notre fils ont encore doublé cette année. Nous devons payer plus de 450 000 livres (environ 12 000 euros, NDLR), sans compter la cantine et le

transport, s'émeut cette mère au foyer mariée à un ingénieur. Il y a un an, quand nous avons appris que j'étais à nouveau enceinte, mon mari et moi avons passé des nuits d'angoisse à faire des calculs, à envisager des crédits... Finalement, j'ai fait une fausse couche. Nous étions soulagés... Ce qui n'a fait qu'ajouter à ma peine. »

La Turquie, malgré ses 85 millions d'habitants, est l'un des pays d'Europe où la fécondité a le plus baissé ces vingt dernières années. En 2023, son indice de fécondité est même passé sous la moyenne des pays de l'Union européenne (1,54 enfant par femme). Pour le président Recep Tayyip Erdogan, qui exhorte depuis plus de quinze ans les Turcs à avoir trois enfants, c'est un échec et un tourment. « Nos statistiques de naissances constituent une menace existentielle pour la Turquie. C'est une catastrophe, se lamentait en mai le chef de l'État. En tant que nation, notre population est notre plus grande force, et nous devons la protéger. »

Le pouvoir a certes adopté des politiques natalistes, notamment depuis 2015.

Mais ces mesures – qui se résument pour l'essentiel à des congés supplémentaires et à des aménagements du temps de travail – visent surtout les femmes actives, dans un pays où seul un tiers des femmes travaillent légalement. Un nouveau « paquet de soutiens aux mères actives » doit être annoncé prochainement.

« En réalité, le vivier de femmes qui pourraient potentiellement faire remonter l'indice de fécondité, ce sont les femmes qui ne travaillent pas, note le démographe Sutay Yavuz. Or, le gouvernement n'a développé aucune politique pour les encourager à avoir davantage d'enfants et les soutenir en ce sens. Par ailleurs, les hommes ont totalement été oubliés. Rien n'est fait pour encourager et soutenir la paternité. »

Ce spécialiste estime que la Turquie dispose, tout au plus, d'une dizaine d'années pour tenter d'inverser la tendance, à condition de prendre les mesures adéquates. « Si les conditions économiques s'améliorent rapidement, peut-être que ceux qui hésitent à faire un enfant se décideront à devenir parents, et

que ceux qui n'ont qu'un enfant seront encouragés à en faire un deuxième, suppose Sutay Yavuz. Mais si la situation économique actuelle se prolonge, alors cette fécondité basse risque de se figer et d'être répétée par les générations suivantes. Autrement dit, de devenir une norme sociale. »

Autre inconnue de l'équation : le poids de l'immigration. Plus de trois millions de Syriens sont réfugiés dans le pays, dont une bonne moitié d'enfants. Leur intégration à la société et la naturalisation d'une partie d'entre eux pourraient permettre à la Turquie de redresser son indice de fécondité déclinant. « J'ai l'habitude de dire, en plaisantant à moitié, que le troisième enfant dont rêvent les dirigeants turcs est arrivé de Syrie », observait il y a quelques années la chercheuse Alanur Çavlin, de l'Institut d'études démographiques de l'université Hacettepe à Ankara. Mais le sujet est si polémique, et la présence des réfugiés tellement impopulaire, qu'une telle éventualité n'a jamais été évoquée publiquement. ■



La Turquie est l'un des pays d'Europe où la fécondité a le plus baissé ces vingt dernières années. Ici, une mère et son bébé assistent à la Journée de la souveraineté nationale et de l'enfance, à Izmir, le 23 avril 2024. Y. SAGLAM/ANADOLU VIA AFP

EMPREINTES
1924 | 100 ANS D'HÉRITAGE
2024 | OLYMPIQUE

Une exposition photographique inédite proposée par le Comité National Olympique et Sportif Français et la Métropole du Grand Paris

MERCI D'ÊTRE VENUS VIVRE LA PROGRAMMATION DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS POUR L'OLYMPIADE CULTURELLE

FIERS D'AVOIR RÉUSSI ENSEMBLE LES JEUX !



**Métropole
du Grand Paris**

COLLECTIVITÉ HÔTE

Églises incendiées, pillées... Ce vandalisme qui « participe à l'angoisse identitaire des Français »

Stéphane Kovacs

La multiplication des dégradations inquiète les citoyens et les autorités. Proposition de loi, dispositifs de surveillance et d'accessibilité sont à l'étude.

C'est une longue litanie qui s'étire d'année en année. Incendies, vols, dégradations... 854 actes antichrétiens ont été enregistrés en France en 2023, dont « 90 % sont des atteintes aux biens, comme des cimetières ou des églises », selon la Place Beauvau. 923 faits avaient été recensés en 2022, contre 857 en 2021. Soit une moyenne d'au moins deux par jour... Mi-juillet à Paris, c'est Notre-Dame-du-Travail, dans le 14^e arrondissement, qui était vandalisée, orgue défoncé, statue de la Vierge poignardée et multiples tags d'une violence rare. Depuis cette date, six édifices catholiques ont été détruits ou endommagés par des incendies volontaires en Nouvelle-Calédonie. Vendredi dernier encore, à Nice, un jeune SDF s'en est pris à deux églises ainsi qu'à deux paroissiennes.

« Jusqu'à présent, nos églises étaient des lieux où l'on trouvait la paix, observe le père Pascal Marie, curé de Honfleur, dans le Calvados. Et là, ce n'est plus le cas. C'est un peu compliqué à appréhender, pour notre schéma de pensée, que l'on puisse entrer dans un lieu de culte et se retrouver face à quelqu'un de dangereux... » Mais comment sécuriser les 45 000 édifices catholiques que compte la France, alors que les bénévoles se font de plus en plus rares pour y assurer une présence physique ?

« L'Église est face à un double défi, affirme le père Laurent Stalla-Bourdillon, théologien, directeur du Service pour les professionnels de l'information (SPI). Assumer un patrimoine extrêmement important, de plus en plus difficile à occuper, alors qu'il y a une désaffiliation des Français au culte, et même une sorte d'aversion de l'opinion publique pour le christianisme, qui peut devenir haineuse contre les lieux de culte. La question d'un espace sacré concerne de moins en moins de personnes... À un moment donné, le vrai sujet, c'est de se réap-

roprier la signification des lieux de culte et de leur valeur pour notre vie sociale. »

En 2023, selon le décompte réalisé par l'Observatoire du patrimoine religieux (OPR), sur 27 départements de feu dans des églises, 8 étaient d'origine criminelle, 19 accidentelle. « Pour les neuf premiers mois de 2024, sur les 26 incendies déclarés, 14 étaient d'origine criminelle, relève Claire Danieli, responsable du recensement. À noter que les chiffres liés au vandalisme sont

« Depuis 2019, j'ai demandé la création d'une commission d'enquête sur les profanations dans les lieux de culte. Tant qu'il n'y aura pas de recensement précis de ces atteintes, que l'on ne s'intéressera pas aux profils des auteurs, on ne pourra pas agir »

Valérie Boyer Sénatrice LR des Bouches-du-Rhône

sans doute minorés, car un nombre important de prêtres refusent de porter plainte. Même si cela est en train de changer, car le ministère de l'Intérieur les incite fortement à le faire. » À la Conférence des évêques de France, on attend la fin du « grand recensement en cours, dans le cadre des États généraux du patrimoine religieux », pour communiquer de nouvelles statistiques.

La presse locale l'a surnommé « l'Incendiaire des églises ». Son casier judiciaire ne compte pas moins de 26 condamnations, dont 8 pour des dégradations ou incendies d'églises. Joël V., 39 ans, de nationalité française, sans profession et sans domicile, a reconnu être à l'origine du sinistre qui a ravagé l'église de l'Immaculée-Conception à Saint-Omer, le 2 septembre. Le bâtiment venait de bénéficier d'importants tra-

vaux de restauration, pour près de 5 millions d'euros.

« Mais que faisait ce multirécidiviste en liberté ? Combien a-t-il déjà coûté à la société ? s'indigne Valérie Boyer, sénatrice LR des Bouches-du-Rhône. En plus du désastre moral et patrimonial, est-ce que les Français doivent subir ces coûts indécents ? Depuis 2019, j'ai demandé la création d'une commission d'enquête sur les profanations dans les lieux de culte. Tant qu'il n'y aura pas de recensement précis de ces atteintes, que l'on ne s'intéressera pas aux profils des auteurs, on ne pourra pas agir... »

Qu'elles visent les lieux de culte, les cimetières, les statues ou les calvaires, « les profanations ne doivent pas être ignorées ni tenues pour des infractions ordinaires », poursuit l'élue, qui s'élève d'un « christianisme-mépris ». Pour elle, « ces dégradations volontaires participent à l'angoisse identitaire des Français. Quand on met volontairement le feu à un patrimoine culturel, il y a un message politique derrière, et ça peut être irréversible ; ça mérite donc une considération spéciale. » C'est pourquoi elle réfléchit à « une proposition de loi qui créerait, par exemple, un crime de destruction d'un édifice classé, comme c'est aujourd'hui le cas pour un incendie volontaire de forêt qui serait de nature à créer un dommage irréversible à l'environnement. »

Dans leur rapport sur les actes antireligieux en France, rendu en 2022, les députés Isabelle Florennes et Ludovic Mendès observaient « un plateau inquiétant d'actes antireligieux et une intensification de la violence ». « Les remontées des diocèses font d'ailleurs apparaître une crainte croissante des bénévoles qui assurent une présence physique durant les périodes d'ouverture des églises », pointaient-ils. « Faute d'identification des auteurs pour une part non négligeable des faits, il est très difficile d'établir de manière complète les profils, soulignaient-ils. Les affaires élucidées montrent des profils islamistes, d'ultradroite, d'ultragauche et satanistes, en plus des déséquilibrés et des mineurs qui sont probablement surreprésentés, étant a priori plus faciles à repérer. »

Leurs préconisations ? « Continuer l'effort de sécurisation des lieux culturels, en particulier par l'accroissement du « programme K » (dédié aux sites culturels sensibles, NDLR) du fonds interministériel de prévention de la délinquance, accompagné d'une démarche d'« aller vers » et d'accompagnement des préfetures ». Il faudrait aussi, « au niveau national et au moins une fois par an, prévoir une communication plus complète sur les chiffres et les dispositifs mis en œuvre, les suites judiciaires données aux actes antireligieux », insiste le rapport. De manière à « inciter les victimes à davantage porter plainte ».

Car « parfois on laisse tomber », confie un prêtre qui « ne veut surtout pas avoir de problèmes ». « Si on communique sur l'insécurité, ça se retourne contre nous : le maire nous reproche de ternir l'image de sa ville, se justifie-t-il. Il nous lance "Eh ben, vous n'avez qu'à fermer vos églises !" Pourtant, on en a, des histoires de départ de feu, de dégradations ou de vol de tronc ! Il y a plein d'églises qui servent de caches à des trafiquants de drogue, de lieux de recel. Il y a quelques mois, en déplaçant un confessionnal, on a retrouvé tout un tas de portefeuilles. On a même eu affaire à un voyeur qui s'était glissé sous une bouche de chauffage pour observer sous les jupes des paroissiennes... »



Selon le ministère de l'Intérieur, 854 actes antichrétiens ont été enregistrés en France en 2023.

À Honfleur, où des reliques avaient été dérobées en l'église Saint-Léonard, en 2020, les trois églises vont prochainement être équipées de caméras de surveillance. « C'est vrai qu'il y a quelques soucis, mais nous avons des solutions ! rassure le père Marie. Je n'aurais jamais imaginé devoir installer des caméras dans une église, mais, pour moi, il est essentiel de les maintenir ouvertes : je ne serais pas prêtre aujourd'hui si je n'avais pas eu la chance, un jour dans ma vie, de franchir la porte d'une église... »

Président de l'OPR, maire de Bois-Hérault, en Seine-Maritime, et conseiller régional de Normandie, Édouard de Lamaze appelle les maires à se conduire « en bons pères de famille » : « On mettrait une serrure trois points à la porte de la sacristie, un système d'alarme relié directement au téléphone du maire, ce serait déjà pas mal ! s'exclame-t-il. Pour parer aux risques d'incendie, l'étanchéité des clochers doit aussi être surveillée, depuis qu'on a électrifié les cloches. » Pour pallier les difficultés financières des petites communes, il plaide pour une aide des régions, « comme nous l'avons mis en place en Normandie ».

En vertu de la loi de 1905, quelque 40 000 édifices religieux appartiennent à des communes, dont 75 % comptent moins de 3 000 habitants. En septembre 2023, le président de la République avait annoncé le lancement d'une grande collecte en faveur du patrimoine religieux (tous cultes confondus), afin de soutenir les petites communes de moins de 10 000 habitants. Un an plus tard, plus de 10 millions d'euros ont été rassemblés, se félicite la Fondation du patrimoine. Pour l'église de Saint-Omer, elle a déjà récolté plus de 66 000 euros.

Avec l'objectif « d'accompagner un mouvement de réappropriation des édifices culturels », la Fondation du patrimoine a mis en place l'opération Sésame. À côté du prix Sésame, lancé en 2023, pour récompenser des initiatives originales d'un usage partagé ou d'une reconversion respectueuse, une appli du même nom a été créée, permettant aux visiteurs de se faire ouvrir les églises grâce à une serrure connectée. « Le recours aux solutions traditionnelles, comme la petite dame qui donne les clés, c'est de plus en plus compliqué, observe Bertrand de Feydeau, vice-pré-

Le difficile et coûteux chantier

Trente-cinq mètres d'échafaudage tiennent sous leurs pieds. Collés au plafond du transept de la cathédrale Saint-Pierre-et-Saint-Paul de Nantes, les deux ouvriers ne tremblent pas. Pierre après pierre, pesant environ 40 kilos pièce, ils reconstituent une voûte. « Quand on travaille ici, on est très engagés, car c'est bien plus physique et laborieux qu'un autre chantier », affirme le tailleur de pierre Thierry Galloyer, casque vissé sur la tête.

Promiscuité oblige, seuls vingt ouvriers peuvent travailler ensemble à cette phase de la restauration. Qui débouchera, après de multiples reports, sur l'ouverture très partielle d'une

porte latérale et de son cœur, le 29 septembre 2025. Soit plus de cinq ans après l'incendie criminel qui avait ravagé l'édifice. « La fête sera belle pour les Nantais et les catholiques quand rouvriront les portes et retiendront les cloches », se projette, depuis le parvis, M^{re} Laurent Percerou, évêque de Nantes.

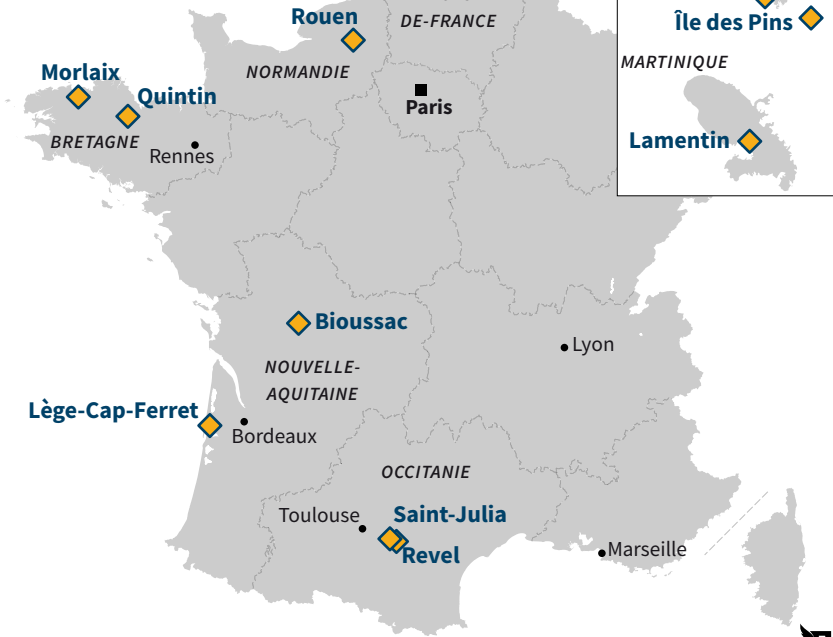
La construction de la cathédrale s'est étalée de 1434 au milieu du XIX^e siècle. Aujourd'hui, sa restauration ne cesse de s'allonger. Un premier incendie accidentel en 1972 avait déjà obligé à d'interminables travaux – dont une charpente en béton. « Cette dernière est aujourd'hui intacte, ce qui donne l'impression que l'édifice est moins touché que Notre-Dame par exemple. Mais c'est un chantier très



Le budget des travaux de la restauration de la cathédrale Saint-Pierre-et-Saint-Paul de Nantes atteint 32 millions d'euros.

Quatorze églises incendiées depuis le début de l'année

Commune dans laquelle une église a été la cible d'un incendie criminel (sur les 9 premiers mois 2024)



Source : Observatoire du patrimoine religieux



PHOTOPQR/LA NOUVELLE REPUBLIQUE/MAXPPP

sident de la Fondation du patrimoine. *L'idée était de trouver un moyen technique pour permettre à ceux qui le souhaitent de rentrer sans mettre en péril ces édifices. Cela fait deux ans que nous testons cette serrure numérique, en Bourgogne, sur une dizaine de sites.* »

Une fois l'application Sésame téléchargée sur son smartphone, le visiteur peut réserver son créneau horaire. Pour se faire ouvrir la porte, il suffit de scanner le QR Code apposé au monument et d'entrer les quatre chiffres reçus sur le digicode. « Mais, comme toujours, le diable est dans les détails ! s'exclame Bertrand de Feydeau. On a été confrontés à des oppositions assez fortes de la direction régionale des affaires culturelles (Drac), qui critiquait certains aspects esthétiques. Il y a aussi des problèmes techniques sur lesquels il faut continuer à travailler : le dispositif nécessite d'être adossé à un système de surveillance. On s'aperçoit qu'il y a toute une déclinaison de prestations possibles, comme la détection de présence, la détection incendie... »

Après cette phase d'expérimentation qui « rencontre une adhésion très posi-

ve », la Fondation du patrimoine espère développer bientôt le dispositif sur l'ensemble du territoire français. « C'est une très belle idée, car plus une église est fermée, plus elle est vandalisée ! », rappelle Édouard de Lamaze, qui s'apprête à faire installer une serrure Sésame sur son église de Bois-Héroult.

« La Fondation du patrimoine envisage d'être beaucoup plus proactive sur ces questions de protection et d'assistance immédiate en cas de sinistre, indique Bertrand de Feydeau. Pour améliorer le dispositif Sésame, un groupe de travail va se constituer avec le ministère de la Culture. On pourrait aussi proposer des explications historiques, une description de telle ou telle statue, une mise en lumière de l'édifice, pourquoi pas de la musique... Les personnes utilisant l'application constitueront une base de données permettant de récolter des dons pour entretenir ces églises visitées. C'est un programme ambitieux, sur plusieurs décennies, mais aussi vertueux : il donne l'opportunité extraordinaire de remettre ce patrimoine délaissé au service des Français et de leur besoin de spiritualité. » ■

Saint-Omer : après le choc de l'acte criminel, le défi de la reconstruction

Emmanuel Magdelaine

Une nacelle, des cordistes, des camions... Dix jours après l'incendie qui a en grande partie détruit l'église de l'Immaculée-Conception, de nombreuses entreprises s'activent sur place. Parce qu'à Saint-Omer, c'est déjà l'heure de la reconstruction. « C'est la première étape : déblayer les gravats et sécuriser les lieux, explique le maire, François Decoster. Par exemple, les poutres du chœur ont été en grande partie consumées. Il faut vite les faire tomber pour éviter qu'elles ne détériorent l'autel et les vitraux qui, eux, ont été préservés. »

Quelques jours après le choc de l'incendie criminel, la ville a déjà le regard tourné vers l'avenir et la réouverture de l'édifice. L'église de l'Immaculée-Conception, de style néogothique, date du milieu du XIX^e siècle et n'est pas classée mais elle a un rôle social, culturel et religieux important dans cette petite ville du Pas-de-Calais (environ 15 000 habitants). Située dans le quartier maraîcher de la ville, elle est appelée la « cathédrale des faubourgs » en référence à la cathédrale qui fait aussi la fierté de Saint-Omer. « On n'a pas eu une once d'hésitation,

« Tous les habitants voulaient vérifier qu'on allait décider de reconstruire. Et la cagnotte lancée avec la Fondation du patrimoine a tout de suite reçu des dons. On a senti un grand besoin de participer »

François Decoster
Maire de Saint-Omer

confirme François Decoster. On a reçu aussi beaucoup de messages dès les premières heures : tous les habitants voulaient vérifier qu'on allait décider de reconstruire. Et la cagnotte lancée avec la Fondation du patrimoine a tout de suite reçu des dons. On a senti un grand besoin de participer. »



L'église de l'Immaculée-Conception, à Saint-Omer, a été ravagée par les flammes, le 2 septembre dernier. PHOTOPQR/VOIX DU NORD/MAXPPP

Près de 70 000 euros ont déjà été récoltés sur cette cagnotte en ligne, quelques jours seulement après l'incendie. Avec plusieurs centaines de donateurs pour un don moyen entre 100 et 200 euros. « 70 000 euros, c'est déjà beaucoup, constate Alexandre Giuglaris, directeur général de la Fondation du patrimoine. Pour la cathédrale de Nantes (incendiée en juillet 2018, NDLR), une grande ville, on a récolté 200 000 euros en tout. Ce qui est important, c'est la réactivité. Évidemment, on récolte plus de dons dans les premiers jours, dans l'émotion. Si on avait mis en ligne la cagnotte dans six mois, ça aurait beaucoup moins bien marché. »

La ville espère récolter 200 000 euros avec cette cagnotte. Une somme presque symbolique quand on sait que cette même église a été entièrement rénovée entre 2014 et 2018 pour 5 millions d'euros. « C'était le plus gros investissement du mandat précédent, rappelle le maire. Cette fois, la facture sera plus lourde mais elle devrait être en grande partie payée par les assurances. Pour le reste, l'État, le conseil régional, le conseil départemental nous ont assuré de leur soutien. Mais c'est important que les habitants puis-

sent être souscripteurs, même pour quelques euros. » La Fondation du patrimoine espère également que les dons de particuliers auront un effet d'entraînement pour des entreprises ou des mécènes.

Un bureau d'études a été mandaté pour évaluer l'impact de l'incendie sur la structure et commencer à écrire un calendrier des travaux. Personne n'ose officiellement annoncer de délai mais les entreprises parlent de cinq ans minimum auxquels il faut ajouter les délais administratifs et de préparation.

La communauté catholique sait qu'elle doit donc maintenant, et pour longtemps, s'organiser pour vivre ses messes, mariages, funérailles ou baptêmes ailleurs. « Deux couples devaient se marier là d'ici à la fin de l'année, explique Sébastien Roussel, curé de la paroisse. On a trouvé des solutions avec eux. Pour l'instant, les messes et baptêmes ont lieu à la cathédrale Notre-Dame. On s'adapte et on sera patients. »

L'homme soupçonné d'avoir provoqué l'incendie de l'église de l'Immaculée-Conception a été mis en examen et écroué. Âgé de 39 ans et sans-domicile fixe, il sortait de prison. Il avait déjà été condamné pour plusieurs incendies similaires sur des églises. ■

de la cathédrale de Nantes

complexe. Les premières années ont été absorbées par les diagnostics et la dépollution du plomb », détaille Pauline Ducom, conservatrice à la Drac des Pays de la Loire. Un travail de fourmi réalisé à l'aide d'outils allant de l'aspirateur industriel à la lingette.

Le samedi 18 juillet 2020 à 7h30 du matin, le feu part en trois points éloignés de l'édifice. Les flammes s'élèvent rapidement, jusqu'à transpercer la rosace et faire fondre le grand orgue de 1672. Emmanuel Abayisenga, Rwandais de 42 ans sous le coup de plusieurs OQTF, avouera rapidement en être à l'origine devant les enquêteurs. Ce fervent chrétien, connu depuis des années du diocèse de Nantes et du Secours catholique, était devenu un bénévole indispensable, jusqu'à fermer la cathédrale le soir, clés en main.

Aucune date de fin de chantier

« Quand il a fait le coup, on ne l'a pas reconnu. Il était dans un état second », témoignait, lors de son procès en mars 2023, Annick, une bénévole qui gardait un « très bon souvenir de lui ». Emmanuel Abayisenga, apparu alors très confus, notamment sur son passé rwandais, avait été condamné à quatre ans d'emprisonnement par le tribunal judiciaire de Nantes. Au moment des faits, son parcours psychiatrique s'avère lourd, comprenant notamment une hospitalisation de 18 mois en unité pour malades difficiles (UMD).

Aujourd'hui en détention, l'incendiaire attend de savoir s'il sera jugé dans une autre affaire. L'assassinat, qu'il a aussi reconnu, du père Olivier Maire à Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée), dans la communauté des Montfortains où il avait trouvé refuge en 2021. « La question de sa responsabilité pénale demeure. Sans compter que son état de santé s'est largement dégradé »,

disait récemment son avocate, M^e Meriem Abkouï, à Ouest-France.

En attendant la suite du feuilleton judiciaire, la restauration de la cathédrale ne cesse de s'amplifier. « Qu'est-ce qui résulte de l'incendie et de l'usure du temps ? Une fois un échafaudage monté, on découvre d'autres éléments à revoir », explique la conservatrice Pauline Ducom. Aucune date de fin de chantier ou de réouverture complète n'est communiquée par les autorités. La phase la plus périlleuse des travaux n'a pas encore débuté, au niveau du narthex, la prénef. Soit la pose de la verrière occidentale, reconstituée après son explosion en miettes, et la reconstruction du grand orgue, qui coûtera entre 2 et 7 millions d'euros.

Au total, le budget des travaux atteint 32 millions d'euros, à date, contre 15 à 20 millions d'euros à l'origine. « L'État, propriétaire du bâtiment, s'était engagé par la voix du premier ministre d'alors, Jean Castex, venu ici, à en prendre l'intégralité en charge », assume auprès du Figaro le préfet de Loire-Atlantique Fabrice Rigoulet-Roze.

Un montant et un montage bien différents de celui qui a suivi l'incendie de Notre-Dame de Paris, survenu trois mois plus tôt. Près de 850 millions d'euros de dons privés ont alors été récoltés, qui couvriront tous les travaux. À Nantes, sous l'égide de la Fondation du patrimoine, seulement 255 000 des 400 000 euros espérés ont été collectés, fléchés vers le grand orgue.

Cinq millions d'euros de travaux portent sur la remise aux normes de sécurité : détecteurs de fumée, dispositif anti-intrusion ou télésurveillance. « Elle ne sera pas plus fermée qu'avant, simplement il y aura plus de présence humaine, de technique », projette le père Michel Leroy, qui suit le chantier pour l'évêque de Nantes. ■

« Désormais, les pompiers connaissent les œuvres à sauver le moment venu »

Propos recueillis par
Claire Bommelaer

Le colonel Philippe Moineau est chargé de mission à la Fédération nationale des sapeurs-pompiers. Il a dirigé l'ouvrage *Le Risque d'incendie dans les bâtiments d'intérêt patrimonial* (FNSP).

LE FIGARO. - Sait-on combien d'églises brûlent chaque année en France et pourquoi ?

PHILIPPE MOINEAU. - Je ne connais pas le chiffre précis pour les édifices religieux, mais notre base de données sur les incendies fait état de 500 feux dans les bâtiments patrimoniaux ces trente dernières années - ce qui est très important. Les bâtiments anciens et les églises sont construits avec des matériaux anciens, dont le bois pour les charpentes ou les planchers. On sait que lorsque les flammes atteignent les combles d'une église, comme à Notre-Dame de Paris, la propagation est très rapide. Chaque minute compte lors des interventions, alors que ces édifices, souvent hauts et imbriqués dans des quartiers anciens, sont en général peu accessibles pour les pompiers.

Quelles sont les causes principales de départ de feu ? Comment lutter contre elles ?

Les trois sources principales (75 %) sont, à parts égales, les dysfonctionnements électriques, la malveillance, et les travaux de rénovation. Il n'y a pas de risque zéro, mais le feu n'est pas une fatalité. Tous les propriétaires devraient vérifier l'état de leurs installations électriques, ce qui n'est pas toujours fait. Les bougies

d'église pourraient être remplacées par des bougies électriques. C'est sans doute moins charmant, mais beaucoup plus sûr. Quant aux entreprises qui interviennent sur les combles ou les toitures, elles doivent surveiller les « points chauds » comme la soudure, en fin de journée. Des cathédrales, comme celle de Beauvais et bientôt celle de Paris, mettent des portes

« La plupart des cathédrales ou des édifices d'importance ont un plan de sauvegarde des biens culturels »

Philippe Moineau
Chargé de mission à la Fédération nationale des sapeurs-pompiers

coupe-feu dans leurs charpentes anciennes et un système de brumisateur qui se déclenche en cas de départ de feu. Nous-mêmes avons adopté des lances à débit raisonné pour éviter d'ajouter un dégât des eaux après celui causé par les flammes. Enfin, je n'ai pas la solution pour lutter contre les pyromanes, mais le fait que les églises soient largement ouvertes, ou au contraire totalement abandonnées, incite à passer à l'acte.

Les églises recèlent des œuvres d'art, qui semblent toujours moins importantes à sauver que les personnes... La mission première des brigades est évidemment de sauver des vies. Mais la plupart des cathédrales ou des édifices d'importance ont désormais un plan de sauvegarde des biens culturels. Il s'agit d'une liste de statues ou de tableaux de valeur patrimoniale ou financière qui

est transmise aux services d'intervention, en amont. Nos opérations étant dictées par une série de priorités, ces listes nous permettent de connaître, le moment venu, les 2 ou 3 œuvres à sauver. Plus ils connaissent par avance le terrain, la place des bouches à incendie, les colonnes, les issues de secours, etc., plus les pompiers seront armés pour le combat. Chaque église ou chaque monument est un cas particulier, et il faut arriver à faire du cas par cas.

À quel point votre travail de prévention est-il important ?

C'est une des clés pour faire reculer ce fléau. Il y a à peine quelques années, nous centrons nos actions de prévention sur les bâtiments recevant du public, comme les cinémas ou les centres commerciaux. L'incendie de Notre-Dame de Paris a depuis été un électrochoc et a permis une prise de conscience patrimoniale au sein des brigades de sapeurs-pompiers et des propriétaires, qu'ils soient privés ou publics. Nous avons organisé un grand colloque sur la prévention des incendies dans les bâtiments patrimoniaux, l'année dernière, et avons publié un manuel sur la gestion du risque avec des fiches pratiques. Au-delà, nous avons tous cessé de travailler en « tuyaux d'orgue », chacun dans son coin. Les services de l'État et certaines mairies se sont rapprochés des pompiers, afin d'analyser et de prévenir les risques. Il y a même une association, le Bouclier bleu, qui fait le lien entre les lieux de culture et les brigades de pompiers. Lorsque je regarde la liste des églises et monuments ayant brûlé récemment, je sais que la plupart des incendies auraient pu être évités. ■

Après les drames de l'an passé, des vendanges sous haute tension en Champagne

Martin Lemaire

Alors que la saison 2023 avait été marquée par plusieurs décès d'ouvriers agricoles, une prise de conscience semble avoir émergé dans la région, notamment dans l'accueil des saisonniers.



La cueillette des 35 000 hectares de vignes champenoises a officiellement débuté le week-end dernier dans l'Aube. PHOTOPQR/L'EST REPUBLICAIN/MAXPPP

Après une série de décès l'an passé, dont certains au milieu des vignes, les vendanges sont particulièrement scrutées en cette rentrée. Cinq de ces drames ont eu lieu en Champagne, exposée à des chaleurs difficilement supportables l'été dernier. Un macabre bilan qui attire le regard sur la région, même si l'imposition par le cahier des charges d'une récolte 100 % manuelle augmente naturellement les risques. Deux hommes avaient trouvé la mort dans les vignes, une femme avait été retrouvée sans vie à son domicile quelques jours après avoir été victime d'un étourdissement, tandis qu'un homme de 19 ans était décédé à l'hôpital suite à un malaise ayant provoqué sa chute depuis un engin agricole. Enfin, un vendangeur était mort dans sa tente à Verzy, près de Reims.

Alors qu'un procès aura lieu en 2025 pour des soupçons de traite d'êtres humains et de travail dissimulé, la découverte par l'Inspection du travail d'un site d'hébergement de vendangeurs utilisé par une société de prestation de services avait provoqué un certain effroi en Champagne. Des conditions d'accueil indignes ont été révélées, avec « matelas au sol, douches de fortune avec très peu d'eau chaude, installation électrique défectueuse », avait détaillé la procureur de Châlons-en-Champagne, Annick Brown. Une « cinquantaine de travailleurs étrangers, la plupart en situation irrégulière », logeaient dans ce site d'hébergement de Nesle-le-Repons (Marne). Le roi des vins à bulles a, par ailleurs, récemment fait l'objet d'actualités qui ont eu le don de ne pas

faire l'unanimité. Notamment la suspension du jour de repos hebdomadaire pendant les vendanges, auxquelles participent 120 000 personnes tous les ans et qui s'étirent sur une dizaine de jours en moyenne. La mesure, portée par la majorité et passée par décret le 10 juillet dernier, a été accueillie très favorablement par les acteurs locaux. Beaucoup moins par les organisations syndicales, ainsi que par une partie de la gauche, qui dénoncent une pénibilité potentiellement accrue pour les vendangeurs.

« Il est hors de question que des comportements individuels inadmissibles menacent la sécurité des saisonniers et la réputation de toute une filière »

David Chatillon Coprésident du Comité Champagne

C'est dans ce contexte particulier que la cueillette des 35 000 hectares de vignes champenoises a officiellement débuté le week-end dernier dans l'Aube – même si la plupart des communes de l'appellation ont commencé ce jeudi –, alors que la présence d'inspecteurs du travail et de gendarmes sur le terrain a été renforcée. Cette année, on mise aussi sur un plan d'actions dont la filière a été invitée à se saisir. « Il est hors de question que des comportements individuels inadmissibles menacent la sécurité des saisonniers et la réputation de toute une filière », annonçait en juin dernier David Chatillon, coprésident du Comité Champagne, lors de la présentation de ce plan. Il a notamment été décidé de la

mise à disposition de guides et d'outils pour préparer les vendanges, mais aussi de formations pour les donneurs d'ordres. L'organisation a promis des récoltes plus structurées, davantage en phase avec les responsables locaux, y compris les maires, mais également plus de transparence de la part des prestataires de services, qui sont à l'origine du recrutement de la moitié des saisonniers en Champagne. Une prise de conscience nécessaire, mais pas suffisante aux yeux de la CGT, qui réclamait dans son cahier de doléances l'arrêt de la vendange dite à la tâche, lorsque les vendangeurs sont payés non pas à l'heure, mais à la quantité de raisin récolté. L'organisation syndicale insiste sur les épisodes de chaleur tardifs qui, comme en septembre 2023, pourraient se répéter et s'intensifier.

Un dérèglement climatique qui inquiète fortement les principaux concernés dans l'exercice de leur travail, comme le montre une étude récente menée par l'association Vignerons engagés. Les chiffres sont effectivement parlants : à l'échelle nationale, 80 % des professionnels du vin interrogés reconnaissent des risques physiques (malaises, déshydratation, baisse de l'attention) liés à l'augmentation des températures dans le cadre de leur travail. 20 % ont déjà été en alerte pour la santé d'un collègue en raison des fortes chaleurs au cours des deux dernières années. Des températures extrêmes qui ont d'ailleurs formellement été identifiées comme responsables d'au moins un des cinq décès en Champagne, selon la Direction générale du travail (DGT), comme l'avait révélé le journal local *L'Union*.

Au départ simple label, Vignerons engagés fait désormais figure d'association réunissant des viticulteurs investis dans une démarche RSE (responsabilité sociétale des entreprises) qui se veut globale, de la vigne au verre. « On a fait ce constat qu'il y avait un enjeu en lien avec le changement climatique et la santé au travail pour les vignerons. Il fallait enquêter », nous explique Iris Borrut, sa directrice. L'étude menée vient compléter cette prise de conscience en Champagne, mais concerne bien l'ensemble des régions viticoles. Elle démontre par ailleurs que la pénibilité au travail en lien avec le changement climatique est une préoccupation importante pour les vignerons. Elle arrive en troisième place après les considérations économiques et de réglementation, devant la qualité du raisin et du vin.

Avec aussi la publication d'un guide des bonnes pratiques en vue des vendanges, l'association Vignerons engagés espère faire évoluer les mentalités du côté des professionnels du vin, avant que les autorités ne soient contraintes d'agir. « Je suis inquiet face à ces chiffres, bien sûr. Mais c'est à nous de faire face au problème, avant d'aller définitivement dans le mur. Il faut préparer tout le monde à prendre des mesures », prône Olivier Brault, vigneron. Autrement dit, « des solutions par des vignerons pour des vignerons », selon Iris Borrut. À l'instar du guide publié fin juillet par Vignerons engagés, Olivier Brault évoque du simple « bon sens » et cite volontiers quelques exemples : instaurer des horaires de travail adaptés en cas de pic de chaleur (6 heures-13 heures), fournir un kit de protection individuel

contenant chapeau, lunette de soleil et crème solaire, garantir l'accès à de l'eau fraîche ou encore imposer un système de pauses régulières.

Des mesures qui ne paraissent pas insurmontables, mais qui peinent encore à être démocratisées et respectées à la lettre. Ce qui pourrait être vu comme un certain immobilisme serait l'une des conséquences du contexte très morose dans lequel baigne la filière vin, selon l'analyse de Manuel Henon, directeur de Champagne Chassenay d'Arce et membre du conseil d'administration de Vignerons engagés. « Les problématiques symbolisées par la baisse de la consommation pèsent beaucoup sur les esprits et sur la capacité de tout le monde

« La Champagne n'est pas au point sur les dimensions RSE. On est bons élèves sur la démarche environnementale à la vigne, mais il y a beaucoup de choses qui relèvent du bon sens et qui ne sont pas formalisées aujourd'hui »

Iris Borrut Directrice du label Vignerons engagés

à mener des changements », décrypte-t-il. À la question de savoir si la Champagne, en particulier, présente un retard sur ces préoccupations, la réponse apparaît sans détour. « La Champagne n'est pas au point sur les dimensions RSE. On est bons élèves sur la démarche environnementale à la vigne, mais il y a beaucoup de choses qui relèvent du bon sens et qui ne sont pas formalisées aujourd'hui », regrette-t-il. Pourtant, les consommateurs sont demandeurs de vins plus respectueux non seulement de l'environnement, mais aussi de tous les acteurs qui contribuent à sa production. « Des statistiques et des enquêtes d'opinion le montrent très clairement », rappelle Iris Borrut.

Autrefois synonymes de moments festifs, de soirées mémorables et de rencontres entre jeunes gens tous réunis dans la même galère, les vendanges attirent moins qu'autrefois. Une pénurie qui encourage à recruter de la main-d'œuvre étrangère, qui représente désormais jusqu'à la moitié des travailleurs dans certaines régions. Autant de personnes qu'il convient de loger, contrairement à des étudiants ou des habitants venus en voisins. Et, sur ce point, c'est souvent aux prestataires qu'il revient de trouver des solutions, avec des dérives potentielles à la clé, comme celles constatées en 2023. « Il y a des prestataires qui ont accueilli de façon inimmuable des saisonniers », regrette Manuel Henon, qui appelle à « réenchanter les vendanges ». Car il en va aussi de l'image de la Champagne, ébranlée par ces pratiques ayant un écho national et international. Alors que le prix des bouteilles n'a jamais été aussi haut, après une période post-Covid florissante aussi bien en France qu'à l'export, le marché a marqué le pas en 2023, avec un recul de 8,2 % des ventes. « La filière est entièrement mobilisée pour assurer la réussite de ces vendanges et l'accueil des saisonniers », ont promis les coprésidents du Comité Champagne, Maxime Toubart et David Chatillon, samedi dernier, lors du coup d'envoi officiel de la récolte. ■

LE FIGARO
Billetterie

Théâtre

Humour

Musique

Tous vos spectacles sur billetterie.lefigaro.fr



Des fleurs avaient été déposées devant le groupe scolaire Gambetta-Carnot, à Arras, en hommage à l'enseignant Dominique Bernard assassiné le 13 octobre 2023 par Mohammed Mogouchkov.

Le frère de l'assaillant d'Arras regrette que sa famille n'ait pas été expulsée

Esther Paolini

« On n'avait rien à faire en France. » Lors d'un entretien avec une experte psychiatre, le frère de Mohammed Mogouchkov, également mis en examen, a déploré que la préfecture n'ait « fait le travail qu'à moitié » en expulsant seulement leur père.

« Les moutons avec les moutons, les vaches avec les vaches. » Derrière cet adage un peu brut, la pensée mûrement réfléchie de l'un des trois membres de la famille Mogouchkov, inculpé dans l'enquête sur l'attentat d'Arras. Sélim*, 17 ans, frère de l'assaillant, a été mis en examen pour « complicité d'assassinat en relation avec une entreprise terroriste » et « association de malfaiteurs terroriste criminel », après l'assassinat de l'enseignant Dominique Bernard, le 13 octobre 2023, à la cité scolaire Gambetta-Carnot.

En détention dans une prison française, à l'écart des autres détenus, il a été entendu par une experte psychiatre en avril dernier. Très loquace, il s'est confié sur le passage à l'acte de son frère, qu'il dit réprouver et dans lequel il nie toute implication. Selon un rapport consulté par *Le Figaro*, il porte un regard implacable sur l'intégration de sa famille en France depuis seize ans. S'il ne « déteste pas la France », Sélim avoue ne pas être en accord avec les valeurs du pays, en particulier la laïcité. « On aurait dû partir, on n'avait rien à faire en France », affirme-t-il à la psychiatre.

Au lendemain de l'assassinat du professeur de français, la France, sous le choc, se réveille dans un grand abattement : presque trois ans jour pour jour après l'assassinat de Samuel Paty, le terrorisme a de nouveau frappé l'école et le pays exige des réponses, des responsables. Au total, trois personnes sont mises en examen : l'assaillant, Mohammed Mogouchkov, son petit frère, Sélim, et son cousin, ce dernier pour non-dénonciation de crime.

La justice reproche à Sélim d'avoir aidé son frère à apprendre le maniement des couteaux, d'avoir acquis lui-même un couteau peu de temps avant l'attaque, d'avoir consulté des vidéos de décapitations et d'avoir possiblement recueilli les confidences de son frère avec qui il partageait sa chambre et son portable. À la suite de son interpellation, il coopère avec les enquêteurs, répondant spontanément aux questions sur l'usage des armes blanches. Mais il condamne le passage à l'acte de Mohammed : « Ce qu'il a fait est complètement interdit ».

Se présentant comme « le premier

choqué », Sélim jure ne pas être fier de son aîné et n'avoir aucune tristesse à son égard. Il estime qu'il n'aurait pas pu empêcher son frère d'agir. En revanche, « l'attentat aurait pu être évité », selon lui.

Quant à sa famille, elle aurait dû, à ses yeux, quitter le territoire depuis de nombreuses années. Originaires d'Ingouchie, les Mogouchkov ont toujours baigné dans le fondamentalisme islamiste. Le père, Iakoub, a combattu lors des affrontements russo-tchéchènes puis a fui son pays, accusé par les autorités russes d'avoir préparé un attentat. Après un passage en Pologne, où naît Sélim, puis en Belgique, la famille s'installe en France en 2008. Aussitôt, les services spécialisés délivrent une fiche S sur le père. Lequel tente d'obtenir le statut de réfugié, mais en vain. Aussi les Mogouchkov sont-ils sous le coup d'une procédure d'expulsion en 2014. Elle est mise en échec sous la pression

« On se sent mieux entre nous, donc là-bas. C'est une évidence que, si on ne veut pas de nous, il faut partir »

Sélim, 17 ans Frère de Mohammed Mogouchkov

d'associations locales mais aussi parce que le cabinet de Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, décide d'annuler la rétention de la famille. S'ils ne sont pas expulsés, la situation administrative des parents, sous OQTF (Obligation de quitter le territoire français) et sans papiers, ne leur permet pas non plus de travailler. La famille vit avec les dons des Restos du cœur, changeant constamment d'appartement. Ce qui fait dire à Sélim que « ce n'est pas très cohérent » d'imposer cette condition précaire sans procéder à une expulsion. « Quinze ans en France, quinze ans d'OQTF », résume-t-il au sujet de ses parents. Observateur attentif de l'actualité, Sélim constate que les OQTF sont, depuis l'attentat d'Arras, mieux appliquées en France. Et d'estimer alors que « c'est ce qui protège votre pays ».

En septembre 2018, le patriarche est finalement expulsé du territoire, tandis que les autres membres de la famille

restent en France. Certains enfants sont inexpulsables car ils sont arrivés sur le territoire avant leurs 13 ans et sont sans antécédent judiciaire. Une situation qui est aujourd'hui dénoncée par Sélim, pour qui la préfecture « a fait le travail à moitié ». Selon lui, « il aurait fallu faire partir toute la famille ».

Le départ du père semble avoir favorisé la radicalisation des deux grands frères, Mohammed et Mosvar. Ce dernier est condamné en avril 2023 à cinq ans de prison pour association de malfaiteurs terroriste et, en juin 2023, à 18 mois pour apologie du terrorisme. D'ailleurs, Sélim dit avoir découvert sa passion pour les armes lors de la perquisition au domicile visant Mosvar, où les enquêteurs de la DGSJ étaient munis de boucliers et de fusils d'assaut... Dans ses conclusions, la psychiatre s'interroge elle-même sur le bon suivi de la famille où, désormais, trois enfants sur cinq séjournent en prison.

Au chapitre de l'intégration, Sélim n'a jamais compris les us et coutumes du pays qui l'a accueilli. À ses yeux, la France est « avant tout un pays laïc ». S'il reconnaît la nécessité d'en respecter la culture, certaines valeurs sont incompatibles avec sa religion. Lors de son entretien avec la psychiatre, il a refusé de lui serrer la main, au motif que « ça ne fait pas partie de (s)a culture ». De même, le voile est pour lui « un marqueur de pudicité obligatoire pour les femmes ». Si les musulmans peuvent « côtoyer » des non-musulmans, il est préférable de « se distinguer ». Concrètement l'attentat de Samuel Paty, il condamne sans réserve le sort qui lui a été réservé, mais dit ne pas être d'accord avec le droit de caricature. Interrogé sur les attentats du 13 Novembre, il estime qu'il s'agit d'un « massacre avec des revendications pas très cohérentes ». Enfin, il condamne l'assassinat du père Hamel car l'islam incite à avoir du « respect pour les autres religions ». Sur la volonté de vivre dans un État imposant la charia, il affirme ne pas être « en accord avec Daech, mais avec le concept, oui ».

Les valeurs françaises étant impossibles à assimiler, le mis en cause n'essuie pas et avoue sa volonté de quitter le pays : « Je suis tout à fait d'accord pour qu'on nous expulse, à 200 %, à 300 % ». Et répète : « Je préfère être ex-

pulsé dans mon pays. » « On se sent mieux entre nous, donc là-bas, insiste-t-il. C'est une évidence que, si on ne veut pas de nous, il faut partir. »

Selon la psychiatre, il n'existe chez l'intéressé « aucune tentative de manipulation ». C'est un garçon « authentique, sincère » qui fait preuve d'une « spontanéité qui peut le desservir ». S'il a toujours vécu au sein d'un fondamentalisme religieux, il est impossible, compte tenu de sa « psychologie juvénile », de conclure avec certitude sur sa

dangerosité. Contacté par *Le Figaro*, son avocat, M^e Ambroise Vignet-Legue, n'a pas souhaité réagir. Quelle que soit l'issue de la procédure judiciaire, Sélim estime en tout cas que son avenir n'est plus en France. « On veut qu'on parte, il faut partir », martèle-t-il. D'autant que « c'est fini là, je porte un nom... ». Son but : « Sortir de prison et partir le plus vite possible. » ■

*Le prénom a été modifié car il est mineur.

ARTCURIAL



RÉVÉLEZ LA VALEUR DE VOTRE CAVE

Ventes aux enchères de vins fins & spiritueux toute l'année

Expertises gracieuses et confidentielles

+33 (0)1 42 99 16 33

vins@artcurial.com

Leur passage dans l'espace à l'extérieur de la capsule Dragon n'aura finalement duré que quelques minutes, mais le milliardaire américain Jared Isaacman et l'ingénieur de SpaceX Sarah Gillis ont tout de même réalisé une spectaculaire première mondiale. Pour la première fois, des astronautes non professionnels ont effectué une sortie spatiale en scaphandre dans un cadre strictement commercial et privé, sans le soutien d'une agence spatiale gouvernementale. Seuls les Américains et les Russes depuis les années 1960, et les Chinois depuis 2008 ont réalisé ce que les spécialistes appellent avec un certain sens de l'euphémisme des « sorties extra-véhiculaires ».

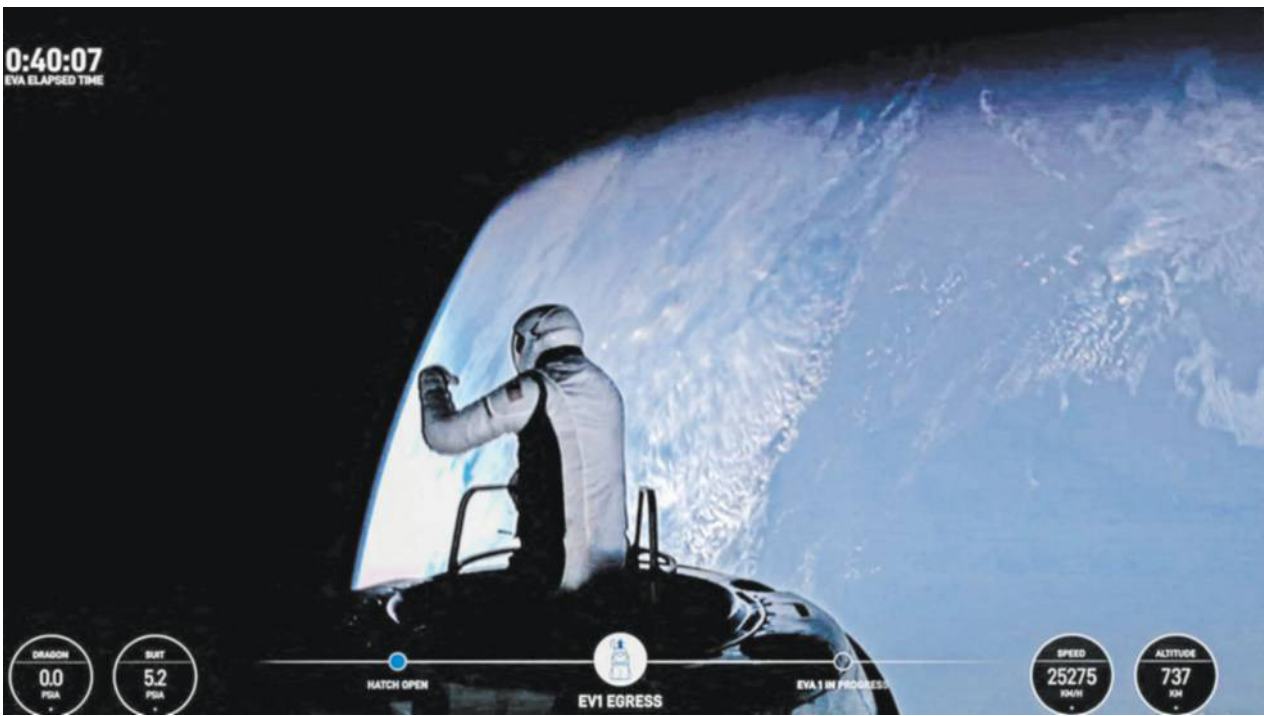
La mission Polaris Dawn, organisée et financée par le milliardaire, s'inscrit dans le cadre d'une activité de tourisme spatial, mais elle a clairement profité d'un important soutien de la part de SpaceX, qui s'en est servi pour mettre en avant de nouvelles capacités techniques. Car si la fusée Falcon 9 et la capsule habitée Dragon ont déjà largement fait la preuve de leur fiabilité, c'est la première fois que l'entreprise privée fondée par Elon Musk développe et met au point un scaphandre capable de protéger des astronautes dans le vide spatial, un équipement qui pourrait être très utile pour le programme lunaire Artemis de la Nasa, auquel coopère SpaceX, mais aussi à plus long terme pour l'exploration de Mars, qui reste l'objectif principal d'Elon Musk.

Les préparatifs de la sortie dans l'espace ont en fait commencé mardi matin, tout juste après le décollage depuis le centre spatial Kennedy en Floride. Seulement deux heures après l'arrivée en orbite, les équipes ont commencé à faire baisser la pression de l'air tout en augmentant le taux d'oxygène respiré par l'équipage. Un ajustement en douceur qui a permis de préparer l'équipage à respirer de l'oxygène pur dans leur scaphandre pendant toute la durée de la sortie. Car à la différence de la Station spatiale internationale, la capsule Dragon n'est pas équipée d'un sas, et il a donc fallu dépressuriser la totalité du vaisseau pour pouvoir ouvrir l'écotille ! Et

Espace : première sortie privée en scaphandre de l'histoire

Cyrille Vanlerberghe

Le milliardaire Jared Isaacman et l'ingénieur de SpaceX Sarah Gillis ont chacun fait une très courte excursion au sommet de la capsule Dragon.



Le milliardaire américain Jared Isaacman s'est aventuré, jeudi, à l'extérieur de son vaisseau, lors de la première sortie spatiale privée effectuée par l'équipage de la mission Polaris Dawn. POLARIS PROGRAM/AFF

pendant toute la durée de l'opération, les quatre astronautes, et pas seulement les deux qui sont sortis, devaient être protégés du vide spatial par leur combinaison. Pour éviter l'équivalent d'un accident de décompression en plongée profonde, l'organisme doit s'habituer à respirer un air différent,

d'où une baisse de pression très progressive dans l'habitacle.

Au terme d'une trentaine de minutes de préparatifs, et des vérifications minutieuses pour s'assurer de l'absence de fuite dans les combinaisons, Jared Isaacman a ouvert l'écotille. Une caméra montée sur son casque a montré en di-

rect sa sortie vers le haut de la capsule, faisant découvrir le spectacle magnifique de la Terre, vue depuis 700 km d'altitude, presque deux fois plus haut que l'orbite de la Station spatiale internationale. Après cette vue magnifique, la suite de la sortie a été bien moins spectaculaire. La capsule voyageant à un peu plus

de 25 000 km/h, elle s'est rapidement retrouvée dans le côté nuit de son orbite, mettant dans l'ombre l'astronaute, qui est resté au sommet de la capsule, une main tenant en permanence un garde-corps métallique, les pieds restant à l'intérieur, sans sortir complètement dans l'espace.

Plein succès pour SpaceX

Pendant les 7 minutes et quelque 50 secondes passées hors de l'écotille, le milliardaire n'a bizarrement pas semblé profiter du spectacle unique pour lequel il a financé cette mission. Il a au contraire suivi très strictement le plan de vol, et noté de 1 à 5 les différents types de mouvements que permettait le scaphandre, détaillant les actions des différentes articulations des deux bras. Et la plupart de ces tests n'ont pas dû être très concluants, car Jared Isaacman a le plus souvent donné la note de 2 sur 5 aux gestes qu'il tentait d'effectuer... « J'ai regardé les images de la sortie, et cela me laisse une impression mitigée. Il y a un réel exploit qui a été réalisé, avec une nouvelle fois une prise de risque courageuse par SpaceX, mais j'ai trouvé qu'il y avait un décalage frappant entre le design extérieur des scaphandres, qui ont l'air hyper-modernes, et les déplacements qui avaient l'air empruntés, pas très naturels, témoigne l'ancien astronaute Philippe Perrin, auteur de 3 sorties en scaphandre lors de sa mission spatiale sur l'ISS en 2002. En fait, ça m'a rappelé les gestes difficiles d'Alexei Leonov, engoncé dans son scaphandre trop gonflé en 1965. » Lors de la première sortie extra-véhiculaire de l'histoire, le cosmonaute soviétique avait dû ouvrir une valve pour réduire la pression à l'intérieur de son scaphandre et réussir à rentrer dans le sas de sa capsule !

Rien d'aussi dramatique ne s'est passé jeudi à bord de la capsule Dragon, mais Jared Isaacman et Sarah Gillis, qui est sortie après lui, ne se sont pas éternisés à l'extérieur de la capsule. Ils ont limité leur évolution dans l'espace à moins de 8 minutes chacun, alors qu'un créneau de 15 minutes était prévu pour chacun d'entre eux. La mission est malgré tout un plein succès pour SpaceX, qui repousse une nouvelle fois les limites de ce qu'on pensait être possible pour une entreprise privée. ■

Île de Pâques : le scénario d'un « suicide écologique » s'éloigne

Elisa Doré

Une étude génétique dément le mythe selon lequel la population autochtone aurait décliné à cause d'une surexploitation des ressources de l'île.

Peu d'histoires suscitent autant d'interrogations que celle de la civilisation disparue de l'île de Pâques, de son nom autochtone Rapa Nui. Le scénario le plus populaire veut qu'un groupe de navigateurs polynésiens accoste sur l'île au début du XII^e siècle pour y fonder une société florissante. Très vite, la petite communauté s'étoffe, y érige les fameuses statues géantes, les *moai*, exploite les sols et abat les arbres, prospérant ainsi pendant plusieurs siècles. Jusqu'à ce que l'inévitable se produise : les ressources s'épuisent et finissent par ne plus pouvoir soutenir la croissance rapide de la population rapa nui qui, selon certaines estimations, aurait atteint jusqu'à 15 000 habitants à son apogée. La famine, la guerre, la maladie voire le cannibalisme emportent une grande partie des habitants, victimes d'un « suicide écologique » ou écocide. Peu de temps après, le 5 avril 1722, le jour de Pâques, les Européens découvrent les quelques survivants et rebaptisent l'île.

Mais ce récit élaboré au XIX^e siècle, est remis en question par des scientifiques. De récentes analyses de l'ADN d'ossements de 15 individus autochtones, conservés au Muséum national d'histoire naturelle et au Musée de l'homme de Paris apportent de nouvelles pièces au puzzle. Les résultats sont parus dans la revue *Nature*.

S'il a longtemps été admis que les racines des habitants de Rapa Nui étaient exclusivement polynésiennes, plusieurs études suggèrent au contraire que les origines de ce peuple sont le reflet d'un métissage plus complexe, mélange d'une double ascendance polynésienne et sud-américaine. C'est notamment la présence de plusieurs variétés de patates douces retrouvées jusque dans les îles du pacifique qui a mis les scientifiques sur cette piste. La patate douce n'étant pas indigène aux îles du Pacifique, il a été établi que son

introduction s'est faite à partir du continent américain environ un ou deux siècles avant l'arrivée des Européens sur Rapa Nui. Autrement dit cela suggère qu'un contact a inévitablement eu lieu entre des peuples sud-américains et polynésiens à la période précoloniale. « *Le sujet des contacts transPacifique avant l'arrivée des Européens a suscité de nombreux débats depuis plus d'un siècle, notamment autour des travaux de l'explorateur norvégien Thor Heyerdahl, explique Aymeric Hermann, archéologue au sein de l'UMR Temps du CNRS à Nanterre, qui n'a pas participé à l'étude. Ce dernier a défendu toute sa vie l'idée que la Polynésie avait pu être peuplée par des populations d'Amérique du Sud, ce qui a été réfuté plus tard par des preuves selon lesquelles les ancêtres de toutes les populations insulaires du Pacifique sont issus d'Asie du Sud-Est et des îles de Papouasie et de Nouvelle-Guinée.* »

Des ancêtres sud-américains

Cependant, les analyses génétiques d'individus vivant actuellement en Polynésie montrent qu'ils sont porteurs de cette double ascendance, explique une étude publiée en 2020. Mais il s'agirait en fait d'explorateurs polynésiens qui sont allés jusque sur les côtes sud-américaines, en sont revenus et se sont aussi installés sur l'île de Pâques. « *Cette nouvelle étude confirme cela sur de l'ADN ancien extrait d'ossements de 15 habitants autochtones de Rapa Nui* », souligne Aymeric Hermann. Selon ces analyses, les ossements en question portent en effet une signature polynésienne majoritaire, et 6 % à 11,4 % de leur matériel génétique peut être attribué à des ancêtres sud-américains.

Reste l'énigme de l'apparente disparition des Rapa Nui. L'hypothèse du suicide écologique précolonial a plusieurs fois été remise en question, notamment par des datations archéologi-

ques selon lesquelles l'édification des moai aurait continué bien après l'arrivée des Européens. Argument que viennent aujourd'hui renforcer ces analyses génétiques. Tout d'abord, la datation au radiocarbone des ossements suggère que les individus étudiés ont vécu entre 1600 et 1900, soit jusqu'à 200 ans après le contact européen en 1722. En s'appuyant sur des modèles mathématiques, les scientifiques ont ensuite retracé l'évolution des dynamiques démographiques, c'est-à-dire les moments de croissance et de déclin qui ont pu façonner l'histoire de la population de l'île. « *Pour cela nos travaux se fondent sur la théorie de la coalescence, un modèle mathématique selon lequel le génome de chaque individu est constitué de segments de génomes hérités de ses ancêtres dont la longueur et le nombre peuvent indirectement nous donner un indice sur la taille d'une population donnée au fil du temps* », explique Évelyne Heyer, professeur en anthropologie gé-

nétique au Muséum d'histoire naturel de Paris, coauteur de cette étude.

« *S'il y avait eu un effondrement de la population au moment d'un supposé écocide, les auteurs auraient observé un profil plus accentué (en nombre et en longueur) de ces segments du génome, indiquant que la plupart des ancêtres génétiques des Rapa Nui appartiendraient à une population de taille très réduite* », explique Lluís Quintana-Murci, généticien des populations au Collège de France et à l'Institut Pasteur, qui n'a pas participé à l'étude. « *Or les analyses suggèrent de façon robuste le contraire* ». La taille de la population était effectivement petite, donc génétiquement très peu diverse, au début du peuplement de l'île au XIII^e siècle. Mais elle aurait ensuite progressivement et régulièrement augmenté jusque vers le milieu du XIX^e siècle, soit bien après le contact avec les Européens. « *Ces résultats sont une estimation, rappelle Anna-Sapfo Malaspinas, chercheuse en gé-*

tique des populations au département de biologie computationnelle de l'université de Lausanne, en Suisse, qui a conduit l'étude. *Mais ils pourraient corroborer ceux d'autres travaux archéologiques récents supposant que la population de Rapa Nui n'avait probablement jamais abrité beaucoup plus que les quelques 3 000 personnes rencontrées par les colonisateurs européens en 1722.* »

Maladies et travail forcé

Petit à petit, la confrontation des récits historiques, des preuves archéologiques et désormais des analyses génétiques, converge ainsi vers la même idée : le déclin démographique de Rapa Nui ne serait pas lié à un écocide. « *Loin d'exploiter aveuglément leur environnement, les Rapa Nui ont su se maintenir et prospérer sur plusieurs siècles dans un environnement rude en mettant en œuvre des techniques agricoles innovantes telles que le "paillage à la pierre" pour remédier à la pauvreté des sols de l'île et ont même réussi à maintenir des pratiques religieuses autour des arbres sacrés en organisant la culture du palmier endémique (Jubea sp.) dans un site cérémoniel exceptionnel d'Ava Ranga Uka, découvert récemment au centre de l'île* », souligne Aymeric Hermann.

Le déclin démographique aurait en revanche été amorcé plus tard au contact des Occidentaux, via l'introduction de maladies notamment, et au travail forcé organisé dans les années 1860, où une grande partie des habitants de l'île a été déportée en Amérique du Sud par de raids d'esclavagistes péruviens. « *L'ethnologue Alfred Métraux évoque une population d'une centaine d'individus seulement à la fin du XIX^e siècle, dont une partie a suivi des missionnaires français dans les îles Gambier en Polynésie française, et il subsiste encore aujourd'hui des descendants de cette diaspora à Tahiti* », complète Aymeric Hermann. ■



Les 15 moai (statues de pierre géantes) du site archéologique Ahu Tongariki, une des plateformes cérémoniales de l'île de Pâques. SUSAN-STOCK/ADOBE.COM

Solitaire du Figaro Paprec : le triomphe de l'Irlandais Tom Dolan

Serge Messenger Envoyé spécial à La Turballe

Vainqueur de la 2^e étape à Royan, le skipper a su conserver jusqu'au bout son petit matelas d'avance.

Le drapeau irlandais pouvait pavoiser jeudi matin sur le nouveau ponton du port de La Turballe. Un des représentants des terres gaéliques venait de remporter la Solitaire du Figaro. Troisième étranger à écrire son nom sur les tablettes – après le Belge Joan de Kat en 1970 et le Suisse Laurent Bourgnon en 1988 –, Tom Dolan (Smurfit Kappa-Kingspan) frappait un grand coup juste avant potron-jquet. S'adjuger la course reine des solitaires pour sa 7^e participation. « C'est un sacré accomplissement pour moi. Quand je suis arrivé en France il y a douze ans, je rêvais d'être préparateur sur le circuit Figaro. De naviguer sur ces bateaux et de faire cette régates. Là, de gagner cette épreuve, j'ai encore du mal à réaliser, » déclarait le skipper de 37 ans, une fois la première gorgée de bière déglutie.

En terminant 7^e de l'ultime étape entre Royan et la Loire-Atlantique, celui que l'on surnomme « l'Irlandais volant » venait de contenir la fougue de ses adversaires, avec panache. Alors que le chronomètre tricotait le temps, la messe était dite, le coup de corne de la ligne d'arrivée, claironné. Il devançait au classement général (avant jury) Loïs Berrehar (Skipper Macif 2022) pour 25 minutes et Gaston Morvan (Région Bretagne-CMB Performance) pour 10 de plus.

Le mal de terre le faisant flageoler, Tom Dolan narrait son angoisse sur les ultimes 710 milles de l'épreuve endurés : « Je n'ai pas fait une super dernière étape et je ne sais pas combien j'ai fait à l'arrivée, 7 ou 8. J'ai fait pas mal de bêtises car j'avais du mal à contenir dans ma tête la gestion de Gaston. Dès le début, je regardais ce qu'il faisait. Ce n'était pas bon et cela m'a vraiment perturbé. Je ne pensais pas que j'allais gagner. J'aurais dû ne pas regarder les autres et naviguer librement au niveau de ma stratégie. La course était moins plaisante car j'étais toujours en stress. Je suis donc content que cela soit fini. »

L'enfant de la verte Érin venait de réaliser son rêve. Découvrant à 9 ans ses premiers émois véliques sur un lac, ce fils d'éleveur, spécialisé dans les vaches et les moutons, avait, à l'époque, dans sa garde-robe salopettes et bottes pour aller patauger dans la gadoue. Il pleut souvent dans sa patrie, dit-on. Une année en science de l'agriculture le décide à retrouver d'autres moutons, ceux qui ne broutent pas bêtement et bêlent en mer Celtique. Suivant une formation dans la gestion d'un centre nautique, il entre à 20 ans comme bénévole à l'école des Glénans à Baltimore, proche de l'emblématique Fastnet. Y rencontrant plein de Français qui avaient avec eux les magazines *Voiles* et *Voiliers*, ou



Le skipper irlandais Tom Dolan, à son arrivée, jeudi à La Turballe, en vainqueur de la Solitaire du Figaro Paprec 2024. ALEXIS COURCOUX

Course au large. Impressionné par les articles et photos qui racontaient les courses, en particulier celles en Figaro Beneteau. La base de l'école des Glénans fondée en 1969 en Irlande a coulé. Il s'exile alors en France pour passer un brevet d'État. C'est à Concarneau, en face de l'archipel des Glénan qu'il pose son sac de marin et y réside toujours aujourd'hui. Vivant et dormant figariste depuis 2018. S'y entraînant cet hiver tout seul dans son coin.

Des heures dans les mauvais temps qui l'ont aidé pour la dernière étape pour sangliers : « Nous avons eu pire. C'était gérable, je pense, peut-être moins pour les bizuts. Cela restait engagé malgré tout. Sur d'autres étapes on finissait souvent dans la cartouche et ce n'était pas grave si tu étais le grand spi. Là, dans la première traversée de la Manche, je savais qu'il ne fallait pas le perdre sinon la course était terminée. On savait dès le départ qu'on allait l'utiliser jusqu'à la fin. Il fallait donc être sage et raisonnable. Mais, il y avait tellement de vent que

j'étais obligé d'utiliser le petit spi. Et il a fait ses preuves en étant costaud car on a eu jusqu'à 30-35 nœuds de vent. Des conditions que je n'avais jamais connu aussi longtemps en Figaro Beneteau 3. »

« Je ne pensais pas que j'allais gagner. J'aurais dû ne pas regarder les autres et naviguer librement au niveau de ma stratégie. La course était moins plaisante car j'étais toujours en stress. Je suis donc content que cela soit fini »

Tom Dolan Vainqueur de la Solitaire du Figaro Paprec 2024

Tom Dolan s'était préparé à ce combat avant d'entamer sa première transmanche : « Dès que les conditions sont devenues tendues, j'avais pris les devants, enfilant ma combinaison sèche et

préparant des gouttes pour les yeux pour y enlever le sel. Dans le gros temps, le bateau part tellement rapidement en surf qu'il rattrape la voile d'avant, tu peux perdre le spi et cela peut rapidement partir en couille. Je ne sais pas combien de fois on est parti au lof tous. Entre les marques anglaises, le passage du front au près a été rude. Je dormais à ce moment-là. (Rires.) J'avais les voiles à contre et j'ai été obligé de virer. »

Personne n'étant parfait, il reconnaissait ainsi avoir commis quelques bévues : « J'en ai fait plus que sur les deux autres étapes. Dans la baie de Concarneau, dans la première partie, je voulais aller à droite et je ne l'ai pas fait. C'est là que Gaston m'a collé 1 mille. Après le phare du Four, j'ai mis la mauvaise voile. Le petit spi au lieu du grand. Le temps que je change, ce retard est passé à 5 alors que ça partait par-devant. Au retour, dans le chenal du Four, ça mollit. J'étais tellement fatigué qu'ils ont encore creusé. Des erreurs comme cela, sur la Solitaire, ça ne pardonne pas en général. Je m'en sors très bien... »

En grand seigneur qu'il est, il reconnaissait dans son français tourbé la valeur de ses adversaires l'ayant aiguillonné pendant les 11 jours et 12 nuits passés en mer. Saluant aussi les amis qui le suivent depuis tant d'années : « Ma réussite dans la deuxième étape m'a vachement aidé. Mais Loïs et Gaston méritaient autant que moi. Loïs a dominé en gagnant deux étapes. C'est mon succès sur le 2^e parcours dans la transition d'une molle qui donne ce résultat. Sur l'eau, Gaston était aussi dominant que lui. Je n'aurais pas été trop déçu si l'un des deux avait gagné. Et puis je dois remercier tous les gens qui m'ont aidé. Mes sponsors en premier, Gildas Mahé, mon préparateur, et, sur la préparation météo, Dominic Vittet. Sans oublier Bertrand Pacé qui m'a beaucoup soutenu quand j'étais au centre d'entraînement de Lorient. La réussite ne vient pas toute seule. » Tom Dolan fait un beau vainqueur. Son triomphe dopé par son abnégation ne peut qu'être salué. ■

Loïs Berrehar et Gaston Morvan, fiers adversaires du vainqueur de la course

Pour faire un beau vainqueur, il faut de beaux adversaires. Ils seront aux côtés de Tom Dolan sur la boîte lors de la remise des prix samedi, la chevelure de la comète irlandaise leur étant passé sous le nez. Loïs Berrehar (Skipper Macif 2022) et Gaston Morvan (Région Bretagne-CMB Performance) ont combattu au-delà de leurs limites pour décrocher la timbale. Las ! Ils sont tombés sur un champion.

Loïs Berrehar rêvait de sa première victoire d'étape pour sa 6^e participation. Le diable en a rafflé deux, à plein badin. « On dit cela à chaque fois, mais c'était une sacrée Solitaire. Il s'est passé plein de choses. Le classement général m'échappe mais la satisfaction est énorme. Je reviendrai un jour. Ces résultats prouvent à moi-même et publiquement que mes capacités à mener un bateau dans la brise sont un bel accomplissement », expliquait à l'arrivée le marin qui fêtera ses 31 ans en octobre.

Au bout de l'effort, dans des conditions jugées par certains dantesques, le

Morbihannais a toujours été à l'attaque : « Sur le dernier parcours, c'était hyper-engagé mais il y avait aussi une notion gestion matérielle et humaine, je pense. Il y a des moments, des petites choses où il faut savoir prendre la bonne décision. L'expérience parle énormément à ces moments-là. Avec un raisonnement de bon marin. Dans les conditions rencontrées, cela peut rapidement s'arrêter si le bonhomme n'a plus de carburant ou s'il y a une casse. Dans la partie surf, souvent sous l'eau, c'est plaisant. Même si très engagé physiquement, le plaisir est là si on tient plusieurs heures d'affilée. Sans penser à la souffrance et à la douleur. Si on n'apprend pas à vivre avec et en profiter, c'est sûr qu'on vit un enfer. »

Bien évidemment, en gentleman, Loïs Berrehar tenait à saluer la performance du plus Concarnois des Irlandais : « Il y a toujours des beaux vainqueurs et je n'ai aucune frustration par rapport à ça. Ce qui est sûr, c'est que j'ai fait mon étape sans penser au classement général. J'ai commencé le Figaro la

même année que Tom, on était bizuts ensemble. C'est quelqu'un que j'aime bien humainement. On a vraiment progressé en même temps et aujourd'hui on fait 1 et 2. C'est une belle histoire. Je suis content pour lui. Cela montre qu'avec persévérance, travail et surtout du talent, tout est possible. » Il en était à sa 4^e participation et avait terminé 4^e l'an passé.

Une étape échevelée

Gaston Morvan vient, lui aussi, d'inscrire son nom sur les tablettes. Avec 57 minutes de retard au départ de Royan, il a cru un moment faire la cerise à Tom Dolan : « Cette Solitaire a été éprouvante à tous les niveaux. Je me suis engagé à 100 %, voire plus, mais cela n'a pas suffi. Je suis content malgré tout du podium. Il a manqué un petit quelque chose pour aller chercher le général. Le fait d'être favori au départ m'a peut-être mis une certaine pression. »

Le skipper de 37 ans, ayant vécu dans les Abers, a certainement été dans la souffrance avec son gabarit de menhir

armoricain : « Le parcours était dur cette saison avec trois grandes et longues étapes. Bien plus que les années précédentes. La météo a rajouté le fait que le vent était très instable et soutenu sur la fin. Et puis, avec des petits problèmes techniques, j'en ai bavé. Mais on est là pour ça aussi. »

Cette étape échevelée a failli être la sienne. Les astres, à son grand dam, en ont décidé autrement : « La partie dure, je l'ai faite à merveille. Grâce à mes entraînements d'avant-saison et du bon matériel. Mais il y a des choses que tu ne maîtrises pas, c'est le destin. J'ai manqué de clairvoyance et de lucidité dans la dernière ligne droite. Là, on est sur du sport pur, à armes égales, faire un podium dans la régularité prouve que je progresse. »

Comme Loïs Berrehar, Gaston Morvan voulait féliciter le héros du jour : « C'est un mec qui donne tout pour le Figaro et qui en rêve la nuit. Je pense que c'était au-delà de son objectif. Là, c'est la cerise sur le gâteau pour lui. Il a su être bon au bon moment, avec de la ressource mentalement. Chapeau à lui. » ■ **S.M.**

EN BREF

Ligue 1 : perturbations à prévoir dans les stades

Les tensions ne se sont pas apaisées. Les services de la Division nationale de lutte contre le hooliganisme prévoient de nouveaux mouvements de protestations des supporters contre les diffuseurs, beIN Sports et DAZN, ce week-end dans les stades de Ligue 1. Les actions – jets d'objets, utilisation de lasers sur les caméras... – pourraient interrompre le bon déroulement de certaines rencontres.

Rugby : rapport accablant sur la mort de Narjissi

La FFR a rendu public l'enquête interne ouverte le 7 août dernier après la tragique disparition en mer de Medhi Narjissi, 17 ans, lors d'une tournée en Afrique du Sud. Elle y pointe le choix du site, réputé pour sa dangerosité, par le staff pour cette séance de récupération. Elle questionne également l'absence de secours. Et réclame, enfin, la révocation des cadres techniques en cause.

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdujour@media.figaro.fr
Téléphone
0156 52 27 27
sur notre site
carnetdujour.lefigaro.fr

Tarif de la ligne € TTC :
Du lundi au jeudi
26 € jusqu'à 25 lignes
24 € à partir de 26 lignes
Vendredi ou samedi
29 € jusqu'à 25 lignes
27 € à partir de 26 lignes
Réduction à nos abonnés :
nous consulter

Les lignes comportant des caractères gras sont facturées sur la base de deux lignes ; les effets de composition sont payants ; chaque texte doit comporter un minimum de 10 lignes.

Naissances, Adoptions, Baptêmes, Fiançailles, Mariages, Anniversaires, Centenaires, Fête des Mères, Fête des Pères, Saint-Valentin, Noces, Communica-tions diverses, Conférences, Thèses, Portes ouvertes, Distinctions, Nominations, Commémoration, Signatures, Départs en retraite, Vœux, Deuils, Condoléances, Remerciements, Souvenirs, Messes et anniversaires, Offices religieux, Prise d'habit, Jubilé, Jubilé sacerdotal, Ordination, Vœux monastiques.

Reprise des annonces sur :
carnetdujour.lefigaro.fr
www.dansnoscoeurs.fr

Tél Abonnements :
0170 37 3170

naissances

M. et Mme Philippe LANFRANC de PANTHOU

le docteur Carole SIBAÏ-SÉRÉ

ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils

Armand

le 14 août 2024, à Bordeaux, petit frère d'Apolline et de Maxence, fils de Alexis et Nadia LANFRANC de PANTHOU

deuils

Delphine Carré, Christel et Frédéric Cournot, ses filles et son gendre, Alexia, Chiara et Artus, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Roland CARRE

survenu à l'âge de 83 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 17 septembre 2024, à 14 h 15, en l'église Saint-Clodoald de Saint-Cloud.

Isabelle Conner et Valérie Yenilmez, ses filles, Julien et Jessica Yenilmez, ses petits-enfants,

ont la douleur de vous faire part du décès de

Mme Edith CONNER née Guillon,

survenu le 5 septembre 2024, à l'âge de 87 ans, à Paris.

La crémation aura lieu dans la stricte intimité de sa famille.

Michèle Degen, son épouse,

Joelle, Olivier, Patrick, ses enfants, et leurs conjoints, Amar, Cécile, Petra,

Noémie, Lou-Jeanne, Raphaëlle, Amélie, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Charles DEGEN

survenu à Paris, le 10 septembre 2024, à l'âge de 91 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 17 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-La-Salle, 70, rue Falguière, Paris (15^e).

Sillars (Vienne).

Bénédicte de la Fouchardière, son épouse,
Sophie et Julien Pagès, Guillaume de la Fouchardière, Anne de la Fouchardière et Charles Devaux, ses enfants,

Mayeul, Ronan et Soline, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Philippe de la FOUCHARDIÈRE

survenu à l'âge de 71 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce vendredi 13 septembre 2024, à 15 heures, en l'église de Lussac-les-Châteaux (Vienne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Pierre-Philippe Florent, née Laveissière, son épouse,

M. et Mme Cyril Florent, ses enfants, Romane et Léa, ses petites-filles,

Mme André Delmas, ses enfants et petits-enfants,

Mme Nathalie Chevalier et M. Philippe Valet, ses filleuls,

la famille Hatte

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Pierre-Philippe FLORENT ancien président-directeur général d'Eurotraduction SA, membre fondateur et ancien président de la Chambre nationale des entreprises de traduction,

survenu le 6 septembre 2024, dans sa 81^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 19 septembre, à 10 h 30, en l'église de Saint-Nom-la-Bretèche (Yvelines).

L'inhumation aura lieu dans le caveau familial, le vendredi 20 septembre, à 11 h 30, au cimetière du Poiré-sur-Vie (Vendée).

Ni fleurs ni couronnes, à sa demande des dons à Perce-Neige ou à la SNSM.

Mme Pierre-Philippe Florent, 27, chemin de l'Abreuvoir, 78860 Saint-Nom-la-Bretèche.

M. et Mme Cyril Florent, 108, chemin des Hauts-de-Grisy, 78450 Villepreux.

Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

Mme Jean-Pierre Page, son épouse, Philippe et Cédric (†), ses fils, sa famille et ses amis

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre PAGE ancien président de la Société française de transports pétroliers à Paris, ancien président du Comité scientifique de la flotte de commerce, ancien directeur du Lloyd's Register pour la France, le grand-duc de Luxembourg et la principauté de Monaco, officier de l'ordre national du Mérite, chevalier de l'ordre du Mérite maritime,

survenu le 7 septembre 2024, à l'âge de 87 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la chapelle haute de l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, 1, boulevard Jean-Mermoz, ce vendredi 13 septembre 2024, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anne de Rivière, ses enfants et petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

Bernard de RIVIÈRE

survenu le 6 septembre 2024, à l'âge de 86 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-Bellecombe, à Lyon (6^e), ce vendredi 13 septembre, à 11 heures.

La famille Silber

a la tristesse de vous faire part du décès de

Pierre SILBER professeur de chimie à l'université Paris Cité,

survenu le 6 septembre 2024.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale.

Versailles (Yvelines).

Thierry Durouchoux, son épouse et leurs enfants,

Olivier de Roux, son épouse et leurs enfants

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Mme Stéphane de ROUX née Catherine Durouchoux,

survenu le 7 août 2024, à l'âge de 81 ans.

La messe de requiem sera célébrée en la paroisse Sainte-Cécile, 44, rue de l'Est, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), le vendredi 4 octobre 2024, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

tdu@gene2000.com

Les membres de l'association Les Fils et Filles des Déportés Juifs de France Beate et Serge Klarsfeld

ont la profonde tristesse de faire part du décès de leur très cher ami et militant exemplaire,

Charles TREMIL

survenu le 10 septembre 2024, dans sa 90^e année.

Ils assurent sa veuve Marilou, et son fils Jacques, de leur très grande affection.

La cérémonie aura lieu le mercredi 18 septembre, à 13 heures, au crématorium du cimetière de Père-Lachaise, à Paris (20^e).

FFDJF, 32, rue La Boétie, 75008 Paris.

Larçay (Indre-et-Loire).

Thadée Tur, son époux, Margaux Tur, sa petite-fille,

ainsi que toute la famille Larnaudie et Tur

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Colette TUR

survenu à l'âge de 94 ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 17 septembre 2024, à 9 h 30, en l'église de Larçay.

Elle sera suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, Paris (20^e), dans l'intimité familiale.

Fleurs naturelles uniquement.

La famille remercie par avance toutes les personnes qui s'associeront à sa peine et à son chagrin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer le décès de

Pierre VEILLAS

survenu le 3 septembre 2024.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

remerciements

Patricia et Patrick Percepied, Laurence et Richard François, Sabine et Henri-Jacques Letellier, Bénédicte Gastaldi, Jean-Philippe Gastaldi, ses enfants, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès du

général de corps d'armée (25) Robert GASTALDI

le 31 août 2024,

vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

messes

À l'intention et à la mémoire des bienfaiteurs, donateurs et testateurs de la

Fondation Saint Matthieu pour l'École catholique

une messe sera célébrée par le père Laurent Stalla-Bourdillon, le jeudi 19 septembre 2024, à 11 h 30, en la chapelle située, 76, rue des Saints-Pères, à Paris (7^e) (métro Sèvres-Babylone ou Saint-Sulpice, parking Sèvres-Babylone).

La Fondation sera heureuse de vous y accueillir et vous remercie de vous associer à ses prières.

donateur @fondation-st-matthieu.org

Une messe d'action de grâce pour la

comtesse de PONTON d'AMÉCOURT née

Jacqueline de Rohan Chabot,

sera célébrée le mercredi 18 septembre 2024, à 16 heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris (7^e).

souvenirs

Il y a un an,

Philippe VITOUX avocat honoraire au barreau de Paris,

nous quitte.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée ou une prière pour lui.

offices religieux

La Fondation Shmouel et Bassie Azimov vous informe que

l'allumage des bougies de Chabbat avec bénédiction

deux bougies pour les femmes mariées, une bougie pour les jeunes filles, se fera ce vendredi 13 septembre 2024, à 19 h 49 (horaire pour l'Île-de-France).

Le respect des lumières de Chabbat conduira aux lumières de la Délivrance. Renseignements Beth Loubavitch : 01 45 26 87 60.

disparition

Alberto Fujimori, autocrate péruvien aussi haï qu'adulé



Alberto Fujimori en 2006. IVAN ALVARADO/REUTERS

Patrick Bèle

Peu de personnalités politiques latino-américaines laissent un souvenir aussi contrasté qu'Alberto Fujimori, qui a présidé le Pérou de 1990 à 2000. Pour ses admirateurs, il a sauvé son pays. Pour ses détracteurs, il était un monstre.

Quand il gagne la présidentielle de 1990 face au futur Prix Nobel de littérature Mario Vargas Llosa, le pays est au bord de la ruine et le Pérou est déchiré par une guerre civile. «El Chino», un surnom lié à ses origines japonaises, est un quasi-inconnu qui se présente face à un écrivain mondialement connu, mais dont le programme néolibéral fait peur à la population. Alberto Fujimori a un vague programme populiste. Quand on l'interroge sur sa capacité à redresser le pays, il répond : «Le Japon m'aidera.» Si finalement le Japon aidera Fujimori, ce sera pour appliquer un programme de choc néolibéral proche de celui qu'avait proposé Vargas Llosa. Tout de même : «Alberto Fujimori a redressé l'économie du pays», affirment ses partisans.

Une prison spéciale

Alberto Fujimori parvient à se faire réélire en 2000 malgré l'impossibilité constitutionnelle de briguer trois mandats de suite. Devant la contestation grandissante de sa réélection, il s'enfuit au Japon, dont il a conservé la nationalité héritée de ses parents. Il envoie par fax depuis Tokyo sa déclaration de démission de son poste de président de la République.

Tokyo refusera de l'extrader. C'est au cours d'un voyage au Chili en 2005 qu'il est arrêté et livré à Lima. Il sera condamné pour crimes contre l'humanité à 25 ans de prison. D'autres condamnations suivront pour corruption. Il purgeait sa peine dans une prison spécialement conçue pour lui, dans un commissariat où il était le seul détenu. En décembre dernier, il a bénéficié d'une libération pour raisons de santé. Il a ainsi vécu ses dernières heures aux côtés de sa fille, Keiko, dans la résidence familiale.

Il n'aura pas bénéficié d'une loi votée en août dernier qui prescrit les crimes contre l'humanité commis avant 2002... Et qui avait été conçue spécialement pour lui. Sa fille annonçait même qu'il se présenterait à la présidentielle de 2026. L'improbable retour d'«El Chino» sur le devant de la scène politique péruvienne n'aura pas lieu. Mais la disparition de son père fragilisera sans aucun doute le «front républicain» qui a empêché jusqu'ici Keiko Fujimori d'accéder à la magistrature suprême. ■

Ces « pro-kids » qui défendent la joie d'être parents dans un monde en crise



PAR
Eugénie Boilait

Face au mouvement «no kids», qui prône le choix de ne pas faire d'enfants par souci écologique et dans un contexte de baisse de la fertilité, ces intellectuels estiment urgent d'offrir un contre-discours. Et défendent la joie profonde de la maternité et de la paternité.

« **A** dults only ». Aux abords de certaines plages ou de certains restaurants, les passants plus ou moins circonspects peuvent découvrir ce type de mention. Depuis quelques années, les espaces sans enfants se multiplient pour assurer la « tranquillité » des plus grands durant leurs loisirs. Cette tendance peut s'inscrire dans un mouvement plus large de baisse de la fertilité en Occident, encouragée par certains idéologues qui, au nom de la crise écologique et des catastrophes à venir, posent d'emblée la figure de l'enfant comme problématique.

À rebours, des intellectuels – bien au-delà du camp conservateur – souhaitent au contraire la défendre. Car « *le simple regard du bébé, si vous l'acceptez, vous remet à votre place* », avance Jean Birnbaum, auteur de *Seuls les enfants changent le monde* (Éditions du Seuil, 2023) et père de trois enfants. L'essayiste et mère de deux garçons Aziliz Le Corre évoque pour sa part le regard de l'enfant, comme « celui qui nous transperce lorsqu'on le reçoit » et qui « permet une vision renouvelée du monde ». À l'heure où le simple fait de donner naissance suscite le débat, où le mot « natalité » – en tant qu'enjeu politique – nourrit souvent la polémique, « faut-il encore faire des enfants » ? Hier, la question ne se posait pas, mais, au XXI^e siècle, elle devient légitime et justifiée, martèlent les figures et les défenseurs des mouvements «no kids» ou «childfree», qui estiment que devenir parents serait, pêle-mêle, mauvais pour la planète, égoïste, conformiste ou même aliénant.

Un vocabulaire à charge que Marianne Durano, philosophe et auteur de *Naître ou le néant* (Éditions Desclée de Brouwer), refuse pour ce qu'il sous-tend : « *Tout cela veut dire que la vie ne va plus de soi. La vie, dans ce qu'elle a de biologique, dans la transmission d'une existence humaine, ne va plus de soi* », s'inquiète-t-elle. Et son tourment n'est pas isolé. Nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour défendre le ravissement de la maternité et de la paternité. Ils ne prônent pas de réarmement démographique, n'appellent pas à procréer pour assurer les retraites ou par souci identitaire. Ils se situent sur un autre plan. Pour eux, la force de la naissance, de la vie, est un signe radical d'espérance.

Car un monde sans espérance est un monde voué à sa perte. Mais d'où vient cette désespérance contemporaine ? « *D'un rapport mécanique au vivant* » qu'il faut d'abord déconstruire, répond Marianne Durano. La vie n'est plus un « donné » mais un « construit ». Elle est un « projeté », un « choisi » qui relèverait ainsi naturellement de la volonté. L'expression de « projet parental », qui s'apparente au « projet d'achat », « projet de carrière » ou encore « projet de vacances », témoigne de ce changement de paradigme. Or, ce qui relève de notre volonté, poursuit l'auteur, doit être justifié. « *Si j'affirme cela, c'est d'abord en partant d'une expérience. Je suis mère de quatre enfants et, dès que j'annonce que je suis enceinte, les questions qui surgissent sont : "Encore ?", "Pourquoi ?". Je suis sommée de me justifier. C'est un ressenti qui est partagé par de nombreuses femmes, passé deux enfants. On doit assumer cette fécondité, là où, socialement, il y a une libération de la parole des "no kids", du choix de ne pas avoir d'enfants* », détaille Marianne Durano. La « charge de la preuve » est donc en passe de changer de camp. Et « *c'est urgent de répondre à cette musique qui s'installe* » alors que la natalité ne cesse de baisser, plaide Aziliz Le Corre, auteur de *L'enfant est l'avenir de l'homme* (ouvrage à paraître le 26 septembre aux Éditions Albin Michel).

Car cette vision exerce une forte pression chez les parents modernes : « *Comme l'enfant devient un pro-*



Je suis mère de quatre enfants et je suis sommée de me justifier. On doit assumer cette fécondité, là où, socialement, il y a une libération de la parole des "no kids", du choix de ne pas avoir d'enfants



Marianne Durano Philosophe



Paradoxalement, c'est même quand l'humanité semble au bord du précipice que l'enfant apparaît comme le plus haut porteur d'espérance



Jean Birnbaum
Essayiste et directeur
du «Monde des Livres»



La question écologique, c'est celle de la perpétuation authentiquement humaine sur Terre. On ne sauve pas la planète pour sauver la déesse Gaïa



Aziliz Le Corre Essayiste
et mère de deux garçons

jet, on a tendance à le surinvestir, presque comme un objet de consommation. Dans cette perspective, avec la volonté de répondre à certains codes, il y a forcément de la déception », détaille la journaliste au JDD. Et cette analyse a dépassé les frontières françaises. Outre-Atlantique, l'ouvrage américain *Family Unfriendly : How Our Culture Made Raising Kids Much Harder Than It Needs to Be* (« Famille hostile : comment notre culture a rendu l'éducation des enfants beaucoup plus difficile qu'elle ne devrait l'être »), de Timothy P. Carney, explique comment la société moderne a imposé des normes inutiles, voire contreproductives, aux parents.

Pour échapper à ce système de pensée, il faut revenir à l'étymologie du mot « nature », *natus*, qui désigne tout ce qui est né, par opposition à tout ce qui est fabriqué. « *Avoir un enfant ne relève pas du projet mais du consentement* », argumente Marianne Durano. Et, pour la philosophe, ce rapport aux enfants a tout à voir avec le rapport de nos sociétés à la planète. « *Les gens sont dans une attitude de maîtrise vis-à-vis de leur futur enfant ou de leur non-enfant. Cela pose la question du statut de l'enfant : est-il un sujet à part entière avec des initiatives propres ou est-il un rouage dans la vie de ses parents ? Tout cela permet aussi d'interpréter la crise écologique : la planète est-elle un stock de ressources qui peut être géré ou la nature est-elle l'ensemble des interactions et des vies*

que nous recevons et que nous consentons à accueillir, à ménager et à recevoir ? »

Des questions d'autant plus fondamentales que le thème écologique revient abondamment dans l'argumentaire des «no kids». Si certains répondent à cette inquiétude en affirmant que la mauvaise gestion des ressources est plus problématique que la démographie en elle-même, d'autres perçoivent surtout ce raisonnement comme le symptôme d'une angoisse profonde : « *En réalité, je n'ai rencontré personne qui disait : "Il ne faut pas ajouter de pollueur à ce monde." J'ai rencontré des écologistes qui pensaient qu'ils ne pouvaient pas offrir un monde qui courrait à sa perte* », explique Aziliz Le Corre.

Le réchauffement climatique, la multiplication des conflits à travers le monde, l'instabilité politique... Les sources potentielles d'anxiété sont en effet nombreuses. « *Le monde traverse des crises difficiles, on comprend que beaucoup de gens soient désespérés et aient du mal à croire en l'avenir, mais ce n'est pas la première fois que l'humanité traverse une phase difficile, voire désespérée* », tient à rappeler Jean Birnbaum, directeur du *Monde des livres*, qui va plus loin : « *Paradoxalement, c'est même quand l'humanité semble au bord du précipice que l'enfant apparaît comme le plus haut porteur d'espérance* ». Pourquoi, en effet, ne pas voir dans l'enfant la possibilité d'un renouveau ?

Pour la philosophe Marianne Durano, ne pas avoir d'enfant pour sauver la planète témoigne ainsi d'une pauvreté imaginaire : « *On préfère concevoir un monde sans humanité, plutôt que sans supermarchés* », soutient celle qui voit dans le refus d'avoir des enfants une véritable « stratégie du désespoir ». « *Cela devrait être l'ultime solution face aux crises que nous traversons. On pourrait commencer par arrêter le gaspillage monumental de nourriture, par arrêter de prendre l'avion pour voir ses amis le temps d'un week-end, par manger moins de viande* ». D'autant que ces sacrifices – nécessaires au vu de la réelle situation climatique du pays, insiste l'auteur – doivent avoir une bonne raison : « *Je ne vois pas au nom de quoi on peut demander, voire imposer, d'importants sacrifices, si ce n'est au nom des enfants* », déclare-t-elle.

Pour ces intellectuels qui défendent la vie, il faut sauver le monde par les enfants, mais, surtout, pour les enfants. Accepter une humanité à bout de souffle, c'est se résoudre à l'impuissance politique. « *Comment prétendre sauver les générations futures tout en rejetant l'idée d'avoir des enfants ?* », interrogeait dans nos pages le philosophe et père de dix enfants Fabrice Hadjadj. Et pour cause : pourquoi combattre un système politique si aucun être humain n'est destiné à en souffrir ? Dans un monde voué à disparaître, pourquoi pousser au progrès ? « *La question écologique, c'est celle de la perpétuation authentiquement humaine sur Terre, pointe Aziliz Le Corre. On ne sauve pas la planète pour sauver la déesse Gaïa* ».

« Pensons à Léon Blum, qui déclarait en s'adressant à la jeunesse : "Vous êtes l'espoir, vous êtes la vie qui vient." Tout engagement politique digne de ce nom n'implique pas de faire des enfants soi-même, mais de se confronter à la question vertigineuse de l'enfant, de l'avenir »

Jean Birnbaum

Combat pour la planète, mais aussi pour l'avenir des peuples. Action politique et enfance semblent en effet liées dans leur essence : « *Pensons à Léon Blum, qui déclarait en s'adressant à la jeunesse : "Vous êtes l'espoir, vous êtes la vie qui vient."* Tout engagement politique digne de ce nom n'implique pas de faire des enfants soi-même, mais de se confronter à la question vertigineuse de l'enfant, de l'avenir », soutient encore Jean Birnbaum. Car toute promesse politique est une promesse faite aux enfants.

À côté du débat idéologique, tous tiennent surtout à célébrer l'enfance en tant que tel. L'enfant est un miracle en soi, celui de « *la richesse infinie d'une sensibilité naissante* », avance avec délicatesse Jean Birnbaum. C'est « *un élan de l'âme, une grâce à préserver, une sincérité qui se met en travers de l'impos-ture* », poursuit-il. Car l'enfant parle vrai. Il a le langage qui nomme les choses telles qu'elles sont. Avoir un enfant devient donc une « *vocation spirituelle* » : « *C'est une question d'honneur. Il s'agit de courir son risque, de se confronter à ce langage énigmatique, fondamental, le seul qui permet de dire des choses sérieuses sur la vie* », peut-on lire dans son ouvrage.

Plus profondément encore, l'enfant apporte un regard radicalement nouveau sur le monde, plaide Aziliz Le Corre. Il s'incarne pour combattre l'accablement : « *Je veux croire, par ce quelque chose de très intime et de très incarné, en ce regard renouvelé sur le monde. Cela n'empêche pas de savoir que l'on vit dans un monde qui peut être terrible, mais l'enfant est une source d'émerveillement perpétuel* ». La journaliste raconte ainsi une scène : son enfant déambulant sur le trottoir et s'arrêtant pour regarder la danse d'une feuille qui tombe. « *Il n'avait jamais vu ça. Il l'a regardée avec ses yeux neufs. L'enfant nous ramène à la poésie du monde et à sa beauté* ». Ce n'est pas un discours niais : le monde est cruel, mais cette cruauté cohabite avec la beauté, rappelle l'essayiste.

« *Chaque enfant introduit "une nouveauté radicale dans le monde", pour reprendre les mots de Hannah Arendt. Il est absolument unique et nouveau et, pour lui, toute chose est nouvelle. Avec un enfant, on vit donc une série de premières fois, on introduit une rupture, c'est un renouvellement de la vie, c'est ce qui empêche la sclérose, c'est une grande joie* », glisse finalement Marianne Durano. L'enfant devient une figure révolutionnaire. Loin d'être le résultat d'un projet, l'aboutissement d'une éducation millimétrée ou le produit de ses parents, l'enfant est ce qu'il y a de plus imprévisible. « *Avoir un enfant dynamite toutes les certitudes, bouscule les repères. Tu penses qu'il sera un petit toi mais il devient un tout autre* », dit Jean Birnbaum. Et cette joie peut cohabiter avec des sentiments complexes qui responsabilisent in fine les adultes : « *Avant même la joie de devenir parent ou de façon concomitante, il y a le sentiment d'être face à un abîme de questions. Dont : "Suis-je réellement capable d'endosser ce rôle ?"* », confesse Aziliz Le Corre. Une crainte positive qui devient responsabilité et prise de conscience. ■

L'inquiétant bilan économique, budgétaire et social de la politique d'immigration en France

« Il y a toujours le sentiment que les frontières sont des passoires, que les flux migratoires ne sont pas maîtrisés. Nous allons donc les maîtriser avec des mesures concrètes. » Dans son premier entretien accordé vendredi dernier, au lendemain de sa nomination à Matignon, Michel Barnier a entendu fixer un cap clair à la politique d'immigration de son gouvernement en formation, qui pourrait s'incarner dans la création d'un « ministère de l'Immigration » de plein exercice. Parmi l'ensemble des questions associées à cet enjeu devenu majeur pour la société française, celle de son bilan économique et budgétaire fait certainement partie des plus débattues. Tandis que les enquêtes sondagières attestent d'un souhait de réduction des flux migratoires largement majoritaire dans l'opinion publique, nos compatriotes apparaissent plus partagés sur cet aspect spécifique du sujet : 38 % des Français considéreraient ainsi que « l'immigration rapporte plus à la France qu'elle ne lui coûte », selon une étude Ifop-Fiducial parue l'an dernier.

La France accueille l'immigration la plus africaine parmi tous les pays développés, avec un différentiel très marqué par rapport à nos voisins : 61 % des immigrés de 15 à 64 ans vivant en France en 2020 étaient originaires du continent africain, soit une part trois fois supérieure à la moyenne de l'UE

À cette aune, de précieuses bases de données ont été rendues publiques par l'OCDE, dans le cadre de sa plus récente publication sur « les indicateurs de l'intégration des immigrés ». Leur analyse comparative permet de dresser un constat frappant : l'immigration accueillie en France est globalement moins intégrée au marché du travail et plus « pauvre » qu'ailleurs en Europe. Le taux d'emploi des personnes nées à l'étranger est l'un des plus faibles en France parmi l'ensemble des pays de l'UE : seules 61 % d'entre elles occupaient un emploi dans leurs classes d'âge de 15 à 64 ans en 2021, soit 7 points de moins que les natifs du territoire. Une analyse fondée sur la nationalité plutôt que le lieu de naissance fait ressortir des constats encore plus saillants : seule la moitié (51,7 %) des étrangers extraeuropéens en âge de travailler occupaient un emploi en France en 2020, soit un taux inférieur de 14 points à celui des citoyens français – mais aussi 15 points de moins que les étrangers extraeuropéens au Royaume-Uni, 9 points de moins qu'au Danemark, 6 points de moins qu'en Allemagne.

Un autre angle de vue porte sur le taux d'activité : les « actifs » – qui occupent ou recherchent un emploi – ne comptaient que pour 64 % des étrangers extraeuropéens en âge de travailler, soit le 3^e taux le plus faible de toute l'UE (« suivi » seulement par la Belgique et les Pays-Bas). Le taux de chômage des étrangers extraeuropéens en France était, quant à lui, plus du double de celui des Français : 19,5 % contre 8 %. Non sans rapport avec les données précédentes, le taux de pauvreté relative (calculé par rapport au salaire médian de chaque pays) des ressortissants extraeuropéens vivant en France est le plus élevé d'Europe, à égalité avec l'Espagne : 47,6 % d'entre eux vivaient sous le seuil de pauvreté en 2020, soit une part quatre fois supérieure à celle des citoyens français (11,5 %) avec un intervalle de 36 points par rapport à eux – ce qui représente un écart record dans la zone.

Pour mieux comprendre ces constats saisissants, plusieurs éclairages méritent d'être pris en compte. Le premier réside dans la répartition des raisons légales d'installation sur le territoire : la part des entrées d'immigrés (toutes origines confondues) effectuées sur le fondement d'un motif « famille » est la plus élevée en France parmi toute l'Europe de l'Ouest. Elle a représenté 41,2 % des entrées d'immigrés permanents sur la période 2005-2020, soit un taux trois fois supérieur à celui constaté en Allemagne, contre 10,5 % pour le motif « travail ».

La seconde clé de compréhension réside dans la forte prévalence de profils immigrés au niveau d'éducation « faible », selon la classification opérée par l'OCDE : en 2020, 33 % des personnes nées à l'étranger, âgées de 15 à 64 ans, vivant en France et sorties du système éducatif n'avaient qu'un niveau de qualification inférieur ou égal au brevet des collèges, soit un taux deux fois supérieur à celui des personnes nées en France (16 %). En optant pour une vue centrée sur la nationalité, le constat de cette dissymétrie est plus fort encore : 42,6 % des étrangers extraeuropéens des mêmes classes d'âge n'avaient aucun diplôme ou seulement un niveau brevet, proportion supérieure de 26 points à celle des Français (16,7 %).

Un troisième facteur d'explication pourrait avoir trait à une plus grande « distance » culturelle avec la société d'accueil, liée aux origines des flux reçus dans notre pays. La France accueille l'immigration la plus africaine parmi tous les pays développés, avec un différentiel très marqué par rapport à nos voisins : 61 % des immigrés de 15 à 64 ans vivant en France en 2020 étaient originaires du continent africain (Maghreb et hors Maghreb), soit une part trois fois supérieure à la moyenne de l'UE. Au Portugal, qui compte la deuxième plus forte proportion d'immigrés africains après la nôtre, cette part n'était que de 35 % – soit 26 points de moins qu'en France.

La structure particulière de l'immigration dans l'Hexagone se retrouve dans les indices de fécondité dissemblables sur notre territoire, qui reflètent les habitudes à l'œuvre dans les pays d'origine. En 2019, les femmes nées hors de l'Union européenne et vivant en France avaient 3,27 enfants en moyenne au cours de leur vie : il s'agissait de l'indice de fécondité le plus élevé de toute l'Europe de l'Ouest, deux fois supérieur à celui des femmes nées en France (1,66). Or les difficultés de la « deuxième génération » issue de l'immigration apparaissent plus marquées dans notre pays qu'ailleurs : la part des jeunes nés en France de parents immigrés qui ne sont ni en emploi, ni en scolarité ni en formation (24 %) se trouve être la deuxième plus élevée d'Europe – et même du monde occidental. Seule la Belgique connaît des chiffres plus mauvais dans ce champ.

Afin de rétablir les grands équilibres en la matière, il importerait enfin de considérer l'immigration comme n'importe quelle autre politique publique, ayant pour objectif de minimiser les coûts et de maximiser les bénéfices pour la société française

L'ensemble de ces données concordantes dessine un diagnostic clair : celui de l'inquiétant bilan économique, budgétaire et social de la politique d'immigration menée dans notre pays, aujourd'hui comme depuis plusieurs décennies. Si les réussites individuelles issues de cette immigration sont nombreuses et qu'une approche différenciée mérite d'être déployée selon les origines géographiques (dont les trajectoires d'intégration varient très sensiblement), il n'en demeure pas moins que l'analyse rationnelle dessine une réalité marquée par une forte prévalence des profils de « consommateurs fiscaux nets », surbénéficiaires et sous-contributeurs des dispositifs de solidarité collective. Lesdits profils ne se résument pas aux chômeurs et aux inactifs : un immigré ou un étranger qui travaille dans un emploi peu qualifié – et rémunéré – a toutes les chances de consommer plus de dépenses publiques qu'il n'y contribue.

Afin de rétablir les grands équilibres en la matière, il importerait enfin de considérer l'immigration comme n'importe quelle autre politique publique, ayant pour objectif de minimiser les coûts et de maximiser les bénéfices pour la société française. La tâche d'engager cette révolution copernicienne incombe désormais au gouvernement de Michel Barnier. ■

NICOLAS POUVREAU-MONTI

Le directeur de l'Observatoire de l'immigration et de la démographie dresse un bilan comparatif des chiffres de l'immigration en Europe. Les migrants accueillis en France sont moins intégrés aussi bien culturellement que sur le marché du travail, souligne-t-il.

Un ministre de l'immigration, pour quoi faire ?

Les Français qui n'ont fréquenté ni cabinet ministériel ni administration centrale d'un ministère ignorent en partie les relations souvent ambiguës qui lient les uns aux autres, c'est-à-dire le ministre à ses services. Les sujets de plus en plus techniques auxquels doit faire face un membre du gouvernement, en matière budgétaire, en matière juridique ou en savoirs scientifiques, peuvent rebuter ceux qui n'en sont pas familiers.

Comment comprendre les milliers de pages d'un code, fait de textes législatifs produits par ajouts successifs, et de textes réglementaires que seuls peuvent décrypter une poignée de spécialistes, quand on entend conduire une politique nouvelle ? Le ministre néophyte n'a pas le temps de tout apprendre, il doit composer avec une matière incertaine. D'une certaine façon, surtout s'il manque de vision personnelle, il devra faire confiance à son cabinet. Dans les « grands » ministères, les cabinets sont animés par des hauts fonctionnaires de la « maison ». On reste entre soi. On se comprend. Et comme on prépare son retour dans l'administration, on évite de fâcher ceux avec lesquels on travaille au quotidien.

Face à lui – quand il les reçoit ! –, le ministre trouve les directeurs d'administration centrale, patrons tout-puissants d'équipes qui pèsent parfois plusieurs milliers de fonctionnaires et gèrent des budgets qui dépassent quelquefois le milliard d'euros. Leur force tient à leur cohésion mais, surtout, à la volatilité des ministres en charge des portefeuilles dont ils ont la charge (j'ai personnellement connu, en tant que directeur, quatre ministres en quatre années). Eux, d'une certaine façon, ont une vision personnelle de leur action et il arrive souvent qu'ils proposent au ministre qui arrive des projets qu'ils ont déjà présentés à leur prédécesseur. Par construction,

ils sont légalistes et certains sont mêmes d'authentiques juristes. Jamais ils ne critiqueront une décision du Conseil d'État, même contestable. Et s'ils le peuvent, ils l'anticiperont.

À quoi sert un ministre si sa marge de manœuvre est ainsi réduite ? Sauf à inaugurer des établissements ou à défendre devant le Parlement un texte qui viendra corriger à la marge une loi déjà en vigueur ? La question se pose en ce qui concerne l'immigration. Le thème est-il suffisamment important pour justifier un portefeuille ministériel ? Ou, à l'inverse, n'y a-t-il pas un risque à afficher une thématique que beaucoup aimeraient continuer d'ignorer ? Les avis diver-

Que l'on soit partisan de réguler l'immigration (ce qui serait mon option) ou, au contraire, partisan de l'amplifier, au nom de la solidarité envers les plus pauvres, la France a besoin d'une politique publique

gent. Même les spécialistes sont partagés. À titre personnel, je plaide pour sa création (ou sa re-création), pour deux raisons au moins.

L'importance du sujet, en France comme dans la plupart des pays occidentaux, oblige désormais le gouvernement, quel qu'il soit, à sortir du silence. Le ministre n'est pas qu'un symbole, c'est aussi un responsable politique, qui doit assumer ses réussites et ses échecs. La politique publique de l'immigration demeure un assemblage de politiques disjointes les unes des autres : lutte contre l'immigration irrégulière, organisation de l'immigration légale, encadrement de la demande d'asile, accompagnement vers la naturalisation,

promotion des politiques d'intégration, enseignement du français... Son positionnement au ministère de l'Intérieur demeure « bancal ».

Ses grands opérateurs (l'Ofii, l'Ofpra, Adoma...) appartiennent au champ des affaires sociales. Ses associations sont ses premiers opposants. Ses leviers d'actions relèvent des Affaires étrangères et la Justice judiciaire est infiltrée à toutes les étapes de l'action (du contrôle de la rétention à la délivrance des certificats de nationalité). Seul un ministre en titre, avec l'autorité nécessaire, aura la possibilité de remettre un peu de cohérence dans ce patchwork de services. Que l'on soit partisan de réguler l'immigration (ce qui serait mon option) ou, au contraire, partisan de l'amplifier, au nom de la solidarité envers les plus pauvres, la France a besoin d'une politique publique, au même titre qu'elle revendique une politique de la souveraineté alimentaire, de la cohésion des territoires, du renouveau démocratique ou de l'égalité entre les hommes et les femmes (tous ces titres sont empruntés au gouvernement de M. Attal). Le ministre est, par ailleurs, celui qui, à Bruxelles, porte la voix de la France dans un concert de plus en plus embrouillé, qui entrave l'action collective (qu'on en juge par la récente décision de l'Allemagne). Car le ministre n'est pas qu'un chef d'orchestre, il est aussi, et de plus en plus, le porte-parole des intérêts de la France dans un système de décision fondé sur le consensus. ■

**Ancien préfet et inspecteur général de l'administration, Michel Aubouin a exercé de 2009 à 2013 les fonctions de directeur du ministère de l'Intérieur en charge de l'intégration des étrangers et des naturalisations. Il a notamment publié « 40 ans dans les cités » (Les Presses de la cité, 2019) et « Le Défi d'être français » (Les Presses de la cité, 2023).*



MICHEL AUBOUIN

Le pays a besoin d'une politique cohérente et unifiée en matière d'immigration, pointe l'ancien préfet*. Un ministère consacré à cette question permettrait également de faire porter la voix de la France à Bruxelles.

Comment la littérature mène au ciel



LE BLOC-NOTES
Laurence de Charette

François a fait d'admirables devoirs de vacances : quelques semaines avant la rentrée, le pape s'est appliqué à la rédaction d'un éloge particulièrement étayé des vertus de la littérature. Que les enseignants n'en prennent pas ombrage : le souverain pontife, qui fut lui-même professeur de lettres, ne marche pas sur leurs plates-bandes, puisque son propos traite, formellement, de la formation des séminaristes. Après tout, la littérature, tant malmenée, si pas simplement oubliée, n'aurait-elle pas tort de se passer de sa publicité ?

François oppose d'abord classiquement – mais faut-il négliger ce nouvel avertissement ? – l'assèchement des esprits par les écrans à la vie qui court et jaillit des pages des livres. Il tranche également à sa façon un vieux débat interne de l'Église : toute littérature, qu'elle soit ou non d'obédience catholique, est bonne à saisir, assure le pape, qui n'hésite pas à reprendre l'image, chère à Proust, du « télescope » éclairant la chorégraphie de nos vies, telles qu'en elles-mêmes. Il faut lire pour comprendre son temps et ceux qui l'habitent, insiste-t-il, en fidèle adepte de l'inculturation. La littérature, n'est-ce pas, comme le dit Borges, « écouter la voix de quelqu'un » ? Et qui se met en quête de la chair humaine ne se rapproche-t-il pas nécessairement de celle du Christ ? Ah, mais voilà qu'ici tressaillent les héritiers de Jaurès et les gardiens zélés du droit chemin « laïc » !

Venons-en donc au fait. La foule des arguments objectifs, pragmatiques, factuels et intellectuels de François sur les bienfaits de la littérature – une belle démonstration approfondie en pas moins de 44 points – exhale en réalité, et presque malgré eux pour certains, une autre dimension : de la parole littéraire – « éducation du cœur et de l'esprit », « élargissement de la sensibilité humaine » et tellement plus encore – jaillit, indubitablement, une puissance spirituelle dont on ne peut l'amputer sans l'annihiler tout entière. « Le pouvoir spirituel de la littérature, analyse François, rappelle en définitive la tâche première confiée par Dieu à l'homme : celle de "nommer" les êtres et les choses. » (Genèse).

Comment s'en cacher : la véritable littérature

est une affaire d'âme, un viatique vers l'infini ; et de la plume des poètes, ces messagers de l'invisible, surgissent des éclats de vérité, des instants d'éternité. Il n'est donc pas anodin que nos temps contemporains, ayant chassé le divin, croient pouvoir se dispenser des lettres. Pas insignifiant que la modernité ait entrepris de remplacer l'écriture par l'IA, de « data-ifier » la langue, de troquer le langage contre des assemblages probabilistes vides de toute pensée du monde – des contenus à l'encéphalogramme plat, des mots sans vie.

Cette intrication profonde de la littérature, de la culture et de la spiritualité, du langage et de la civilisation, Benoît XVI l'a, avant François, également mise en lumière avec brio, prenant, si l'on peut dire, la question par l'autre bout. Invité, en 2008, au Collège des Bernardins, le Saint-Père a livré devant un parterre d'intellectuels un magnifique discours, montrant, à travers l'histoire du monachisme, combien la culture européenne a été façonnée par la recherche de Dieu. En quête, dans la confusion des temps, des « réalités essentielles », de « ce qui demeure » – cherchant Dieu, donc –, les moines depuis le Moyen Âge ont appris, pour écouter sa voix dans les Écritures, à scruter les sciences profanes, afin de pénétrer les secrets de la langue : au cœur des paroles, la Parole. Dans un ouvrage érudit au titre évocateur *L'Amour des lettres et le Désir de Dieu*, Dom Jean Leclercq, bénédictin de Clairvaux, s'attache d'ailleurs particulièrement à montrer combien le caractère littéraire des écrits monastiques et la mystique de leurs auteurs sont liés.

Et Benoît XVI de poursuivre son fil, entraînant, pas à pas, ses interlocuteurs dans les profondeurs de sa méditation, par-delà l'horizon de la littérature. Si le Nouveau Testament use du pluriel pour mentionner « les Écritures », c'est bien, dit-il, que la parole divine nous parvient à travers des paroles humaines. Ainsi, la littéralité n'est pas le tout, l'Écriture a besoin de l'interprétation. Loin de la fragiliser, la pluralité de sens en révèle la puissance, et l'essence – exclusive de tout fondamentalisme. (« La lettre tue, disait saint Paul, mais l'Esprit donne la vie. ») Pour l'atteindre, écrit Benoît XVI, il faut « un dépassement », et c'est dans cette tension

entre le lien et la liberté, dans cet espace ouvert par les mots, que s'est modelée la culture occidentale. Ainsi l'éthos des Européens, qu'ils soient croyants ou non, puise-t-il à la sève de cette grande quête – une autre façon de dire, comme le soulignait déjà Huntington, combien la civilisation repose, qu'on le veuille ou non, sur un substrat religieux.

« Réparer l'école »

Les syndicats d'enseignants n'ont pas apprécié les « groupes de niveau », lancés par Gabriel Attal avant d'être détricotés par Nicole Belloubet ? Nul doute que l'instauration d'un examen à l'entrée de la sixième, ou la fin du collège unique, ces mesures proposées par Michel Barnier lors de la primaire de la droite en 2021, hérissent les caciques de l'égalitarisme. Idem du redoublement, ou de l'autonomie des chefs d'établissement... Ne leur en déplaise, « réparer l'école », selon la formule même de l'ancien candidat, est pourtant plus urgent que jamais.

Dans une excellente tribune publiée dans *Le Monde*, Michel Barnier posait ce triste constat : « C'est le système qui a failli. Au lieu de se consacrer à son devoir de transmission du savoir et d'émancipation de chacun, l'Éducation nationale, singulièrement depuis 1968, s'est mêlée de vouloir transformer la société. La vocation première de l'éducation, qui est d'« élever » (quel beau mot!) nos enfants vers le meilleur d'eux-mêmes, a été dévoyée. (...) Pour l'avoir oublié, notre système a contribué à aggraver les inégalités. » Il faut ardemment espérer que la « grande cause nationale » alors promise ne sombre pas, une fois de plus, victime des affres syndicales et des tourments gouvernementaux – car, écrivait fort bien le premier ministre, « les enfants et les jeunes ne sont pas une charge mais une chance. Ils méritent le meilleur de ce que nous pouvons donner ».

Reste-t-il des féministes ?

« Je n'ai reçu aucun soutien des féministes français. » Menacée de mort et de viol, submergée de messages de haine depuis une semaine pour avoir voulu alerter sur la cause des femmes afghanes sous le régime des talibans, l'athlète Marzieh Hamidi, réfugiée en France, répète : « Je ne comprends pas. » Qui le pourrait ? ■

La proportionnelle, un remède pour notre démocratie

» Lire aussi **PAGES 2 ET 3**



DESSIN CLAIREFOND

ANDRÉ VALLINI

La crise de représentativité à l'Assemblée nationale est aggravée par le mode de scrutin des législatives, analyse l'ancien ministre. Afin d'apaiser notre vie politique, il serait temps de mener une réforme pour instaurer la proportionnelle départementale.

Depuis plusieurs mois, la France est engluée dans une crise politique qui a commencé il y a quelques années : la montée inexorable de l'abstentionnisme en est le symptôme le plus évident. Au fil des consultations, la désertion des urnes a miné la représentativité de l'Assemblée nationale, une Assemblée de surcroît éloignée de la réalité politique du pays à cause du mode de scrutin qui amplifiait le résultat de la présidentielle.

Cette distorsion démocratique fut aggravée par l'instauration du quinquennat doublée de l'inversion du calendrier électoral, aboutissant à des majorités écrasantes soumises à un président auquel elles devaient tout. Un président devenu de surcroît, au fil de la présidentialisation du régime, le véritable chef du pouvoir exécutif et de la majorité en contradiction avec la Constitution qui dit que « le premier ministre dirige l'action du gouvernement » et que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation ». Une pratique gaullienne du domaine réservé ayant en effet cédé devant celle de l'omnipotence comme l'ont montré les « hyperprésidences » de Nicolas Sarkozy et d'Emmanuel Macron. Hors période de cohabitation, nous fûmes ainsi souvent le seul pays démocratique avec un exécutif tout-puissant face à une Assemblée pas vraiment représentative où dominait une majorité pas vraiment indépendante.

Certes les dernières législatives ont modifié le paysage politique : le Rassemblement national et La France insoumise, dont la représentation parlementaire ne reflétait pas depuis 2017 et 2022 le poids politique, ont vu le nombre de leurs députés augmenter sensiblement. La majorité parlementaire n'existe plus et la nomination de Michel Barnier va sans doute faire évoluer le fonctionnement institutionnel vers une pratique s'apparentant à une cohabitation.

Pour autant, il est aujourd'hui évident que le système démocratique est grippé en France et au-delà des réformes constitutionnelles nécessaires –

mais à l'évidence difficiles à faire voter aujourd'hui – il est une réforme qui serait de nature à apaiser notre vie politique : celle du mode de scrutin.

Une loi ordinaire y suffirait puisque le général de Gaulle n'a pas jugé utile de faire figurer le mode de scrutin dans la Constitution, ce qui démontre au demeurant qu'il n'en faisait pas un élément fondamental de sa conception des institutions. L'insaturation d'une dose de proportionnelle ou l'instauration du système allemand de double vote nécessiteraient un redécoupage des circonscriptions toujours sujet à caution.

Le scrutin proportionnel, outre qu'il assure une représentation plus juste du peuple, peut aussi garantir une clarté démocratique

Alors la solution la plus simple est celle du scrutin le plus simple : la proportionnelle départementale. À l'argument selon lequel le scrutin majoritaire permettrait d'échapper à l'emprise des partis, on répond d'abord qu'il faut cesser de diaboliser les partis, dont même la Constitution de 1958 dit qu'ils contribuent à l'expression démocratique. On peut ensuite ajouter que le scrutin majoritaire n'a jamais empêché les parachutages de personnalités nationales, ni les circonscriptions réservées à tel courant de tel parti, ni les accords nationaux entre les formations politiques pour se répartir les sièges.

À l'argument du prétendu retour à l'impuissance de la quatrième république, et selon lequel il faut une majorité pour gouverner, plusieurs réponses sont possibles. D'abord, le régime injustement honni n'a pas empêché, au lendemain de la guerre, la reconstruction de la France mais s'est abîmé dans les guerres coloniales. Deuxièmement, le scrutin majoritaire ne garantit pas toujours une majorité (après 1988, Michel Rocard a dû tracter

avec les centristes sur chaque texte important) et à l'inverse, la proportionnelle n'empêche pas toujours d'avoir une majorité (après 1986, Jacques Chirac a pu mettre en œuvre son programme, les seuls obstacles venant alors de l'Élysée...). Le seuil de 5 % des suffrages exprimés pour avoir des sièges, conjugué à la règle de la plus forte moyenne, a aussi des effets majoritaires : en 1986, avec 40 % des voix, les listes RPR-UDF ont obtenu la majorité absolue des sièges. Pour assurer l'efficacité de l'action gouvernementale, l'arsenal constitutionnel est par ailleurs étoffé : vote bloqué, procédure accélérée, article 49.3, ordonnances, maîtrise de l'ordre du jour, droit de dissolution. Finalement, et peut-être surtout, le scrutin proportionnel, outre qu'il assure une représentation plus juste du peuple, peut aussi garantir une clarté démocratique : en Scandinavie, en Italie ou en Allemagne, il contraind les partis à des coalitions programmatiques, longuement discutées après les élections et clairement assumées devant l'opinion.

On ne devrait jamais réfléchir au mode de scrutin avec des arrière-pensées car le résultat est souvent contraire à celui qu'on espère. Il faut au contraire s'élever au-dessus des intérêts partisans et des calculs politiques pour voir plus haut et plus loin, et ne penser qu'à ce qui peut permettre d'améliorer la démocratie. La proportionnelle y contribuerait. ■



LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95%)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président-directeur général
Charles Edelstenne

Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstenne

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillaume (Édition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Thérard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont

Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0426 C 83022

Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h :
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70, Fax : 01 55 56 70 11
Gérez votre abonnement : espace Client : www.lefigaro.fr/client

Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end
Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.

Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen
sous le numéro FI/011/001. Eutrophisation : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.



Ce journal se compose de :
Édition nationale
1^{er} cahier 18 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous 14 pages
Sur certaines éditions :
Supplément 4
Magazine 140 pages
Cahier TV 60 pages
Supplément 5 Madame
144 pages

LES MÉDAILLES SONT INDIVIDUELLES, LES MÉRITES SONT COLLECTIFS.



Un immense MERCI aux 252 athlètes que nous soutenons, aux 136 parmi eux qui se sont qualifiés et aux 45 qui ont été médaillés. Tous ont brillé par leurs performances !

Un immense MERCI à nos milliers de collaborateurs engagés dans la réussite des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, nous avons partagé la magie des Jeux dans tous les territoires. Vous êtes formidables !

Un immense MERCI à toutes celles et ceux qui, après le rendez-vous de Paris 2024, permettront au Groupe BPCE, 2^e acteur bancaire en France, de réaliser son ambition d'être la banque du sport.



LE FIGARO

économie



SALAIRES
CES SECTEURS QUI
CONNAÎTRONT LES PLUS FORTES
HAUSSES EN 2025 **PAGE 21**

YOPLAIT
LACTALIS ET SODIAAL SE PARTAGENT
LA MARQUE À LA PETITE FLEUR
EN AMÉRIQUE DU NORD **PAGE 24**



Le ralentissement de la Chine pèse sur l'industrie allemande. Mais, très dépendante du marché et des fournisseurs, elle continue d'y investir, à contre-courant de l'Europe. **PAGE 20**

Un visa à 12 euros pour se rendre au Royaume-Uni

C'est le dernier effet en date du Brexit. Il faudra bientôt s'acquitter d'un visa pour aller au Royaume-Uni. L'autorisation de voyage sera obligatoire à partir du 2 avril 2025 pour les ressortissants de l'Union européenne, dont les Français. Annoncé dès 2023, l'ETA (pour Electronic System for Travel Authorization), calqué sur le modèle de l'Está américain (une sorte de visa numé-

rique payant) sera réclamé à tous les ressortissants étrangers, à l'exception des Irlandais, au titre du Common Travel Area, zone de libre circulation entre les deux territoires. Initialement envisagée fin 2024, la date d'entrée en vigueur vient d'être précisée par les autorités britanniques sur leur site, ainsi que le prix du document : 10 livres, soit environ 12 euros. La demande

pourra être formulée en ligne à partir du 5 mars 2025. Elle sera examinée et traitée entre 48 et 72 heures. Du loisir au séjour linguistique en passant par les déplacements pour raisons professionnelles, les motifs de demande peuvent être variés. Par ailleurs, puisqu'elle sera basée sur le modèle américain, la durée de validité de l'autorisation britannique devrait être de deux ans.

L'ETA était jusqu'à présent seulement obligatoire pour les habitants de certains pays du Golfe. Il va désormais le devenir pour les ressortissants de 49 pays à partir de janvier 2025, puis pour les membres de l'UE en avril. Selon les autorités, c'est un moyen de « renforcer la sécurité grâce à la nouvelle technologie et de moderniser le système d'immigration ».

LE FIGARO.FR

> FOCUS PRÊT-À-PORTER : FIN DE PARTIE POUR ESPRIT

La crise du prêt-à-porter milieu de gamme vient de faire une nouvelle victime. Moins de deux mois après son redressement judiciaire, la marque Esprit a été placée en liquidation judiciaire en France. « L'activité ne peut plus être poursuivie et (...) il n'existe aucune possibilité de présenter un plan de redressement permettant d'apurer le passif », estime le tribunal de commerce de Nanterre dans sa décision du 9 septembre. À la tête d'un chiffre d'affaires de 32 millions d'euros, l'entreprise employait 145 personnes dans l'Hexagone, où elle comptait une centaine de points de vente.

Fondé en 1968 à San Francisco par un couple américain de hippies qui se sont lancés en sillonnant la Californie à bord d'un minibus Volkswagen, Esprit va mal depuis des années. Basé en Allemagne et coté à la Bourse de Hongkong, le groupe avait déjà supprimé un tiers de ses effectifs et fermé une centaine de boutiques pendant le Covid. Sans parvenir à se relancer. En mai, le groupe a déposé le bilan pour ses activités en Europe. Sa direction expliquait à l'époque qu'Esprit avait de l'avenir, grâce à l'arrivée de nouveaux investisseurs. Certains avaient même exprimé leur intérêt, affirmait-elle. Las. Comme ses concurrents au tapis (Burton, Cop Copine...), Esprit n'a pas su se réinventer face à l'essor de l'ultra-low cost (Shein, Temu), qui torpille le milieu de gamme. La marque a aussi souffert d'une augmentation générale des coûts (main-d'œuvre, énergie, matières premières). Mais sa situation a été aggravée par de mauvais choix stratégiques. Elle a insuffisamment investi dans internet, alors même que son réseau de magasins laissait à désirer (loyers trop élevés, surfaces de vente inadaptées).

M. V.

le **PLUS** du **FIGARO ÉCO**

IKEA

Les secrets du géant suédois pour maintenir ses prix bas **PAGE 23**

LA SÉANCE

DU JEUDI 12 SEPTEMBRE 2024

CAC 40
7435,07 +0,52%

DOW JONES
40782,88 -0,19%

ONCE D'OR
2439,00 (2439,00)

PÉTROLE (Brent)
72,360 (70,740)

EUROSTOXX 50
4809,75 +0,97%

FOOTSIE
8240,97 +0,57%

NASDAQ
19241,43 +0,02%

NIKKEI
36833,27 +3,41%

L'HISTOIRE

L'UFC-Que choisir porte plainte contre sept éditeurs de jeux vidéo

Haro sur les monnaies virtuelles. L'UFC-Que choisir s'est alliée à vingt-deux autres associations européennes de protection des consommateurs pour déposer plainte contre sept éditeurs de jeux vidéo auprès de la Commission. Elle reproche à Epic Games (Fortnite), Mojang Studios (Minecraft), Activision Blizzard (Diablo IV), Electronic Arts (FC 24), Roblox-Supercell (Clash of Clans) et Ubisoft de tromper leurs joueurs. Sous la forme de pièces, de points, de diamants ou de gemmes, les monnaies virtuelles des jeux vidéo sont vendues en ligne et permettent de débloquer des objets comme des armes ou des pouvoirs pour renforcer son personnage. Mais la valeur réelle de ces objets virtuels n'est pas claire, d'autant

que les taux de conversion sont fluctuants. Les associations fustigent ce qu'elles considèrent donc comme des « pratiques trompeuses ». Elles souhaitent donc « modifier la loi » pour que les prix soient ouvertement affichés en euros. Selon la fédération, les enfants déboursaient près de 40 euros par mois dans ces achats.



Video Games Europe, le lobby représentant l'industrie du jeu vidéo auprès de Bruxelles, assure que ses membres respectent « toujours les lois européennes sur la consommation » et que ces achats, optionnels, permettent de financer des jeux qui restent gratuits pour les utilisateurs. La Commission européenne a confirmé qu'elle analyserait les éléments rapportés avant de décider des prochaines étapes.

C. P.

Les Wertheimer et les Bettencourt misent sur la griffe des sœurs Olsen

Les frères Wertheimer, propriétaires de Chanel, et la famille Bettencourt, premier actionnaire de L'Oréal, ont acquis une participation minoritaire dans la marque de mode américaine The Row, fondée en 2006 par Ashley et Mary-Kate Olsen, stars de la télé dans les années 1980-1990. Gérard et Alain Wertheimer ont investi via leur « family office » Mousse Partners et la famille Bettencourt-Meyers via son « family office » Téthys Invest. Imaginary Ventures, fonds de capital-risque, cofondé par l'entrepreneuse de mode Natalie Massenet, la fondatrice du site d'e-commerce de luxe Net-a-porter, et Nick Brown, investit également dans la marque. Un quatrième investisseur complète le tour de table : St. Dominique Capital, fonds d'investissement privé de Lauren Santo Domingo, la cofondatrice et directrice de la marque du détaillant de mode en ligne Moda Ope-

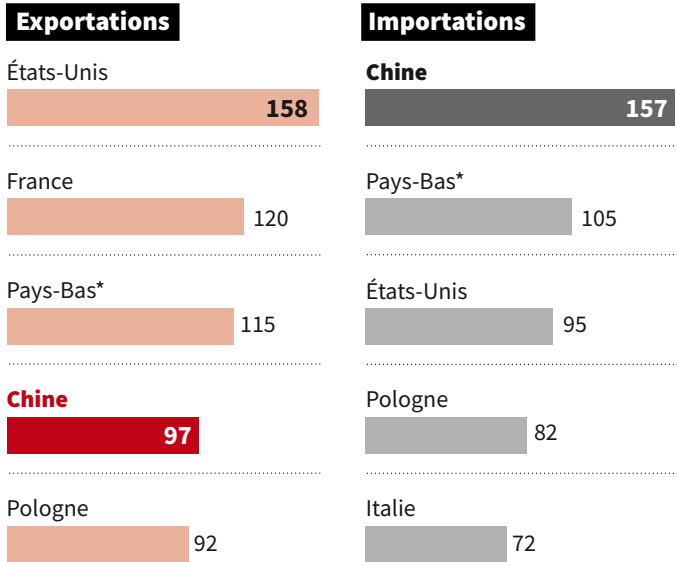
randi. Selon Bloomberg, qui a révélé l'information, la transaction valorise la société The Row à 1 milliard de dollars. Connue pour son style minimaliste en phase avec la tendance actuelle du « quiet luxury » (le luxe discret, popularisé par la série *Succession*), The Row doit ouvrir prochainement sa première boutique en France, dans le 1^{er} arrondissement de Paris, selon le site Fashion Network.

La marque ne possède que quatre boutiques dans le monde, dont trois aux États-Unis (New York, Amagansett, les Hamptons, et Los Angeles) et une à Londres. « S'y ajoutent un site marchand et plusieurs dizaines de revendeurs triés sur le volet », selon le site. La marque propose des articles tels que des pulls en cachemire et en soie à 3 000 euros, des manteaux en laine à 4 500 euros ou encore des sacs à main en cuir pouvant atteindre 7 000 euros.

J. R. P.

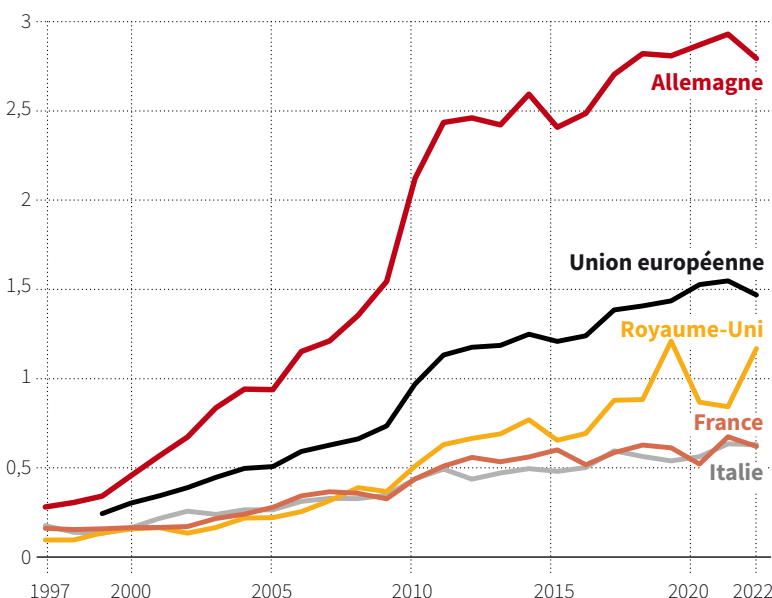
L'économie allemande reste très dépendante de « l'usine du monde »

Les principaux partenaires commerciaux de l'Allemagne en 2023, en milliards d'euros



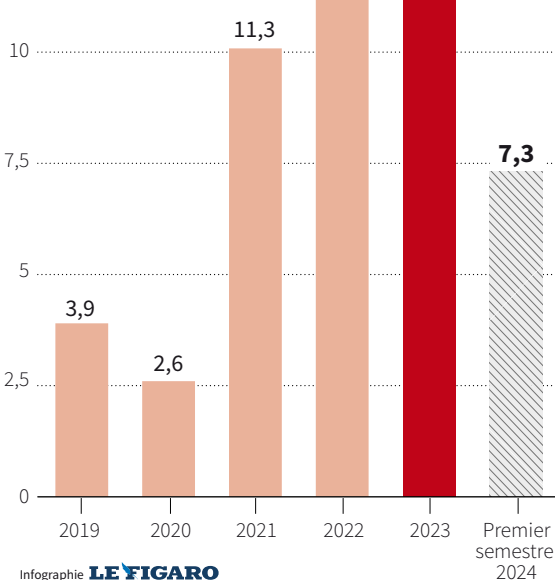
* Le pays est porté par le port de Rotterdam, qui est le premier port de commerce européen

Évolution des exportations vers la Chine, en % du PIB



Sources : Destatis, Eurostat, Bundesbank, German economic institute, EAC

Évolution des investissements directs allemands vers la Chine, en milliards d'euros



Infographie LE FIGARO

À 40 km de Shanghai, Taicang symbolise la solide implantation industrielle allemande au cœur des chaînes de production de l'usine du monde. Dans cette ville du bourdonnant delta du Yangtze, on organise des fêtes de la bière, des boulangeries vendent des bretzels et même les arrêts de bus résonnent d'intonations germaniques du nom des entreprises ayant pignon sur rue, telles Trumpf ou Kern-Liebers. Cette dernière, groupe familial du Bade-Wurtemberg, fabricant de ceintures de sécurité automobile, s'y est implantée dès les années 1990, surfant sur le décollage du géant asiatique, profitant à plein de l'émergence du premier marché de véhicules du monde. Dans son sillage, des centaines de PME allemandes ont ouvert des sites de production aux portes de la première métropole de Chine. Et, aujourd'hui, la ville ne désempt pas, malgré le ralentissement de la croissance et malgré les tensions géopolitiques grandissantes entre l'Occident et la deuxième puissance mondiale.

En début d'année, les autorités chinoises ont célébré en fanfare l'arrivée de la 500^e entreprise allemande. La presse officielle a mis en avant l'implantation du groupe logistique Beumer comme un succès du secrétaire du Parti local qui fit le voyage jusqu'en Allemagne pour sceller l'implantation à Taicang, un « rôle modèle » pour les relations sino-allemandes, selon le *China Daily*. Cette vitrine est censée battre en brèche le spectre d'un découplage entre la Chine et le reste du monde qui inquiète les stratégies rouges, alors que les capitaux étrangers refluent. « Certains disent que les investisseurs quittent la Chine. Mais ce qui se passe à Taicang prouve qu'ils ont tort ! », proclamait un journaliste de la télévision CGTN.

À Shanghai même, Thomas Nürnberg, le patron Asie d'EBM-Papst, un fabricant allemand de ventilateurs, confirme le constat de ses hôtes. « Il est impossible pour nous de ne pas être présents en Chine. Nous avons également de très nombreux clients dans le monde entier qui sont actifs ici et suivent la même stratégie que la nôtre. Nous y sommes traités avec beaucoup de respect », se félicite cet industriel du Bade-Wurtemberg, qui vient de regrouper dans un parc de la mégapole, baptisé One Shanghai, l'ensemble de ses activités régionales : production, recherche-développement et fonctions support. « Ainsi, nous serons plus efficaces », promet Thomas Nürnberg. EBM-Papst emploie 900 personnes à Shanghai et 1900 dans toute la Chine et mise sur 4 % à 5 % de croissance en 2024, en stabilité par rapport à l'an dernier.

Ce faisant, la puissance industrielle rhénane semble agir à contre-courant de ses concurrents occidentaux. Selon des chiffres de la Bundesbank publiés par le *Financial Times*, les investissements allemands directs continuent de progresser. Ils ont atteint 4,8 milliards d'euros au deuxième trimestre 2024, après 2,5 milliards sur les trois premiers mois. Au même moment, les constructeurs automobiles, qui tirent l'essentiel de ces investissements, voient leurs ventes reculer dans l'empire du Milieu : -12 % et -24 % respectivement pour Mercedes et Porsche. La Chine n'est plus l'eldorado qu'il fut pour les grands constructeurs, lorsque les hauts cadres du Parti aimaient à se déplacer en Audi

L'Allemagne peine à s'extirper du piège chinois

Pierre Avril Correspondant à Berlin et Sébastien Falletti Correspondant en Asie

À contre-courant du reste de l'Europe et malgré les difficultés, les grands industriels allemands investissent toujours plus en Chine.



Le chancelier Olaf Scholz lors de sa visite, en avril, d'une usine Bosch spécialisée dans la construction de moteurs à hydrogène, à Chongqing, dans l'ouest de la Chine.

MICHAEL KAPPELER/DPA

noir aux vitres teintées. L'implacable campagne anticorruption ordonnée par le président Xi Jinping et le ralentissement de la croissance sont passés par là.

Pour sa part, le leader du segment premium, BMW, vient d'afficher un retrait de 4,2 % au premier semestre. Cette faiblesse devrait persister au troisième trimestre. Plus tôt, en avril, le groupe munichois avait annoncé un investissement de 2,7 milliards d'euros, censé permettre un bond technologique à son usine de Shenyang, où sera produite la prochaine Neue Klasse EV électrique. Ce choix démontre « l'engagement sans faille de BMW envers le marché chinois et sa confiance dans les années à venir », a déclaré son PDG, Oliver Zipse.

Enfin, dans le moyen de gamme, Volkswagen vend un million de véhicules en moins par rapport à 2018, selon le cabinet Statista. Et sa progression dans l'électrique est puissante au moment où explose la concurrence chinoise. Cela n'empêche pas le géant de Wolfsburg d'annoncer la construction d'un hub de production et d'innovation à Hefei, pour 2,5 milliards d'euros.

Alors que la confiance des entreprises étrangères à l'égard du marché chinois est « à son niveau le plus bas » depuis l'ouverture du pays, soulignait, le 11 septembre, la chambre de commerce

européenne, en Allemagne, une forme d'angélisme semble vouloir régner au sein du lobby industriel. Ce hiatus suscite la perplexité, voire l'incrédulité des analystes économiques. Ces derniers se demandent quelle part d'aveuglement ou d'atavisme entre en compte dans cette stratégie.

« Les affaires ne vont pas très bien, mais on espère toujours un retournement de situation. Et, en attendant, on s'adapte : voilà le consensus qui prévaut chez les industriels », observe Max Zenglein, chef économiste à l'Institut Merics, spécialisé dans les relations avec la Chine. « Après être parvenues à asseoir leur implantation et leur forte représentation sur le marché chinois, les entreprises craignent de perdre leur position », complète Ferdinand Schaff, spécialiste de la Chine à la Fédération industrielle allemande.

Cette ligne de conduite est dictée par la douzaine de grands patrons ayant accompagné Olaf Scholz durant sa dernière visite de printemps en Chine. Du chimiste BASF aux grands constructeurs

et sous-traitants automobiles en passant par Merck et la Deutsche Bank, ces derniers se sont employés à contrer le « China bashing » qui, selon le patron de BASF, Martin Brudermüller, prévaut dans la sphère diplomatique et parmi ses homologues du monde des affaires. En janvier, selon la chambre de commerce allemande AHK à Pékin, le nombre d'entreprises envisageant un retrait de Chine avait doublé, même si ce pourcentage (9 %) reste minime.

Malgré les périls, tous restent « accrochés » à un pays qui continue à absorber un tiers de la production automobile allemande, à une base manufacturière sans rivale dans le monde et à une classe moyenne d'une force consommatrice inégalée. Pour cela, une seule méthode : « Construire en Chine pour la Chine. » BASF a obtenu de Pékin le privilège de construire à Zhanjiang, dans le Guangdong, un site pétrochimique sans association d'un industriel chinois, comme cela est d'ordinaire la règle. L'empire du Milieu pèse à lui seul 44 % de la production mondiale de la chimie.

« L'économie chinoise n'a pas encore atteint son pic. Et grâce à l'effet de base, l'écart face à l'Inde va se creuser dans les années à venir, malgré une croissance ralentie », justifie *Figaro* Jörg Wuttke, l'ancien représentant de BASF à Pékin. L'investissement historique record à 10 milliards d'euros à Zhanjiang a néanmoins suscité des frictions chez le chimiste de Ludwigshafen. Jugeant trop risquée la stratégie chinoise du groupe, la patronne de la branche européenne, Saori Dubourg, a démissionné en février dernier.

« Pour Pékin, l'Europe a un rôle important à jouer au moment où s'établit un monde bipolaire et l'Allemagne sera toujours son point d'ancrage sur le continent »

An Gang

Chercheur à l'université Tsinghua

Les risques sont identifiés de longue date, à commencer par la dépendance induite par la stratégie d'internalisation de l'activité chinoise. « Ceci revient précisément à encourager ce que les entreprises entendent combattre : le découplage des affaires chinoises du reste du monde. C'est absurde », ironise Max Zenglein, de l'Institut Merics. Exemple, EBM-Papst entend dans les deux ans faire passer de 85 % à 95 % la part des approvisionnements chinois dans son processus de production. Malgré les appels à la souveraineté économique européenne, le laboratoire Merck vient de s'associer avec le chinois Jiangsu Hengrui pour produire et commercialiser hors Chine des molécules anticancéreuses issues du portefeuille de Jiangsu, en échange, in fine, d'un accès commercial du pharmacien de Darmstadt au marché chinois. Ferdinand Schaff y voit un « risque » possible. « Les intérêts de l'État sont associés aux intérêts privés, et les constructions peuvent être complexes. Il faut regarder cela avec attention », met en garde l'économiste du BDI, l'organisation patronale de l'industrie.

Parallèlement, le patronat allemand s'inquiète - sans forcément la condamner - de la pression occidentale en faveur des droits de l'homme. Le gouvernement Scholz a adopté une loi visant à sanctionner les approvisionnements suspects. Voilà des années que Volkswagen est dans le collimateur pour ses activités au Xinjiang, où les soupçons de travail forcé à l'encontre de la minorité musulmane ouïgoure se sont accumulés.

Tout en s'efforçant d'encadrer le développement des entreprises allemandes, le chancelier mise sur la continuité. Malgré l'appel lancé à Pékin en faveur d'une « concurrence équitable », le dernier voyage en cavalier seul d'Olaf Scholz avait froissé l'Élysée et Bruxelles, partisans d'un dialogue plus ferme avec le régime communiste. Berlin, désormais suivi par Madrid, s'oppose en particulier aux droits de douane communautaires (jusqu'à 37 %) poussés sur les autos électriques chinoises.

C'est précisément pour atténuer le raidissement français et européen que, de l'autre côté, le régime communiste soigne sa relation avec Berlin. En avril, Xi a déroulé le tapis rouge à Olaf Scholz soulignant « l'interdépendance » des chaînes de productions allemandes et chinoises. Une « garantie de stabilité » plutôt qu'un « risque », a vanté le leader chinois. Pékin redoute de voir se fermer un marché européen plus essentiel que jamais à ses débouchés alors que les États-Unis ont imposé 100 % de droits aux véhicules chinois. « Pour Pékin, l'Europe a un rôle important à jouer au moment où s'établit un monde bipolaire, et l'Allemagne sera toujours son point d'ancrage sur le continent », écrit An Gang, chercheur à l'université Tsinghua, dans un article en mars sur le site China-US Focus.

Si la volonté de maintenir les liens persiste, à Berlin comme à Pékin, l'at-telage est fragilisé. En témoigne la chute de 15 % l'an dernier du commerce bilatéral. Les États-Unis viennent de détrôner la Chine comme premier partenaire commercial de l'économie rhénane. Tout un symbole, à l'heure où Washington exhorte Berlin à durcir sa diplomatie à l'égard de Pékin. Sous l'influence du puissant lobby de l'industrie, ce durcissement tarde à arriver. ■

Florentin Collomp

Prudente sur l'inflation, Christine Lagarde presse les gouvernements de réduire « maintenant » leurs dettes et déficits. Suivez son regard...

La Banque centrale européenne (BCE) n'a pas surpris en annonçant une baisse d'un quart de point de son principal taux directeur, jeudi. Après une première baisse début juin et après avoir laissé passer en juillet une réunion sans le changer, celui-ci atteint désormais 3,50 %, contre 4 % il y a trois mois. Le Conseil des gouverneurs poursuit donc dans le calme son desserrement de l'état monétaire qui pèse sur l'économie. Sans accélérer le rythme, malgré un ralentissement de la croissance de la zone euro. Celle-ci a été révisée à la baisse à 0,8 % pour cette année par les économistes de la BCE, ainsi que celle des deux prochaines années. La décision de réduire les taux de 0,25 point, et pas plus, a été prise à l'unanimité des vingt-six membres du Conseil des gouverneurs, qui n'ont donc pas jugé utile de stimuler davantage l'économie.

Des doutes persistent encore sur le chemin de la désinflation. La hausse des prix moyenne dans la zone euro devrait passer de 2,5 % cette année à 2,2 % l'an prochain, pour atteindre 1,9 % en 2026, dans la cible de la BCE. « Nous sommes confiants que nous nous dirigeons vers notre objectif à moyen terme », assure Christine Lagarde, présidente de la BCE. Mais certains composants de l'inflation restent « insatisfaisants ». La hausse des prix dans les services a progressé en août, à 4,4 %, alors que celle des biens diminuait à 0,4 %. La progression des salaires devrait rester élevée, ce qui pourrait continuer à alimenter l'inflation, même si la hausse des coûts des entreprises est en large partie absorbée dans leurs marges. Les risques géopolitiques liés à la guerre en Ukraine et au conflit au Moyen-Orient pourraient aussi peser sur le commerce international et, au bout du compte, sur les prix des marchandises. Christine Lagarde prévient que, si le taux d'inflation de septembre devrait être bas, celui-ci devrait légèrement remonter à la fin de l'année.



La BCE baisse ses taux modérément alors que la croissance fléchit

« Il ne s'agit pas d'un retour au monde que nous avons connu autrefois, où l'inflation était systématiquement bien inférieure à l'objectif de 2 %, commente Ann-Katrin Petersen, responsable de la stratégie d'investissement au Blackrock Investment Institute. Alors que les marchés du travail restent tendus et que la productivité est faible, les pressions sur les prix intérieurs pourraient maintenir l'inflation proche ou supérieure à 2 %, même si l'on peut s'attendre à ce que la croissance des salaires ralentisse encore par rapport aux niveaux élevés actuels. »

C'est pourquoi les dirigeants de la BCE prennent leur temps pour assouplir leur politique monétaire. Aucune indication n'est donnée sur la suite et le rythme de la poursuite de la baisse. Les marchés misent sur un demi-point de moins pour le taux de dépôt d'ici à la fin de l'année, qui atteindrait 3 %. Selon

Capital Economics, il faudra sans doute attendre décembre avant une nouvelle baisse. À moins que la situation économique ne se détériore encore plus. « Les projections de croissance plus faibles, avec une inflation inférieure à l'objectif, pourraient donner à la BCE une plus grande marge de manœuvre pour réduire davantage les taux à l'avenir », veut croire Eoin Walsh, gérant chez TwentyFour Asset Management.

Resserrement monétaire

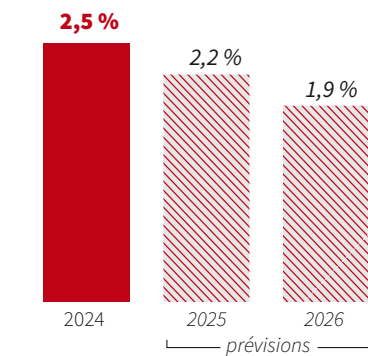
La croissance de l'économie européenne est « atone », juge Christine Lagarde, en raison de la faiblesse de la consommation et de l'investissement. Elle est tirée par les services, tandis que l'industrie et la construction dépriment. « La reprise fait face à des vents contraires », précise-t-elle, mais devrait prendre de la vigueur « à mesure que les ménages recouvreront du pou-

voir d'achat et consommeront davantage ». Le problème, c'est que l'économie continue de subir les effets du resserrement monétaire de ces dernières années, avec des taux d'intérêt désormais nettement supérieurs à l'inflation. De la même façon, les effets bénéfiques de la baisse des taux ne se transmettront pas à l'économie avant plusieurs mois de décalage. Ils devraient toutefois donner de la souplesse aux banques pour faciliter le crédit, notamment dans l'immobilier, étouffé par la politique de la BCE depuis deux ans.

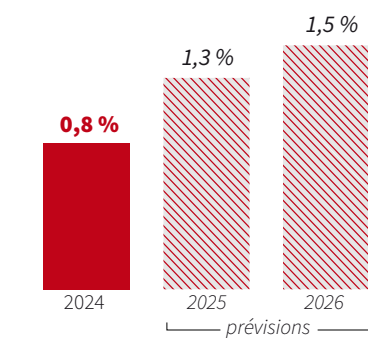
Fort de leur mandat focalisé sur les prix, les membres de la BCE n'estiment pas de leur devoir de soutenir l'économie. Ils renvoient la balle aux États. Pour Christine Lagarde, les gouvernements devraient mener des politiques visant à « rendre l'économie plus productive et compétitive, ce qui contribuerait à accroître la croissance potentielle

Les prévisions de la BCE

taux d'inflation dans la zone euro



Variation du PIB en %



Source : BCE



Ces entreprises engagées pour la transition environnementale

Louise Darbon

Le Forum de Giverny accueille, ce vendredi 13 septembre, les dirigeants français mobilisés dans la RSE.

En matière de transition environnementale, les Français ne ménagent pas leurs attentes à l'égard des décideurs publics comme privés. C'est ce que révèle le sondage réalisé par l'Ifop pour le Cercle de Giverny, laboratoire d'idées qui veut agir en faveur de la responsabilité sociale et environnementale, qui tient son forum éponyme annuel ce vendredi 13 septembre dans le charmant cadre du Musée des impressionnistes. Après cette journée de débats, de discussions et de dialogues à Giverny, les membres du Cercle rencontreront dans les semaines à venir les nouveaux ministres, les parlementaires et autres décideurs clés pour présenter leurs 30 propositions et sensibiliser, s'il le faut encore, leurs interlocuteurs aux enjeux de transformations économiques et sociales.

« Nous sommes à un moment charnière en France, et nous attendons de connaître les positions du nouveau gouvernement sur ces sujets, explique Romain Mouton, président du Cercle de Giverny. Notamment pour ce qui concerne le plan national d'adaptation au changement climatique qui est prêt à être adopté, car les Français ont d'importantes attentes en la matière », sachant que 78 % des sondés par l'Ifop jugent que cette adaptation doit être une priorité du nouveau gouvernement.

Mais au-delà des pouvoirs publics, les Français estiment aussi, sans surprise, que l'engagement des entreprises compte pour beaucoup dans la bataille de la transition environnementale. Ces dernières sont d'ailleurs déjà largement mises à contribution dans la lutte contre le changement climatique. Normes et règlements, à l'image de la directive européenne CSRD en vigueur depuis début 2024, les forcent en effet à se mettre au diapason. Mais au-delà des obligations, beaucoup font déjà part d'un engagement volontaire pour améliorer leurs performances en matière environnementale, sociale et de gouvernance (ESG). Selon une étude d'Accenture, 19 % des entreprises françaises se sentiraient ainsi parfaitement préparées à répondre à ces engagements, contre 10 % des entreprises à l'échelle du reste du monde.

Si « pendant longtemps, on a considéré la question de l'adaptation aux changements climatiques de manière défensive, pour se protéger de ses conséquences, aujourd'hui, nous réfléchissons à une adaptation positive et locale », explique Antoine Denoix, directeur d'Axa Climate, qui, travaillant avec des scientifiques, accompagne les entreprises dans la mise en œuvre de cette adaptation. Or, « le risque lié au changement climatique est très local, et la manière de répondre à ces conséquen-

ces n'est pas la même d'un village à l'autre », rappelle-t-il. Pour répondre à un tel enjeu, la formation des acteurs du territoire est donc essentielle, 78 % des sondés considérant même que le développement durable devrait constituer un enseignement obligatoire dans toutes les formations professionnelles et supérieures.

Financer la décarbonation au-delà de sa seule activité

« L'entreprise doit aider à la formation de ceux qui viendront y travailler pour que, quelles que soient les générations, chacun ait conscience des enjeux », assure Marie-Claire Daveu, directrice du développement durable et des affaires institutionnelles de Kering. Dès 2014, le groupe a ainsi engagé des partenariats avec des universités pour sensibiliser les étudiants, du développement d'un « Mooc » avec le London College of Fashion à sa traduction et son adaptation à la culture chinoise en partenariat avec l'université Tsinghua, en passant par la création d'une chaire sur la thématique du développement durable avec l'Institut français de la mode. Un engagement pour la formation qui ne s'arrête d'ailleurs pas aux portes de l'entreprise, alors que 87 % des sondés jugent important voire déterminant que les élus des comités sociaux et économiques soient formés aux enjeux en-

vironnementaux. « C'est un sujet dont s'emparent les instances représentatives du personnel », constate Marie Georges, qui pilote les activités de conseil en ESG chez Accenture France, dont les membres du CSE ont mis en place une commission environnement. Qui plus est, « la question environnementale étant si présente au cœur des préoccupations de nos clients, nous l'avons intégrée dans notre cursus de formation obligatoire - auquel s'ajoutent des formations plus expertes en fonction des métiers », détaille-t-elle.

Une initiative qui se développe aussi chez Kering. « Nous avons aussi créé différents modules de formation en interne, coconstruits avec Axa Climate, pour offrir à la fois une vision généraliste et sensibiliser, mais également former plus spécifiquement tous nos collaborateurs en fonction de leurs métiers », renchérit Marie-Claire Daveu, le comité exécutif du groupe s'étant lui-même prêt à l'exercice de la fresque du climat.

« Nous essayons d'être très concrets dans notre approche, et de montrer que les entreprises doivent aussi avoir une feuille de route avec des objectifs quantifiés et un calendrier de mise en œuvre », explique-t-elle. Car l'adaptation ne passe pas uniquement par la formation. « L'adaptation, c'est aussi tester la résilience des chaînes d'approvisionnement : faire en sorte que chacun prenne sa part

de responsabilité », avance Marie-Claire Deveu. « L'adaptation d'une entreprise passe par une volonté de financer la décarbonation au-delà de sa seule activité, en travaillant avec toutes les parties prenantes, avec les territoires, les pouvoirs publics pour coopérer », précise Antoine Denoix.

« Cette volonté exprimée par les Français de voir les entreprises financer des projets hors de leur périmètre d'activité est surtout le signe qu'ils attendent des actions visibles et concrètes, des engagements de la part des entreprises », analyse Marie Georges d'Accenture. Et la création d'un « Carbo-score » - à l'image du Nutri-score - plébiscitée par 74 % des sondés, peut y répondre. Une manière de réunir toutes les entreprises, quel que soit le secteur, autour de la décarbonation. « En matière de décarbonation, notre industrie automobile est un maillon essentiel de la chaîne. Et nous œuvrons pour aller au-delà de la seule électrification, pour décarboner les composants et matières des véhicules dès leur conception. Mais la réponse à la nécessité d'accélérer la transition énergétique ne passera pas seulement par les entreprises : elle est avant tout écosystémique et collective et doit impliquer des pouvoirs publics jusqu'aux citoyens consommateurs », conclut Cléa Martinet, directrice du développement durable Renault Group. ■

Comment Ikea s'efforce de garder des prix bas

Cécile Crouzel

Le PDG du groupe, qui a inauguré jeudi un magasin à Paris, explique sa stratégie pour s'adapter à l'inflation.

Les couloirs de la station de métro Place d'Italie parsemés d'affiches publicitaires Ikea, la façade du centre commercial recouverte par un sticker géant proclamant « Ikea emménage à Italie Deux », une grande scène avec des DJ et des danseurs sur la place, des clients accueillis par une haie d'honneur d'employés agitant des drapeaux suédois, des discours multiples dont celui du maire de l'arrondissement et du patron monde de l'entreprise... Le géant suédois a vu grand, ce jeudi, pour l'inauguration de son magasin situé dans le centre commercial Italie Deux, dans le 13^e arrondissement de Paris.

La France est le troisième marché du groupe, derrière l'Allemagne et les États-Unis ; l'Île-de-France à elle seule est dotée de 30 magasins Ikea. « Paris donne le la », ajoute Johan Laurell, le PDG d'Ikea France. C'est dans la capitale française que le leader mondial de l'équipement de la maison, connu pour ses immenses « boîtes » situées à la périphérie des villes, a ouvert pour la première fois dans le monde un magasin en centre-ville. C'était en 2019, place de Madeleine. L'idée était alors de rendre l'offre d'Ikea accessible aux Parisiens non motorisés. Le concept a depuis été décliné : Ikea vient ainsi d'ouvrir à Oxford Street, la grande artère londonienne.

Une gestion au cordeau

Quelques années plus tard, le groupe a décidé de fermer place de la Madeleine pour s'installer place d'Italie. Plus grand, le nouveau magasin propose un assortiment plus large allant des meubles à la décoration et la literie, sans oublier un espace de restauration et des pièces ouvertes recréant un studio ou une chambre parisiens. « *Le magasin de la Madeleine avait 2 millions de visiteurs par an, le centre Italie Deux où nous sommes situés en attire 10 millions par an. Le potentiel est grand* », souligne Johan Laurell. En outre, Italie Deux est détenu par la foncière d'Ikea. Le groupe récupère ainsi la maîtrise de ses loyers, suivant sa stratégie habituelle. Autre atout : le magasin du 13^e dispose de zones de stockage et de livraison. De quoi optimiser la logistique.

On retrouve ici une des clés du succès d'Ikea dans le monde : une gestion au cordeau. « *Si vous voulez vendre à bas prix, vous devez avoir des coûts bas*, explique Jesper Brodin, PDG du Groupe Ikea. *Nous ne gaspillons aucune ressource. Nous voyageons tous en classe Eco par exemple.* » Les prix mini sont dans l'ADN du groupe depuis sa fondation. Un atout crucial ces dernières années. En cette période d'inflation, le prix s'est affirmé



« Si vous voulez vendre à bas prix, vous devez avoir des coûts bas », explique Jesper Brodin, le PDG d'Ikea. OLIVER BERG / DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP

comme le critère numéro un pour les consommateurs où qu'ils soient. Les discompteurs ont connu un essor dans le monde, en physique - Action en France -, ou en ligne, la plateforme chinoise Temu en étant le parfait exemple. En outre, dans de nombreux pays, le marché des équipements de la maison a souffert de la crise immobilière (30 % des achats de meubles sont liés à un déménagement). Face à cette nouvelle donne, Ikea a réussi à tirer son épingle du jeu.

Certes, le géant suédois a relevé ses prix de vente en 2022 pour amortir la flambée de ses coûts (matières premières, transport). Mais l'an passé, il a opéré un virage. « *En 2024, nous avons diminué les prix de 10 % à 20 % sur les références les plus importantes ou iconiques. Rien qu'en France, nous avons investi 200 millions en France en baisse des prix*, souligne Jesper Brodin. *Il y a eu une normali-*

sation des prix des matières premières et du transport ces derniers mois, et nous l'avons répercutée aux clients. » Les affiches publicitaires d'Ikea le mettent d'ailleurs en avant, avec un cartouche rouge « prix baissé ».

L'expansion géographique n'est pas terminée

Les chiffres de 2024 ne sont pas encore connus. Mais lors de l'exercice clos en août 2023, le chiffre d'affaires d'Ikea a progressé de 6,6 % au niveau mondial, à 47,6 milliards d'euros, et de 16 % en France. « *Nous avons augmenté nos parts de marché en France et dans le monde* », affirme Jesper Brodin. Le cas français est typique : ce sont les enseignes plus chères qui ont souffert, comme Maisons du Monde ou Habitat (ce dernier ayant été liquidé). « *Le marché est en recomposition, et Ikea est un des gagnants* », résume Christophe Gazel, directeur général

de l'Institut d'études sur l'ameublement et la maison (Ipea). La foule qui se pressait jeudi dans le nouveau magasin parisien le confirme.

Le groupe suédois affiche sa confiance. « *L'économie mondiale devrait connaître une reprise graduelle, estime Jesper Brodin. Nous allons investir dans nos grands magasins pour encore améliorer l'expérience client, dans le digital, les services, les magasins de centre-ville. À Paris par exemple, nous allons ouvrir un nouvel atelier de conception et de commandes.* » L'expansion géographique n'est pas terminée. Ikea va s'implanter en Nouvelle-Zélande. Le groupe mise surtout sur l'Inde. « *Nous y avons trois magasins, à Bangalore, Hyderabad et Mumbai. En 2025, nous ouvrirons à Delhi. Nous souhaitons dans dix ans être implanté dans les grandes villes du pays. C'est un marché de 1,4 milliard d'habitants, au grand potentiel* », estime Jesper

Brodin. Pas question de lâcher la Chine, malgré l'atonie actuelle de la consommation. « *Nous continuons d'y investir : nous ouvrons un grand centre commercial à Shanghai* », précise le dirigeant.

La seconde main est un autre axe de développement. Le groupe a lancé en Norvège et en Espagne un site et une appli spécifiques (en plus des espaces dédiés en magasin), et décidera en décembre d'étendre ou d'arrêter ce test. « *Ce serait une erreur de ne pas s'engager dans ce marché de la seconde main* », estime Jesper Brodin.

Ikea est sur un marché porteur : les ménages, qu'ils soient européens, américains ou asiatiques, sont désireux d'améliorer le confort de leur logement. « *En France, le marché traverse une mauvaise passe. Mais les fondamentaux sont bons* », illustre Emmanuel Le Roch, délégué général de Procos (commerce spécialisé). ■

Plombé par des ventes en berne, Moderna sabre ses coûts de R&D

Marie Bartnik

La biotech tarde à dégager des sources de revenus autres que le vaccin contre le Covid. Les investisseurs s'impatientent.

Fort des revenus colossaux engrangés pendant la pandémie, Moderna a investi massivement pour préparer son avenir au-delà du Covid. La biotech s'apprête aujourd'hui à réduire la voilure, à la satisfaction des investisseurs qui commencent à s'impatienter de voir le laboratoire réaliser de telles dépenses alors que les ventes s'essoufflent. « *L'ambition débridée de Moderna a un coût que les actionnaires ne peuvent plus supporter* », analysait le Wall Street Journal cet été.

Les dépenses de recherche et développement de la biotech devraient continuer à augmenter légèrement en 2024, à 4,8 milliards de dollars contre 4,5 milliards anticipés en mai. Mais au cours de la période 2025-2028, elles baisseront de 20 %, passant de 20 milliards de dollars à 16 milliards, a annoncé Stéphane Bancel, son directeur général lors d'une journée dédiée aux investisseurs jeudi. En 2027, elles devraient osciller entre 3,6 et 3,8 milliards de dollars.

Moderna espère avoir achevé la majorité de ses investissements dans le do-

maine des vaccins respiratoires (Covid, grippe, VRS...) d'ici à 2026. « *Il nous reste encore des patients à surveiller dans le cadre des essais de notre vaccin contre le virus respiratoire syncytial (VRS), mais ensuite tous ces coûts réduiront fortement*, explique Stéphane Bancel au Figaro. *Une fois lancés, ces vaccins ne nécessitent plus d'investissements en recherche et développement. C'est ce qui rend ce portefeuille très attractif.* »

Les coûts de R&D baisseront aussi « *grâce à une hiérarchisation des priorités* ». Plusieurs programmes de recherche actuellement en phase 1 seront arrêtés. « *Les études de phase 3 coûtent deux à trois fois plus cher que les études de phase 2*, explique Stéphane Bancel. *Nous nous focalisons donc sur les produits qui ont le plus de potentiel de chiffre d'affaires.* » Demain, les investissements de Moderna se concentreront sur le développement de vaccins thérapeutiques contre le cancer, sur les vaccins non respiratoires et sur le traitement des maladies rares. La biotech prévoit d'atteindre la rentabilité en 2028.

Elle commence tout juste à cueillir les fruits de sa stratégie de diversification. Le mResvia, son vaccin contre le VRS, à l'origine de la bronchiolite chez les bébés, a été approuvé en mai aux États-Unis et en août au sein de l'Union européenne. Les lots ont commencé à être livrés en juillet outre-Atlantique. Le pionnier de la technologie de l'ARN messager engrangera cette année ses premiers revenus non issus de son vaccin contre le Covid.

« Nous avons reçu l'approbation des autorités américaines tardivement cette année »

Stéphane Bancel
Directeur général de Moderna

Mais pour l'instant, les ventes sont au plus bas. Au deuxième semestre, la biotech a révisé à la baisse ses objectifs de ventes sur l'année, à une fourchette comprise entre 3 et 3,5 milliards de dollars contre 4 milliards de dollars précé-

demment. Pour 2025, elle a annoncé ce jeudi s'attendre à une fourchette comprise entre 2,5 milliards de dollars et 3,5 milliards de dollars.

Les ventes de vaccins anti-Covid sont bien plus faibles qu'attendues en Europe, les autorités ayant signé un important contrat avec Pfizer. « *Une grosse déception* » pour la biotech. Le vaccin contre le VRS, à destination des personnes âgées, ne part pas non plus sur les chapeaux de roues. « *Nous avons reçu l'approbation des autorités américaines tardivement cette année*, souligne Stéphane Bancel. *Les grands groupes de pharmacies américains avaient déjà passé commande.* » La concurrence est par ailleurs très vive sur ce marché de la vaccination contre le VRS.

Ce jeudi, l'action de Moderna perdait encore 20 % après l'annonce de prévisions de ventes plus faibles qu'attendu l'année prochaine, ce qui porte la chute du cours à 45 % depuis six mois.

Le pipeline de Moderna ne manque cependant pas d'atouts. « *Nous restons confiants dans (son) potentiel de croissance à long terme* », soulignait Barclays

il y a quelques semaines. La biotech dispose de cinq vaccins respiratoires ayant obtenu des résultats positifs en phase 3 et prévoit d'en soumettre trois à l'approbation des autorités sanitaires cette année : son vaccin de nouvelle génération contre le Covid, celui destiné à protéger les jeunes adultes à risque contre le VRS, et son vaccin combiné grippe-Covid. Son vaccin hautement dosé contre la grippe, destiné aux personnes âgées, a « *obtenu des résultats aussi bons que celui de Sanofi* », souligne Stéphane Bancel. Cinq vaccins non respiratoires, parmi lesquels plusieurs vaccins thérapeutiques contre le cancer, pourraient être approuvés d'ici à 2027.

Et le patron de souligner l'efficacité de la recherche de Moderna. « *Notre taux de succès est six fois supérieur à la moyenne de l'industrie*, explique Stéphane Bancel. *C'est le plus enthousiasmant pour les patients et le futur de la société. Toute la stratégie mise en place depuis plus de dix ans est en train de se concrétiser.* » En clair : les milliards déversés dans la recherche et développement ne le sont pas à fonds perdu. ■

Lactalis et Sodiaal se partagent Yoplait en Amérique du Nord

Manon Malhère et Ivan Letessier

Les deux géants tricolores rachètent les activités de la marque à la petite fleur aux États-Unis et au Canada, jusqu'ici exploitées par le groupe américain General Mills.

Un retour aux racines. Yoplait, la quatrième marque de produits laitiers frais dans le monde derrière Danone, le japonais Yakult et le chinois Yili, renforce son ancrage français. La coopérative laitière tricolore Sodiaal, fondatrice et propriétaire de la marque à la petite fleur, connue pour ses gammes Yop, Calin, Petits Filous et Perle de Lait, va racheter les activités de Yoplait au Canada (330 millions d'euros de chiffre d'affaires), y compris une usine de 300 salariés à Saint-Hyacinthe (Québec). Le vendeur est l'américain General Mills (Géant Vert, Old Paso, Häagen Dazs), partenaire historique de Sodiaal, qui exploitait jusque-là la marque sous licence. General Mills ayant décidé de céder toute son activité de produits laitiers frais en Amérique du Nord, pour un montant total de 2,1 milliards de dollars, un autre français va lui racheter ses activités aux États-Unis (1,2 milliard de dollars de chiffre d'affaires sous les marques Yoplait, Go-Gurt, Oui et High), avec 1000 salariés et deux usines dans le Tennessee et le Michigan: Lactalis, numéro un mondial du lait (Lactel, Président, Galbani...). Le groupe dirigé par Emmanuel Besnier a déjà signé un contrat de licence avec son rival français, qui restera l'unique propriétaire de la marque Yoplait partout dans le monde. La coopérative Sodiaal confirme ainsi sa reprise en main de la marque. Une

fierté pour son président, Jean-Michel Javelle, éleveur laitier dans la Loire qui a succédé à Damien Lacombe en juin. «La marque Yoplait représente la genèse de Sodiaal, rappelle le dirigeant. Son rayonnement à l'international est notre fierté, celle de nos agriculteurs.» C'est un nouveau rebondissement dans l'histoire mouvementée de Yoplait, qui pèse 4 milliards de chiffre d'affaires au niveau mondial. Créée en 1965, la marque a pour emblème une fleur à six feuilles, symbolisant les six coopératives laitières qui composaient alors Sodima, l'ancêtre de Sodiaal. Son succès est rapide, et elle part vite à la conquête du monde avec des accords de licence. Celui signé au Canada en 1971 est l'un des tout premiers. En 1977, Sodiaal signe un autre contrat avec General Mills aux États-Unis. Désireux de se développer dans les produits laitiers frais, le géant américain de l'agroalimentaire réalise un grand coup en 2011, quand le fonds d'investissement français PAI met en vente les 51 % de Yoplait qu'il détenait depuis 2002. General Mills emporte les enchères face au chinois Bright Food, au mexicain Lala, au suisse Nestlé et aux français Bel et Lactalis. Il s'offre alors le contrôle de la marque pour 810 millions d'euros, Sodiaal en conservant 49 %. «On a toujours conservé le contrôle partiel ou total de la marque Yoplait, qui reste très patrimoniale», rappelle le président de la coopérative laitière. En 2021, revirement de situation ma-



Yoplait, qui détient 28 % du marché des yaourts derrière Danone mais devant Lactalis, dispose encore d'un potentiel de croissance. JUSTIN SULLIVAN / GETTY IMAGES VIA AFP

jeur : Sodiaal redevient propriétaire à 100 % de Yoplait, en reprenant les 51 % de General Mills, qui n'a pas réussi son pari de se diversifier avec succès dans les produits laitiers frais, un marché aussi complexe que concurrentiel. Au même moment, la coopérative française récupère le contrôle des activités de Yoplait en Europe.

« En Europe, lorsqu'on a récupéré les activités détenues par General Mills en 2021, on a observé une forte progression de 26 % du chiffre d'affaires les deux années qui ont suivi. Cette croissance n'est pas seulement liée à l'inflation mais aussi aux ventes en volume »

Antoine Collette Directeur général

Avec l'opération annoncée ce jeudi, General Mills achève son désengagement total de Yoplait. Cette sortie profite à Sodiaal mais aussi à Lactalis. Le leader français de l'agroalimentaire et le numéro un mondial des produits laitiers (29,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires réalise une nouvelle percée majeure à l'international en ajoutant 1,2 milliard d'activité aux États-Unis, son deuxième marché

après la France. «Cette acquisition nous permet de devenir un acteur clé du secteur laitier aux États-Unis», se réjouit Emmanuel Besnier, le PDG de Lactalis.

Farouches adversaires en France, les deux géants du lait se retrouvent en quelque sorte alliés outre-Atlantique autour de l'emblématique marque à la petite fleur tricolore. Au Canada, Sodiaal se lance un défi de taille. Yoplait, qui détient 28 % du marché des yaourts derrière Danone et devant Lactalis, a encore un potentiel de croissance. La stratégie du groupe est bien affûtée. «En Europe, lorsqu'on a récupéré les activités détenues par General Mills en 2021, on a observé une forte progression de 26 % du chiffre d'affaires les deux années qui ont suivi, insiste le directeur général, Antoine Collette. Cette croissance n'est pas seulement liée à l'inflation mais aussi aux ventes en volume. Par exemple, le Skyr Yoplait marche très bien, 1 skyr sur 2 vendus en France est un Skyr Yoplait. Aujourd'hui, on en vend plus qu'Actimel. On souhaite reproduire ce type de succès au Canada.»

Cette transaction est une étape clé du nouveau plan stratégique Grandir ensemble du groupe, présenté en interne en avril dernier. «L'acquisition de Yoplait au Canada est une illustration de notre volonté, à travers ce plan, de travailler sur la valorisation de la marque au sens large - nos marques propres ou les MDD qu'on produit et à travers l'international», explique le directeur général. Fin août, Sodiaal a déjà

réalisé une opération majeure qui s'inscrit dans cette droite ligne, en scellant un contrat avec son homologue danois Arla Foods pour produire les poudres de lait infantile des marques de ce dernier, notamment pour le marché chinois.

«Avec notre plan stratégique Grandir ensemble, Sodiaal est en train de pivoter et d'évoluer en devenant le référent de la filière laitière», explique de son côté Jean-Michel Javelle. Et de rappeler les résultats encourageants obtenus en 2023 avec un chiffre d'affaires global - activités de yaourt, de fromage, de lait - en hausse de 6 % à 5,8 milliards d'euros et un Ebitda en progression de 58 %, à 228 millions d'euros.

Pour valoriser ses marques, Sodiaal entend procéder à d'importants investissements. «On souhaite faire deux fois plus de résultats pour investir deux fois plus», poursuit Antoine Collette. Par ailleurs, la coopérative, qui compte 15300 agriculteurs sur 72 départements, veut davantage promouvoir auprès des consommateurs son modèle de redistribution des revenus à ses 15300 agriculteurs sur 72 départements. «L'un des sujets clés est la juste valeur du lait. On doit améliorer la rémunération de nos agriculteurs», insiste le président. Autre axe de travail : la réduction de l'empreinte carbone du groupe avec des objectifs chiffrés : une baisse de 50 % des émissions de gaz à effet de serre pour les usines et la collecte de lait et de 20 % pour les fermes d'ici 2030. ■

Après la Chine, Boucheron met le cap sur les États-Unis

Olivia Détryat New York

La haute joaillerie résiste au repli du marché du luxe. La filiale de Kering vise le milliard d'euros de chiffre d'affaires.

Dès l'entrée de la nouvelle boutique Boucheron, sur Madison Avenue, un buffet art déco parisien sublimant parures de colliers et boucles d'oreilles scintillantes de mille feux attire l'œil du visiteur. Avec l'immense buffet d'inspiration chinoise, pièce maîtresse de nombreuses boutiques Boucheron dans le monde, l'univers de la marque créée en 1858 à Paris par Frédéric Boucheron s'affiche désormais en grand aux yeux des New-Yorkais. Le 3 septembre, la locomotive joaillière de Kering (devant Pomellato et la marque chinoise Qeelin) a ouvert son premier écrin sur 300 m² sur l'équivalent américain de l'avenue Montaigne. Après deux tests non concluants à San Francisco et Hawaï dans les années 2000, la griffe française, jusque-là exclusivement distribuée dans les grands magasins américains (Saks, Bloomingdale's...), compte s'imposer fermement plus franchement aux États-Unis. Et ce même si elle reste un Petit Poucet face au géant local Tiffany, racheté par LVMH en 2021, et au leader mondial Cartier (Richemont).

Deuxième marché joaillier au monde après la Chine, les États-Unis offrent encore des opportunités de croissance pour la haute joaillerie. Notamment auprès des ultrariches, qui voient les achats de pierres comme un investissement, et auprès des nouvelles populations comme les «American Asian Pacific Islanders», qui ont pris le relais des riches fortunes sud-américaines. «Nous avons

toujours dit que nous irions aux États-Unis avec Boucheron quand ce serait le bon moment, et non pas en ouvrant des magasins à tout va, explique François-Henri Pinault, le PDG de Kering. Cela nous semble être le cas alors que la marque, avec ses deux collections par an, dont celle «carte blanche», offre quelque chose de différent, sur un marché de la haute joaillerie qui est devenu très codifié.»

Cette conquête de l'eldorado américain est un défi pour Boucheron sur les terres de Tiffany (5,4 milliards d'euros de CA estimés en 2023), qui a rouvert en avril 2023 son navire amiral de la V^e Avenue, et dans un marché où Cartier et Van Cleef & Arpels (Richemont) ont conquis des positions fortes.

La griffe née place Vendôme est loin d'être une inconnue au pays de l'Oncle Sam : elle a noué des liens de longue date avec des célébrités et de riches familles américaines. D'Elizabeth Taylor aux Rothschild en passant par les Mackay, Vanderbilt ou Astor, celles-ci venaient place Vendôme passer des commandes spéciales des célèbres pierres du joaillier.

Cette fois, Boucheron veut séduire cette clientèle américaine sur les plus prestigieuses des artères outre-Atlantique. D'abord en ouvrant une boutique tous les six mois, ce qu'elle a prévu de faire à Las Vegas, puis Los Angeles et Miami, d'ici l'année prochaine. Mais sans quitter les «departments stores». Face à une clientèle locale gourmande de pièces d'exception allant parfois au-delà du million d'euros, Boucheron mise sur

son image de pur haut joaillier. Ainsi que sur des événements auprès des «High Net Worth Individuals», ces 20 % de top clients qui représentent 70 % des dépenses locales des bijoux de luxe. Boucheron mise enfin sur les «red carpets», ultra-médiatisés outre-Atlantique, chez lesquels la griffe est déjà en très bonne place.

« Notre potentiel de croissance en Asie et notamment en Chine nous a paru bien plus rapide et important car il y a une vraie appétence pour les marques européennes et leur savoir-faire »

Hélène Poulit-Duquesne Directrice générale de Boucheron

Ce choix de Kering de s'appuyer sur une belle endormie après s'être concentré dans les années 2010 sur son repositionnement sur la mode et la maroquinerie de luxe (Gucci, Saint Laurent, Bottega Veneta, Balenciaga...) n'est pas anodin. En hausse de 5 % à 6 % en 2023, selon le cabinet Bain, le marché mondial de la joaillerie est un terrain de jeu opportun pour des groupes de luxe confrontés depuis un an au ralentissement du marché. Tombée dans l'escarcelle du numéro deux mondial du secteur en 1999, Bou-

cheron a retrouvé une dynamique positive sous l'impulsion de sa directrice générale, Hélène Poulit-Duquesne. Arrivée en 2015, celle-ci a d'abord misé sur la Chine en ouvrant dix-sept boutiques dans l'empire du Milieu.

Loin de se désengager de ce pays, où le marché du luxe a calé depuis dix-huit mois, la griffe compte y ouvrir encore huit magasins. «Notre potentiel de croissance en Asie et notamment en Chine nous a paru bien plus rapide et important car il y a une vraie appétence pour les marques européennes et leur savoir-faire, explique Hélène Poulit-Duquesne. Plus qu'aux États-Unis, où les marques européennes restent vraiment perçues comme des concurrents aux poids lourds locaux. C'est pourquoi nous avons attendu d'être plus solides pour s'y lancer plus franchement.»

Dans sa conquête de nouveaux marchés, Kering a aussi misé sur le Japon. Notamment en repositionnant sa griffe, très connue sur l'Archipel, mais trop associée au marché du mariage (bagues de fiançailles, alliances...). Ce travail sur l'image est étonnamment passé par la cure de jouvence offerte en 2018 à sa boutique historique de la place Vendôme, une des premières à avoir investi la place mythique des joailliers, en 1893. Un concept depuis étendu aux quelque 90 points de vente (dont 20 franchises) que la marque compte dans le monde. «Il y a eu un avant et un après la rénovation de Vendôme, qui a vraiment été un moteur de monter en gamme de la mar-

que au Japon», explique Hélène Poulit-Duquesne. Au pays du Soleil-Levant, le groupe a négocié centre commercial par centre commercial pour arriver à conquérir les meilleurs emplacements aux côtés de Cartier, Maison Van Cleef & Arpels et Bulgari, piliers de la haute joaillerie. Un chantier symbolisé par l'ouverture il y a tout juste un an de sa plus grande boutique au monde derrière la place Vendôme (1000 m²) dans le quartier ultrarich de Ginza.

Si ces lourds investissements n'ont pas été neutres sur les performances de la marque, revenue aux bénéfices «il y a deux ou trois ans» après quelques années dans le rouge, selon un bon connaisseur de la maison, ces efforts lui permettent désormais d'afficher une croissance à deux chiffres tous les trimestres depuis 2021, pour arriver entre 300 à 400 millions d'euros de chiffre d'affaires selon des estimations d'analystes.

Pour suivre cette dynamique, la maison s'est offert un atelier de haute joaillerie il y a un an, regroupant une soixantaine d'artisans près de la place Vendôme, à Paris. Elle ne s'interdit pas de racheter des sous-traitants pour sécuriser ses approvisionnements pour ses pièces vendues en plus grands volumes - comme sa collection phare Quatre. «Bien sûr, nous pouvons devenir une marque milliardaire à terme», estime Hélène Poulit-Duquesne. Un cap que le fer de lance des marques joaillières de Kering frôle déjà avec ses deux marques sœurs, Pomellato et Qeelin. ■

Fairshake, ce puissant lobby crypto qui veut peser sur les élections américaines

Carla Plomb

En finançant ce comité d'action politique, l'industrie des cryptoactifs espère infléchir la réglementation.

La prochaine élection présidentielle américaine pourrait être la plus importante pour le secteur des cryptoactifs. Outre-Atlantique, le choix de l'Administration Biden d'opter pour une forte régulation a déplu aux plus grands acteurs américains de cette industrie, qui comptent bien faire pencher la balance de leur côté avant l'échéance de novembre. Dans cette optique, en juin dernier, Coinbase, la plus grande plateforme d'échange américain de cryptos aux États-Unis, a fait don de 25 millions de dollars au groupement d'intérêts Fairshake. Fondé en 2017 par Teel Lidow, avocat de formation, ce groupe défend les intérêts du milieu auprès des responsables politiques américains.

«Les grands noms de l'industrie se sont réunis sous une même bannière pour défendre un dénominateur commun : ils ne veulent plus être traités comme des parias», cingle Alexandre Stachtchenko, entrepreneur et expert des cryptoactifs. «Mais cela cache une réalité tout autre. Chaque acteur a une philosophie et des enjeux différents. Une fois ce premier combat gagné, ils divergeront automatiquement.»

Fairshake fait partie de ce qu'on appelle des «Super PAC», ces comités d'action politique qui peuvent, depuis 2010, récolter et dépenser un montant illimité de fonds pour soutenir un candidat ou, au contraire, venir le gêner. À ce jour, les quelque 2345 Super PAC ont récolté plus de 2 milliards de dollars pour la campagne présidentielle de 2024. Fairshake est l'un des mieux financés d'entre eux avec déjà plus de 200 millions de dollars de dons.

Les donateurs de ces «PAC» sont aussi bien des individus que de très riches personnalités, des entreprises ou des groupes d'intérêts comme les syndicats. Parmi les donateurs de Fairshake figurent la plateforme d'échange Coinbase dirigée par Brian Armstrong, avec 45 millions de dollars de don au total, la fintech Ripple (45 millions de dollars également), dont le fondateur Chris Larsen a pris parti début septembre pour Kamala Harris, ou la puissante société de capital-risque Andreessen Horowitz (44 millions), soutien tangible de Donald Trump.

Les Super PAC se doivent d'être indépendants : la loi leur interdit en principe de collaborer directement avec les équipes de campagne. En réalité, les dirigeants de ces groupes d'intérêt sont bien souvent d'anciens chefs de cabinet ou même des membres des familles des candidats.

Fairshake veut mettre les actifs numériques sur le devant de la scène poli-



Brian Armstrong, directeur général de la plateforme d'échange Coinbase, lors d'un rassemblement Stand With Crypto, le 4 mars, à Los Angeles (Californie). MARK ABRAMSON / BLOOMBERG

tique et tenter de redorer le blason d'un secteur à la réputation encore écornée depuis le scandale FTX. Surtout, l'industrie des cryptoactifs souhaite obtenir une législation plus souple. «Le but, c'est de faire rouler le compresseur car l'enjeu électoral est fort et beaucoup d'argent est en jeu», poursuit Alexandre Stachtchenko.

La majorité des fonds récoltés par l'organisation est injectée dans des spots publicitaires destinés à la télévision et aux réseaux sociaux. Dans un dossier déposé auprès de la Commission électorale fédérale (FEC) le 5 septembre, il est indiqué que Fairshake a déjà dépensé en 2024 plus de 6,9 millions de dollars dans des campagnes de communication afin de soutenir des candidats pro-cryptos se présentant aux sièges de députés du Colorado, de la Caroline du Nord, de l'Iowa et de l'Alaska. Sa filiale Protect Progress a, elle, dépensé 6,7 millions de dollars pour soutenir les candidats au Sénat en Arizona et au Michigan. Le Super PAC a en effet choisi de concentrer ses efforts sur les législatives et sénatoriales, qui auront lieu le 5 novembre en même temps que la présidentielle.

«Nous continuerons à déployer nos ressources pour soutenir les dirigeants des deux côtés de l'échiquier politique, dans les deux Chambres, qui sont déterminés à faire avancer les choses et à travailler avec l'industrie pour adopter une réglementation responsable», déclarait en août Josh Vlasto, porte-parole du Super PAC.

Le Super PAC finance aussi des campagnes contre certains candidats qui se

« Nous continuerons à déployer nos ressources pour soutenir les dirigeants des deux côtés de l'échiquier politique, dans les deux Chambres, qui sont déterminés à faire avancer les choses et à travailler avec l'industrie pour adopter une réglementation responsable »

Josh Vlasto

Porte-parole du Super PAC Fairshake

sont montrés hostiles à l'industrie des cryptomonnaies. Dans un spot télévisé, Fairshake a ainsi ciblé le député de la 16^e circonscription de New York, Jamaal Bowman, qui appartient à l'aile gauche radicale du Parti démocrate, en le dépeignant comme complotiste et antisémite. Le lobby a aussi financé des publicités destinées à discréditer les députés démocrates Katie Porter et Cori Bush. Fairshake ne mentionne jamais l'économie des cryptomonnaies dans ces publicités politiques. Ces trois élus, également ciblés par d'autres lobbys, ont tous été battus lors des primaires et ne pourront donc pas se représenter.

Le groupe d'intérêt ne s'est pour le moment pas prononcé sur les deux candidats à la présidentielle de novembre prochain. Donald Trump a bien saisi la nécessité de mettre de son côté ce nouveau marché électoral. Radicalement opposé aux cryptomonnaies durant sa présidence, les qualifiant d'«arnaque», il a changé sa position depuis jusqu'à s'autoproclamer «cryptoprésident» devant des entrepreneurs de l'industrie.

Son plaidoyer en faveur des cryptoactifs lui a d'ailleurs valu le soutien de personnalités influentes du monde de la

finance et de la tech comme Elon Musk ou le trader Jeff Yass. L'ancien hôte de la Maison-Blanche a même promis de «renvoyer» Gary Gensler, le président de l'autorité de réglementation des marchés boursiers (SEC), véritable bête noire de l'industrie américaine des cryptos. Le candidat républicain compte bien exploiter ce filon jusqu'au bout. En août, il annonçait lancer sa propre plateforme de cryptomonnaies, décrite comme une alternative aux «grandes banques et aux élites financières».

Le camp démocrate est plus frieux à l'égard de l'écosystème crypto, mais tend progressivement à s'ouvrir. Kamala Harris «va soutenir des politiques qui garantissent que les technologies émergentes et ce type d'industrie puissent continuer à croître» glissait ainsi Brian Nelson, le principal conseiller de la candidate démocrate, lors d'une table ronde organisée le 21 août dernier. Un positionnement qui n'est pas anodin : selon une étude commandée par Coinbase, 20% des électeurs des «swing states», ces États très disputés qui peuvent renverser le résultat une élection, seraient pro-cryptos. De son côté, la Réserve fédérale des États-Unis (Fed) estime que seulement 7% des Américains détenaient ou utilisaient des cryptomonnaies en 2023.

En ciblant cet électorat, les deux candidats à la Maison-Blanche espèrent évidemment s'assurer une popularité auprès de jeunes investisseurs et entrepreneurs de la tech, des libertariens favorables à un gouvernement moins interventionniste ou tout simplement méfiants envers le système bancaire traditionnel. L'Amérique profonde, des antisystèmes et laissés-pour-compte, a également son lot d'aficionados du bitcoin. Tout comme les minorités ethniques, surreprésentées dans les utilisateurs.

Sur son site web, l'alliance politique Stand With Crypto classe les politiciens américains en fonction de leur soutien à l'égard du secteur avec une grille de notation allant de A à F. Donald Trump est étiqueté d'un remarquable «A : très favorable» tandis que Kamala Harris n'a pas de classement. Son profil affiche «N/A : position en attente». Celle qui bénéficie pourtant de liens très étroits avec le monde de la tech n'a fait aucune déclaration directe sur ce sujet. «Kamala Harris se positionnera sûrement sur les cryptoactifs, mais pas sur des sujets de libertés fondamentales comme le droit de propriété ou la surveillance financière, des points chers à ces acteurs, marque l'expert. L'éthos démocrate ne tourne pas autour de cela, contrairement à celui de la crypto, plus proche du libéralisme et donc, des républicains».

Netatmo se relance avec une nouvelle marque grand public

Lucas Mediavilla

Racheté par Legrand en 2018, le spécialiste de la maison connectée espère toucher au-delà du public technophile.

Niché depuis 2018 au sein d'un des leaders mondiaux des équipements, le groupe Legrand, Netatmo ne faisait plus trop parler de lui ces dernières années. L'un des francs succès tricolores en matière d'objets connectés - 10 millions de produits activés dans 1,8 million de foyers dans le monde - repart à l'offensive avec le lancement, ce vendredi, de cinq nouveaux produits dédiés à la maison intelligente. Le tout au sein d'une nouvelle marque, Omajin.

Le marché de la smart home évolue. Notre cible de consommateurs originelle était les technophiles. C'est ce qui a permis l'essor de Netatmo il y a treize ans, explique Marie Tranchimand, directrice marketing. Avec Omajin, nous voulons toucher un public plus novice, plus pragmatique, plus soucieux de sa consommation énergétique, insiste-t-elle.

Dans le détail, le groupe a lancé ce jeudi trois produits dédiés à la sécurité

(caméra solaire, caméra de sécurité sans fil, sonnette vidéo), une caméra pour bébé ainsi qu'une prise intelligente. Pour aller toucher le grand public, Netatmo mise sur la simplicité, avec une mise en route de produits ne dépassant pas les cinq minutes et une application dédiée à l'univers Omajin... mais aussi sur des prix agressifs. La fourchette va de 20 euros pour la prise intelligente (qui permet de piloter la consommation électrique de certains produits) à 165 euros pour la caméra solaire. Pour les caméras, il est possible d'ajouter 5 euros par mois pour un stockage supplémentaire dans un espace cloud sécurisé AWS.

Invité à justifier ces prix bas, Alexandre Menu, directeur général de Netatmo depuis février, indique que le groupe a pu «bénéficier de la force de frappe du groupe Legrand sur l'approvisionnement des matériaux et les procédures de qualification des produits».

D'un point de vue stratégique, ce positionnement prix va permettre au groupe d'élargir ses canaux de distribution pour Omajin. «Nous allons pouvoir viser des magasins de bricolage plus abordables, des marketplaces, voire, à terme, la grande distribution», explique Alexandre Menu. Bien sûr, Netatmo continue à vendre ses produits en marque propre aux segments de prix plus

« Le thermostat a pris une part très conséquente de notre activité. Avec l'explosion du coût de l'énergie, on est dans des besoins très concrets de réduction de la facture »

Alexandre Menu

Directeur général de Netatmo

élevés, ainsi que ceux développés en partenariat avec d'autres industriels (Velux, Bubendorff). Dans les prochains mois, l'entreprise située à Boulogne-Billancourt va également étoffer sa gamme Omajin avec de nouveaux produits. «L'intégration à Legrand nous donne plus de capacité d'investissement», martèle encore Alexandre Menu.

L'intégration des 250 salariés de Netatmo aux 38 000 de Legrand rend néanmoins la santé financière de l'entreprise difficilement lisible. Le groupe de Limoges ne publie pas les résultats de sa filiale. Au premier semestre, Legrand a publié une baisse de son chiffre d'affaires de 2% et un résultat net en baisse de 11% sur un an, causé notamment par l'atonie du bâtiment neuf. Mais Alexandre Menu s'empresse de préciser que l'activité de Netatmo se situe plutôt dans la rénovation. Le sujet de l'efficacité énergétique, notamment, bénéficie

d'un attrait toujours important. «Le thermostat a pris une part très conséquente de notre activité. Avec l'explosion du coût de l'énergie, on est dans des besoins très concrets de réduction de la facture», défend le dirigeant. Les leviers de croissance sont puissants. «Près de 27 millions de foyers ne sont pas encore équipés d'un thermostat connecté.»

Or l'État, qui veut équiper tous les foyers d'ici 2027, apporte des aides pour financer ces déploiements. Le marché de la sécurité connectée bénéficie lui aussi d'un potentiel important, selon les analystes. Reste à savoir dans quelle mesure Netatmo pourra en profiter. Le lancement d'Omajin répond sans doute au besoin de relancer une machine quiousse un peu ces derniers temps. Selon des comptes déposés par Netatmo en 2023 consultés par Le Figaro, le chiffre d'affaires de la filiale s'établissait à 72,8 millions d'euros en 2022, en recul de 10% par rapport à 2021.

La tâche était ardue et le temps imparti jugé trop court aux yeux de certains. Chercheurs, représentants de sociétés de journalistes, experts technologiques... Chacun était venu au fil des mois avec sa propre histoire, ses convictions et son agenda. Un an après le lancement du chantier voulu par le président Emmanuel Macron pour répondre aux défis de l'espace informationnel français, les États généraux de l'information (EGI) ont rendu jeudi au Conseil économique, social et environnemental (Cese) leurs conclusions dans un vaste rapport de 352 pages. « Ce n'est pas un document où tout est à prendre ou à laisser ! Mais un ensemble de mesures cohérentes pour affronter une situation d'urgence démocratique », a affirmé Bruno Patino, président du comité de pilotage des EGI, saluant la mémoire de l'ancien délégué général Christophe Deloire, décédé brutalement.

Le comité rêve désormais d'« un droit de suite » pour transformer une partie des quinze propositions mises sur la table en futurs projets de loi. Dans un contexte inédit d'instabilité politique, sans majorité claire à l'Assemblée nationale, cette mission s'annonce périlleuse. « Les EGI restent associés à l'image d'Emmanuel Macron dont beaucoup, comme le nouveau premier ministre Michel Barnier, tentent de se détacher, souffle auprès du Figaro le dirigeant d'un groupe audiovisuel français. J'ai bien peur également que ces sujets ne soient pas jugés prioritaires face au déficit public abyssal... »

Longtemps mise de côté au profit de préoccupations plus idéologiques ou politiques, la question du financement des modèles économiques des médias se retrouve au centre du rapport final. Avec, en guise de première proposition forte, l'instauration d'une obligation d'affichage des contenus des médias d'information par les géants du web. La France espère ainsi ne jamais connaître ce qui s'est produit chez nos voisins canadiens, où le propriétaire de Meta, Mark Zuckerberg, a fait disparaître depuis un an les contenus d'information sur ses plateformes Facebook et Instagram.

Sur le volet économique, le rapport propose aussi de rendre transparent le fléchage des investissements publicitaires des entreprises vers les médias d'information, comparé aux investissements réalisés sur d'autres supports, comme les moteurs de recherche et les réseaux sociaux. L'idée étant de créer une nouvelle responsabilité des acteurs économiques, intitulée « responsabilité démocratique », qui viendrait s'ajouter à la responsabilité sociétale et environnementale (RSE).

« Puisque l'objectif des EGI était de trouver des moyens de garantir l'avenir d'un journalisme de qualité en France, ces mesures de nature à permettre le financement de l'information professionnelle sont primordiales, se réjouit Marc Feuillée, directeur général du Groupe Le Figaro. Cette transparence autour des revenus publicitaires, qui consiste à sensibiliser les annonceurs mais aussi l'État, est la bienvenue. »

En dix ans, les recettes publicitaires des médias traditionnels (presse, télévision, radio) dans le pays ont été divi-



Les États généraux de l'information rendent une copie à l'avenir incertain

Claudia Cohen

Ce chantier voulu par Emmanuel Macron fait la part belle aux mesures pour soutenir l'économie des médias. Mais elles devront obtenir l'aval d'une Assemblée nationale plus divisée que jamais.

sées par deux face à la puissance numérique des plateformes américaines, et les récentes prévisions de l'Arcom sur ce marché d'ici à 2030 sont alarmantes. Les professionnels espèrent éviter à la France de plonger dans des déserts informationnels qui se sont dangereusement installés au fil des années dans des démocraties comme les États-Unis.

Statut de société à mission

Le rapport, qui découle de 174 auditions d'experts et personnalités qualifiées du secteur des médias, des participations citoyennes et surtout des cinq groupes de travail présidés respectivement par Sébastien Soriano, Pascal Ruffenach, Christopher Baldelli, Arancha Gonzalez et Isabelle Falque-Pierrotin, propose

aussi de réviser les règles anti-concentration des médias provenant de la loi audiovisuelle de 1986.

Il suggère d'instaurer un seuil unique et plurimédia, qui pourrait être défini soit par le « pouvoir d'influence » à travers le « reach » (capacité à atteindre les lecteurs, auditeurs et spectateurs), soit par l'affectation à chaque média d'un certain nombre de points suivant leurs contenus en information. Ce mode de calcul, qui s'inspire de ce qui se fait en Allemagne, ne prendrait pas en compte la déduplication des audiences : un Français qui regarde à la fois la chaîne de télévision et lit le quotidien d'un même groupe de médias compterait ainsi pour deux personnes... « Nous avons fait une simulation avec ce mode de calcul, et aujourd'hui

l'ensemble des groupes serait en dessous d'un seuil de concentration de 30 %, jugé trop important, a expliqué Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de l'Autorité nationale des jeux (ANJ). Mais le Parlement pourrait très bien décider de fixer un seuil plus bas. »

Ce document propose aussi d'étendre la qualité de société à mission aux entreprises d'information. Parmi les autres mesures fortes, les EGI se prononcent en faveur du renforcement de la protection du secret des sources et d'une loi contre les procédures bâillonnées.

Dans l'objectif de « s'inscrire dans la continuité de la loi Bloche », les EGI suggèrent également que les comités d'éthique soient généralisés à l'ensemble des médias d'information, et non aux seuls médias audiovisuels comme c'est le cas aujourd'hui. Il s'agit également de modifier leur mode de désignation, en instituant une nomination à parité par la direction et par la rédaction. Autre changement voulu par les EGI, l'actionnaire sera tenu d'informer ses rédactions sur son intention de désigner un nouveau directeur, « dans des délais permettant aux organisations représentatives de faire valoir leur point de vue. En parallèle, le Comité d'éthique, également informé de cette intention, devrait pouvoir rendre un avis dans un délai rapide et le rendre public », précise le rapport.

Ces mesures ont été préférées par le comité de pilotage à d'autres propositions, plus contraignantes pour l'actionnaire. Certains souhaitaient donner aux journalistes le pouvoir d'exercer un droit de veto sur la nomination par leur actionnaire du directeur de la rédaction. « La nomination du jour au lendemain de Geoffroy Lejeune à la tête de la rédaction du Journal du dimanche (JDD), après l'arrivée du nouvel actionnaire Vincent Bolloré, avait créé l'émotion, rappelle un journaliste. Mais les complications ces derniers mois aux Echos en avaient fait relativiser d'autres. » Le rapport propose également que le président de la société de journalistes bénéficie du statut de salarié protégé pendant la durée de son mandat.

Présentation, jeudi, du rapport des États généraux de l'information au Conseil économique, social et environnemental (Cese), à Paris. PHOTOPQR/QUEST FRANCE/ PHILIPPE MIRKOVIC

« Fort heureusement, les EGI n'ont pas retenu les propositions les plus extrêmes sur la gouvernance des médias. Car accroître les règlements et les dispositifs coercitifs ne va certainement pas aider la presse », défend Marc Feuillée.

Une poignée de dispositions pourrait être mise en place sans passer par la case Parlement. Le champ de l'éducation aux médias, en renforçant dans les programmes scolaires la part des enseignements d'éducation à l'esprit critique et aux faits, comme l'arsenal de sensibilisation préventive à grande échelle face à la désinformation et celui de la lutte des ingérences, relève plutôt du domaine de l'exécutif.

« Un modèle français ambitieux »

Dans sa dernière partie enfin, le rapport formule des propositions à mettre en œuvre, cette fois, à l'échelle européenne, telles que l'établissement d'une reconnaissance européenne du droit à l'information et l'instauration d'un pluralisme effectif des algorithmes. Les professionnels espèrent aussi rendre le marché de l'intermédiation publicitaire en ligne plus concurrentiel pour permettre un partage de la valeur équilibré, et rendre effectives les responsabilités des grandes plateformes dans la lutte contre la désinformation et le cyberharcèlement en préparant un « acte II » du règlement sur les services numériques (DSA). « L'exécutif français pourrait dès maintenant inscrire ces sujets à l'agenda de la Commission européenne », explique Arancha Gonzalez Laya, doyenne de l'École des affaires internationales de Sciences Po.

« Les propositions des EGI esquissent un modèle français ambitieux et innovant pour rendre effectif le droit à l'information fiable, estime Thibaut Bruttin, directeur général de Reporters sans frontières. Bien entendu, le document fait des impasses, manque parfois de concret et témoigne de frilosités ici et là... Il appartient maintenant aux parlementaires de s'en emparer dans une dynamique transparente. » « Nous attendons de voir quelle sera la traduction concrète de ces propositions », explique de son côté Claire Léost, présidente de Prisma Media, qui salue le principe de responsabilité démocratique des annonceurs.

Désormais, tous n'ont plus qu'une question en tête : le rapport sera-t-il positionné en haut de la pile de dossiers sur le bureau de Michel Barnier ? « L'idée d'avoir, dans cette période de chaos ambiant, des propositions qui pourraient faire consensus entre les différentes familles politiques pourrait être bien accueillie », veut croire une députée du parti présidentiel. Au-delà du gouvernement, certains députés du Nouveau Front populaire ou du RN pourraient par exemple décider de reprendre une proposition des EGI au sein d'une niche parlementaire. ■

LA SÉANCE DU JEUDI 12 SEPTEMBRE											
LE CAC											
	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12		JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR
ACCOR	38,09	+0,05	38,76	37,84	0,215	+10,09	LVMH	606,8	-0,03	617,5	603
AIR LIQUIDE	169,72	+0,35	170,42	168,36	0,089	-3,63	MICHELIN	35,55	+0,74	35,66	35,32
AIRBUS	130,54	+0,25	131,56	128,92	0,145	-6,61	ORANGE	10,78	+0,09	10,795	10,695
ARCELOMITTAL SA	20,15	+2,39	20,36	20	0,246	-21,52	PERNOD RICARD	129,3	+2,17	130,1	127,85
AXA	35,6	+0,85	35,72	35,38	0,169	+20,72	PUBLICIS GROUPE SA	95,32	+0,65	96,54	94,8
BNP PARIBAS ACT.A	63,47	+1,37	63,9	62,8	0,211	+1,41	RENAULT	38,27	-0,6	39,23	38,07
BOUYGUES	31,27	-0,95	31,77	31,03	0,224	-8,35	SAFRAN	202,4	+3,16	202,4	197,35
CAPGEMINI	193,5	+1,63	194,25	191,5	0,166	+2,52	SAINT GOBAIN	78,02	+1,51	78,76	77,16
CARREFOUR	15,125	+0,43	15,19	15,06	0,21	-8,69	SANOFI	102,8	-1,68	104,52	102,64
CREDIT AGRICOLE	14,275	+0,6	14,415	14,21	0,114	+11,07	SCHNEIDER ELECTRIC	226,2	+2,79	227,4	222,55
DANONE	65,38	-0,61	66,04	65,24	0,17	+11,42	SOCIETE GENERALE	22,105	+1,45	22,42	21,935
DASSAULT SYSTEMES	35,77	+0,99	36,2	35,72	0,122	-19,14	STELLANTIS NV	13,504	-0,91	13,872	13,38
EDENRED	35,88	-2,58	37,21	34,97	0,428	-33,73	STMICROELECTRONICS	25,26	+0,4	25,94	25,105
ENGIE	15,855	-1,06	16,115	15,82	0,17	-0,4	TELEPERFORMANCE	97,66	+0,54	98,9	97,1
ESSILORLUXOTTICA	208,8	-0,24	212,1	207,9	0,117	+14,98	THALES	146,4	+0,38	147,7	144,35
EUROFINS SCIENT.	52,46	-0,04	52,98	52,1	0,145	-11,05	TOTALENERGIES	60,91	+1,2	61,15	60,3
HERMES INTL	1916	+0,63	1940,5	1908	0,044	-0,15	UNIBAIL-RODAMCO-WE	75,72	+0,19	76,8	75,2
KERING	228,05	-0,76	233,35	225,5	0,204	-42,84	VEOLIA ENVIRON	29,7	+0,78	30,38	29,59
L'OREAL	365,2	-0,68	372,3	364,55	0,104	-18,96	VINCI	108,1	-1,64	111,1	106,15
LEGRAND	101,6	+2,94	103,05	100,25	0,192	+7,97	VIVENDI SE	9,964	-1	10,17	9,95

LES DEVISES			MONNAIE			1 EURO=			L'OR			VEILLE			31/12		
AUSTRALIE			DOLLAR AUSTRALIEN			1,6497	AUD		Lingot 1Kg			74 338,5€			+23,66%		
CANADA			DOLLAR CANADIEN			1,4964	CAD		Lingot 100g			7 445,75€			+23,61%		
GDE BRETAGNE			LIVRE STERLING			0,8446	GBP		Lingot 50g			3 728,38€			+23,57%		
HONG KONG			DOLLAR DE HONG KONG			8,5945	HKD		Lingot ONCE (31,10g)			2 323,26€			+23,52%		
JAPON			YEN			157,02	JPY		Lingot 10g			754,58€			+23,26%		
SUISSE			FRANC SUISSE			0,9414	CHF		Lingot 2,5g			196,57€			+22,22%		
ETATS-UNIS			DOLLAR			1,1016	USD		20Fr NAPOLÉON			463,81€			+23,67%		
TUNISIE			DINAR TUNISIEN			3,363	TND		20Fr SUISSE			458,63€			+23,67%		
MAROC			DIHRAH			11,103	MAD		SOUVERAIN			579,93€			+23,67%		
TURQUIE			NOUVELLE LIVRE TURQUE			37,402	TRY		KRUGGERAND			2 473,73€			+23,67%		
EGYPTE			LIVRE EGYPTIENNE			53,3719	EGP		50 PESOS			2 954,72€			+23,67%		
CHINE			YUAN			7,8441	CNY		10 DOLLARS			1 208,79€			+23,67%		
INDE			ROUPIE			92,49	INR		20 DOLLARS			2 416,59€			+23,67%		
ALGERIE			DINAR ALGERIEN			146,0578	DZD										



Accédez au cours instantané

LE FIGARO et vous



STYLE
SUR LES TRACES D'UNE
CAMARGUAISE À PARIS
PAGE 32
Roseanna x La Botte gardiane



LE FIGARO SCOPE
BISTROTS, GASTROS, BOUILLONS...
LES 15 TABLES EN VUE DE LA RENTRÉE
PARISIENNE TESTÉES POUR VOUS
PAGES 36 ET 37

Peut-on encore acheter de l'art premier ?

Si Paris s'impose désormais comme place forte pour ce marché, le secteur ne peut plus ignorer le contexte géopolitique et son corollaire, les demandes de restitution. Enquête alors que s'ouvre le Parcours des mondes.

PAGES 28 ET 29

De gauche à droite : statue uli de Papouasie (Nouvelle-Irlande) ayant appartenu à André Breton. Masque yaouré (Côte d'Ivoire). Vase royal du royaume de Buganda (Ouganda).



Pomellato, l'autre joyau italien

PAGE 31



Guillaume Bardet offre le bronze à Notre-Dame

Claire Bommelaer

LES FIGURES DE LA RENTRÉE. De l'autel au tabernacle, l'artiste met la dernière main au nouveau mobilier liturgique de la cathédrale qui sera installé en octobre.

À coups d'éponge, Guillaume Bardet patine le futur baptistère de Notre-Dame de Paris. Son geste semble presque familier, et l'artiste y met une énergie patiente. « J'aime cette dernière étape de la fabrication, dit-il, tout en opérant un mouvement circulaire. C'est à ce moment que les nuances de couleurs se révèlent, et, avec elles, de la subtilité et de la profondeur. »

À moins de cent jours de la réouverture de la cathédrale, la vasque en bronze, tout comme le futur autel, l'ambon, le siège de l'évêque (cathédre) ou le tabernacle sont dans leur dernière ligne droite. Le tempo de leur fabrication n'autorise aucun écart, mais Guillaume Bardet est

confiant : voilà dix ans qu'il travaille le bronze dans son atelier drômois de Dieulefit - cela ne s'invente pas - et fait réaliser ses créations à la fonderie d'art voisine. Entre l'artiste et les fondateurs de Barthélémy Art s'est créée une relation fluide, et de l'intérêt réciproque. Évidemment, le chantier du mobilier liturgique est à part, tant pour Guillaume Bardet que pour les 33 salariés. « Nous avons l'habitude de travailler sur des projets d'art, mais, cette fois-ci, nous faisons partie de quelque chose de plus grand, avec d'autres artisans dont les réalisations nous font rêver », admet le directeur de la fonderie, Guillaume Serre.

Bardet, 52 ans, a répondu à l'appel à projet lancé par le diocèse de Paris en 2023. Aupar-

avant, il avait notamment réalisé une table monumentale pour le couvent de la Tourette. « Elle était exposée dans une galerie parisienne, le soir de l'incendie qui a ravagé la cathédrale. Et plusieurs personnes ont plaisanté en me disant que ma table pourrait être le nouvel autel de Notre-Dame », raconte-t-il. L'idée fait son chemin. Quatre ans plus tard, debout devant le jury, il sait qu'il « veu(t) vraiment » gagner avec un mobilier épuré, à « la présence sourde et presque silencieuse ». L'argument porte et, une fois choisi, l'artiste se lance à corps perdu. L'archevêché et le diocèse de Paris espèrent « quelque chose de beau pour aider à élever les âmes, mais aussi de pratique ». Devant une maquette, ils réclameront que

l'autel soit plus large et plus bas, afin que le célébrant ne disparaisse pas derrière. Pour le reste, le mobilier semble déjà adopté. « J'aime sa sobriété, ainsi que la puissance du poids et de la matière », a glissé le père Normand, vice-recteur de Notre-Dame, en découvrant les pièces en cours d'achèvement. D'ici la mi-octobre, les cinq éléments du mobilier liturgique rejoindront Paris. « Mon travail, je le sais, ne plaît pas à tout le monde. Mais je sais que les réactions négatives s'estompent en général avec le temps », philosophe-t-il. Pour conjurer la tension, Guillaume Bardet a tout de même prévu de faire un trail de 100 kilomètres autour de Dieppe. Et s'interdit de lire quoi que ce soit sur le projet. ■

CONCERTO POUR LA PAIX
AU THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS -
18 SEPTEMBRE 2024
- 19H30 -

UNE CRÉATION ORIGINALE DE
OMAR HARFOUCH

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
AVEC L'ORCHESTRE SYMPHONIQUE BÉZIERS MÉDITERRANÉE
OMARHARFOUCH.COM

Parcourir le monde en quelques rues à Paris ? C'est le pari fou lancé il y a vingt-trois ans dans la capitale, avec le Parcours des mondes, manifestation devenue majeure pour les arts premiers, la dominante étant à l'Afrique et à l'Océanie. Elle regroupe cette année pas moins d'une soixantaine d'exposants, les meilleures peintures internationales, ayant ou louant des galeries, à Saint-Germain-des-Prés, au cœur du 6^e arrondissement. Tous ont poussé l'exploit de garder leurs plus belles pièces, espérant attirer le gratin des collectionneurs et des institutions. Ils étaient nombreux, mardi, au vernissage, pour chercher la perle rare, souvent cachée dans les réserves, une manière de rendre un objet plus désirable encore. Ceux qui ont poussé la porte du bureau de Lance Entwistle, l'Anglais de Paris, au 5, rue des Beaux-Arts, sont tombés en arrêt devant la statue de reliquaire fang (Gabon, vers 1850), proportion divine et pedigree de rêve, celui de Charles Ratton, le grand marchand et ami des surréalistes, dont l'exposition du Centre Pompidou fête le centenaire du mouvement (*lire nos éditions du 3 septembre 2024*).

Au fil des ans, la capitale est devenue la numéro un pour le marché des arts premiers, parce qu'elle réunit la crème des marchands, draine le must des collections et possède l'un des plus puissants musées, le Quai Branly-Jacques Chirac. Cette alchimie lui a permis de prendre le pas sur New York, puis Bruxelles, où l'on n'entend plus parler du musée de Tervuren ni de la foire Bruneaf (la Brussels Non European Art Fair), qui a fermé en 2023, dans un marché déjà ultra-resserré, face à une raréfaction de chefs-d'œuvre. Seul gage pour les vendre aujourd'hui ? Des provenances irréprochables, une traçabilité sans faille, pour répondre à un climat de méfiance alimenté par la houleuse question des restitutions aux États africains.

Dirigé par l'avocat belge Yves-Bernard Debie (successeur de Pierre Moos, dont le nom fait l'objet d'un prix du livre d'art tribal, remis chez Christie's), le Parcours des mondes a pour président d'honneur Marc Ladreit de Lacharrière, le mécène du Musée du quai Branly-Jacques Chirac, qui lui doit une donation de 38 œuvres exceptionnelles. En préambule de sa 23^e édition, ce philanthrope a réuni lundi, dans son hôtel particulier de la rue Casimir-Perier (Paris 7^e), mélange ultrachic de moderne, contemporain et africain, un aréopage de marchands et de collectionneurs, présidents de musées (le Kanak Emmanuel Kasarhérou du Quai Branly) et maisons de ventes (Cécile Verdier de Christie's France), autour de la ministre de la Culture démissionnaire Rachida Dati.

Ce déjeuner en coulisses est la preuve que Paris a su tirer les ficelles pour être en pole position d'un domaine devenu hautement politique, suite au discours d'Emmanuel Macron, en 2017, à Ouagadougou, au Burkina Faso. Le président avait levé un tabou sur un sujet ô combien explosif, en souhaitant que « d'ici à cinq ans les conditions soient réunies pour des restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain en Afrique ».

Dont acte. En 2018, les deux professeurs Felwin Sarr et Bénédicte Savoy avaient rendu un rapport afin de proposer des solutions. Ainsi, en 2021, la France rendait au Bénin 26 objets du Musée du quai Branly-Jacques Chirac provenant du trésor du royaume d'Abomey que les troupes françaises avaient pillé lors du sac de la capitale en 1892. Ce fut la première restitution du genre obtenue par l'Afrique. Une saga relatée par la cinéaste franco-sénégalaise Mati Diop dans *Dahomey*, primé à Berlin et en salle. Elle a suivi le départ des pièces depuis Paris jusqu'à leur arrivée et leur exposition en grande pompe au Palais présidentiel de la Marina à Cotonou (*lire nos éditions du 11 septembre 2024*). Le hic est qu'elles restent invisibles. Annoncé pour 2025, le futur Musée de l'épopée des amazones et des rois du Danhomé à Abomey (nord de Cotonou) n'est pas prêt. Et les travaux n'auraient même pas démarré... Soufflé par Macron, ce vent d'espoir depuis les conquêtes coloniales serait-il retombé ? En tout cas, il a vite été étouffé, avec le report de la loi-cadre qui devait être débattue au Sénat en avril dernier. Reporté à l'automne, le texte n'est plus à l'ordre du jour, d'autant plus dans le contexte politique actuel.

Loin encore de faire le consensus, la question des restitutions a-t-elle un impact sur le marché des arts premiers ? En



cette semaine du Parcours des mondes où les marchands jouent gros leur année, le silence est d'or... Beaucoup dédramatisent, minimisent le débat, affirment même « n'avoir jamais été touchés par le problème, de loin ou de près », comme le Parisien Alain de Monbrison, as de la profession mais roi du silence, en tant qu'oreille des musées auxquels il a vendu nombre de pièces majeures. Il en connaît pourtant long, en tant qu'expert de toutes les ventes à record de ces cinquante dernières années, d'Hubert Goldet à René Gaffé, de Claude Vérité à Jacques Kerchache, qui souffla à Jacques Chirac l'idée d'un musée des arts premiers. « Nous avons connu l'âge d'or avec des collections extraordinaires constituées d'objets collectés dans les pays d'Afrique, à une époque où cela était encore possible. Aujourd'hui, les provenances sont étudiées à la loupe. Nos belles années sont derrière nous », renchérit son ami et confrère Lance Entwistle.

« Les activistes extrémistes de la décolonisation et le wokisme ont fait monter le débat des restitutions dans les tours. La bascule doit revenir au centre »

David Lebard Collectionneur

Pour obtenir une réponse cash, il faut mettre les pieds dans le plat. « Il serait faux de dire qu'il n'y a pas de conséquence sur ce secteur, qui a considérablement évolué en quelques années. Cela a changé l'approche des collectionneurs et leurs pratiques d'achat. S'ils le peuvent, ils se reportent sur les grands objets à provenance inattaquable, ce qui a fait grimper les prix, avoue, sans détour, le Bruxellois Didier Claes, de la plus jeune génération. Les privés sont plus à l'aise que les musées face aux restitutions, qu'ils estiment être un acte surtout politique. Ils sont prêts à faire un pas tant que l'on ne les stigmatise pas comme voleurs et nous comme des charlatans faisant commerce sur le dos de l'Afrique », ajoute-t-il. « En termes d'image, le marché en a pris un coup, estime le Parisien Bernard Dulon. De héros qui a sauvé des objets que les pays d'Afrique n'étaient pas en mesure de garder, je suis devenu un néocolonialiste, aux yeux du grand public. »

Un sentiment partagé. « Le marché de la vente publique est hypersensible à tout grain de sable. Face à la problématique de l'art africain, il écarte le moindre objet qui n'est pas parfaitement documenté. La tension est palpable, comme cela l'est, en bien pire, pour l'archéologie, domaine en voie d'extinction, depuis la chasse aux objets illicites (*lire nos éditions du 11 avril 2024*), observe le président de Drouot, Alexandre Giquello. À cela s'ajoute un grand sentiment d'injustice d'être traité comme des trafiquants,

alors qu'à travers nos ventes nous faisons la promotion d'un patrimoine africain dont 90 % auraient eu vocation à disparaître. Il faut que les restitutions "matchent" dans les deux sens, par des accords bilatéraux », ajoute ce dernier.

À pousser plus loin, on sent bien que la question agace. « Les activistes extrémistes de la décolonisation et le wokisme ont fait monter le débat des restitutions dans les tours. La bascule doit revenir au centre », espère le collectionneur David Lebard, membre actif des Amis du Quai Branly, dirigeant de la société de textiles La Soie Neyme, installée à Bruxelles. Ce dernier continue à acheter, à l'inverse d'autres amateurs plus inquiets de posséder des objets, hérités de famille ou achetés en toute bonne foi, dont ils ne peuvent faire don au musée, faute de traçabilité suffisante. Dans ce cas, ils deviennent invendables, ou seulement dans des ventes en ligne, à des estimations bradées.

Que va-t-on faire alors de ces pièces dont on ne peut remonter l'histoire ? « Pour les chefs-d'œuvre millionnaires, ce n'est pas le problème mais pour ceux à moins de 100 000 euros, c'en est un ! Je combats la présomption qui a pour effet le renversement de la charge de la preuve par le propriétaire, impliquant qu'il aurait pu acquérir un objet illicitement », s'insurge Alexandre Giquello, qui as'apprête à vendre, le 4 octobre, à Drouot, les pépites de Claire Durand-Ruel. Pour certaines, elles ont été achetées avec son père médecin et grand collectionneur, comme cette figure en cuivre et laiton de reliquaire kota-shamaye du Gabon (100 000 à 150 000 euros).

« Dans le contexte général plombé, le marché des arts premiers ne va pas si mal. Il va même plutôt bien, conclut Yves-Bernard Debie, connu pour ses véhémentes prises de position sur la restitution d'œuvres aux pays africains. Les faits ont montré que les cas de restitution d'objets de particuliers sont extrêmement rares. » On se souvient toutefois de l'initiative du marchand Robert Vallois, de la rue de Seine, avec le Collectif des antiquaires de Saint-Germain-des-Prés, qui a restitué un ensemble d'œuvres - 17 récadés (sceptres royaux), 8 sabres et 2 objets de culte - au Bénin afin d'être exposé au Petit Musée de la récade, à Abomey-Calavi, que ce dernier soutient activement. Ces pièces aux enchères en 2019 à Nantes avaient été retirées à la suite des protestations fortement médiatisées de

Arts premiers : un marché secoué par l'épuisement des pièces sans faille et les restitutions

Béatrice de Rochebouët

Alors que se tient, à Saint-Germain-des-Prés, la 23^e édition du Parcours des mondes, Paris s'affirme comme la place numéro un pour le secteur de l'Afrique et de l'Océanie. Enquête.

Les cinq plus belles pièces du Parcours

1 Masque yaouré de Côte d'Ivoire

« On connaît d'autres pièces du même maître, mais loin de ce niveau-là. C'est le plus beau masque yaouré, peuplade proche géographiquement des Baoulés, connu au monde », assure Antonio Casanovas. À quoi il faut ajouter que c'est aussi la pièce la plus fantastique de cette édition 2024. Le galeriste de Madrid, installé pour le Parcours des mondes dans la galerie 22Visconti, l'a acquise des héritiers de l'Italien Franco Monti, conseiller du grand collectionneur Carlo Monzino à Milan et qui avait récolté cette magnifique tête à la patine noire et aux traits stylisés en Côte d'Ivoire dans les années 1950-1960. Il l'a gardée toute sa vie, sans jamais la publier. Dès la sortie du catalogue, avant même d'être exposée, elle a été vendue à un prix top secret, bien au-dessus des 500 000 euros, proche du million. Elle resterait en Europe (22, rue Visconti).

2 Masque dogon du Mali

« Superbe combinaison graphique d'un masque masculin et d'une figure féminine, d'un style abstrait proche des modernistes, qui fait étonnamment penser à une sculpture de Philippe Hiquilly, artiste français décédé en 2013 », note le galeriste Hervé

Loevenbruck, qui a loué pour l'événement son espace à Guilhem Montagut de Barcelone. Tout ce qu'aime aujourd'hui la nouvelle génération d'amateurs qui mélangent l'art africain à l'art contemporain, dans leurs intérieurs. Ce masque rectangulaire satimbé du peuple dogon du Mali, utilisé traditionnellement lors des cérémonies du culte des morts, a la particularité d'être surmonté d'un personnage féminin, au corps schématisé et aux membres fins, d'où émerge du torse imposant une poitrine conique. Il symbolise cette dualité fondamentale, primaire et essentielle à la continuité de la société. Son prix est de 250 000 euros (6, rue Jacques-Callot).



l'association nantaise Afrique Loire. Et le collectif s'en était porté acquéreur.

Dans les faits aussi, la seule demande de restitution concernant un objet passé en vente publique est pour l'instant restée lettre morte. Il s'agit du masque fang acheté 150 euros par un brocanteur de Vigan (Lot) à un couple de retraités, en 2021, puis revendu aux enchères, grâce à ses recherches, au prix record de 4,2 millions d'euros, l'année suivante, à Montpellier. Outre la procédure d'annulation engagée par les vendeurs, s'estimant lésés, devant le tribunal judiciaire d'Alès, la République gabonaise s'était décidée à intervenir, en se joignant à la procédure visant à annuler la transaction, pour demander sa restitution. Au terme d'un jugement rendu le 19 décembre 2023, le tribunal judiciaire d'Alès a rejeté son intervention, la considérant comme irrecevable, soulignant ainsi, au-delà de la question de la validité de la vente, la complexité des revendications. Le commissaire-priseur Bertrand de Latour mettait en avant d'ailleurs le fait que ce masque, avait été « collecté vers 1917, dans des circonstances inconnues, par le gouverneur colonial français René-Victor Edward Maurice Fournier (1873-1937), probablement lors d'une tournée au Gabon ».

« Le rapport alarmiste d'Artkhade 2024 sur le marché de l'art tribal, parlant d'effondrement, ce qui avait fait bondir de rage le milieu, ne s'avère pas exact, souligne Yves-Bernard Debie. La politique africaine du président Macron a été une catastrophe, mais elle n'a pas empêché le marché de bien fonctionner. La demande reste plus importante que l'offre, à en juger par les prix records des dernières ventes en France. » Christie's tient d'une main de fer le marché dans l'Hexagone. « Depuis décembre 2020, nous avons vendu pour 192 millions d'euros d'objets d'arts premiers, grâce à des ventes de plus en plus sélectives, et réalisé 90 % des plus hauts résultats », explique Alexis Maggari, à la tête du département des arts d'Afrique, d'Océanie et d'Amérique. Sa plus belle performance ? La vente Barbier Mueller, le 6 mars dernier, 73 millions d'euros, avec un record à 14,7 millions d'euros pour une tête fang du Gabon.

L'arbre qui cache la forêt ? Ce dernier estime que non, au regard des ventes en ligne, « en nette progression, pour les pièces entre 10 000 et 50 000 euros. Une nouvelle génération d'amateurs plus généralistes cherche des icônes de l'art africain, à placer avec celles de l'art moderne et contemporain. Certes, nous faisons extrêmement attention à ce que nous prenons. On ne touche plus aux objets du Bénin, mais ils sont remplacés par ceux d'Océanie ou de Papouasie, à la hausse depuis cinq ans. » Pour vendre, Christie's a compris le filon de l'art des mélanges, et expose depuis jeudi ses trésors à venir, avenue Matignon, dans une carte blanche de la jeune artiste Audrey Guttman. Un labyrinthe surréaliste (comme au Centre Pompidou), avec ceux du cabinet de curiosités de Paul et Jacqueline Duchain, dans l'esprit d'André Breton. En pièce phare, un bouchon de flûte biwat de Papouasie-Nouvelle-Guinée (400 000 à 600 000 euros). Une petite merveille ! ■

Parcours des mondes, dans les galeries de Saint-Germain-des-Prés, à Paris, jusqu'au 15 septembre. www.parcours-desmondes.com



3

3 Statue hamba-kusu du Congo

Datée du XIX^e siècle, voire avant, cette statue d'ancêtre est parmi les plus appréciées du bassin du Congo de par son élégance et sa finesse d'exécution. En tant qu'objet de culte, de vénération et de sacrifice, elle était disposée généralement au fond des cases appartenant à de grandes dynasties familiales voulant célébrer leurs ancêtres. Celle-ci a appartenu à Pierre Darteville, grand marchand et collectionneur belge, puis au non moins réputé et fantasque galeriste américain Merton Simpson. Elle est affichée à 80 000 euros chez Bernard Dulon, qui estime disposer d'un des plus beaux et rares exemplaires encore en mains privées (10, rue Jacques-Callot).

4 Statue féminine de divination sénoufo de Côte d'Ivoire

« Les Sénoufos, qui sont au nombre de 3 millions, occupent quatre zones, allant du nord de la Côte d'Ivoire et du Ghana, au Burkina Faso et à l'extrême sud du Mali. On compte une trentaine de sous-groupes dont quatre sur le territoire ivoirien d'où provient cette figure au long cou sur sa haute base communément appelé "deblé" et sculptée en l'honneur de l'ancêtre primordial », explique le Bruxellois Didier Claes, installé dans la galerie Jousse. Elle était conservée dans l'enclos sacré du "poro" (rite d'initiation des Sénoufos, NDLR), à l'écart du village et utilisée par les porteurs lors des processions funéraires qui, en martelant le sol, chassaient les mauvais esprits. Parce qu'il existe très peu de statues de cette qualité esthétique et graphique, elle est à vendre entre 200 000 et 300 000 euros, autour d'un groupe de figures similaires. Un exploit ! (18, rue de Seine).

5 Statue uli de Papouasie

Provenance André Breton pour cette imposante statue uli, à l'origine de longs et complexes rituels, lors des cérémonies funéraires malagan pratiquées au centre de l'île de Nouvelle-Irlande, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au XIX^e siècle. Elle incarne, par son allure et ses attributs, la puissance, la force et la fécondité. L'auteur du *Manifeste du surréalisme* (1924) en fit l'acquisition en 1930, mais fut contraint de la vendre au collectionneur René Gaffé, par besoin d'argent. Elle n'est pas sans rappeler celle qui trôna en 1964, deux ans avant sa mort, sur le bureau de son atelier du 42, rue Fontaine à Paris, laquelle lui inspira en 1948 son fameux poème *Uli*. Cette pièce phare de l'exposition de la galerie Charles-Wesley Hourdé, fêtant le centenaire du surréalisme, n'est pas à vendre. D'autres merveilles le sont comme le masque de culture elema du golfe de Papouasie, en bois et tapa (autour de 200 000 euros) ayant appartenu au peintre chilien Roberto Matta (41, rue de Seine). ■

B. D. R.

5

Anne-Solène Rolland : « Tout défaut d'information sur la sortie du pays d'origine est rédhibitoire »

Propos recueillis par
Éric Biétry-Rivierre

Succédant à Yves Le Fur, Anne-Solène Rolland est directrice du département du patrimoine et des collections du Musée du quai Branly-Jacques Chirac depuis le 9 mai 2022. Cette conservatrice en chef et ancienne élève de l'École normale supérieure a commencé sa carrière en 2007 en ces murs, en tant que responsable des collections textiles et du pôle conservation préventive et restauration. Puis, après un passage Rue de Valois au cabinet de Frédéric Mitterrand, elle avait pris en charge le pôle muséographique de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, porte Dorée à Paris. Elle a aussi été au Louvre directrice de la recherche et des collections et a piloté le service des musées de France à la Direction générale des patrimoines et de l'architecture du ministère de la Culture.

LE FIGARO. – Comment se portent les dons proposés au Quai Branly ? ANNE-SOLÈNE ROLLAND. – Comme les acquisitions : toujours très variés et d'une masse stable. Nous les étudions et ils passent par la commission ad hoc. Celle-ci se réunit trois fois par an. Elle est composée de spécialistes internes et externes dont bien sûr des représentants du ministère de la Culture, car nos collections sont nationales. En 2023, tous modes confondus, 1681 œuvres ont été réceptionnées (contre 515 l'année précédente). Parmi elles, 1402 ont été données. Ainsi, une rare sculpture masculine Bidjogo de Guinée-Bissau datée du XVIII^e siècle. Ou ce portrait funéraire masculin ashanti (Ghana) du XVII^e siècle. Cette année, c'est une famille du Cantal, descendante d'un missionnaire, qui a fait don d'une collection d'objets kanaks vieux d'au moins cent cinquan-

te ans au musée. Emmanuel Kasarhérou, le président du musée (*kanak, NDLR*), s'est déplacé personnellement à Jabrun (Cantal) pour les réceptionner et remercier ces descendants d'un père mariste. On connaît l'histoire de ces pièces par un journal manuscrit très complet.

« L'année 2023 a vu s'accroître le travail de documentation des collections ainsi que les recherches sur les provenances »

Anne-Solène Rolland
Directrice du patrimoine
et des collections du Musée
du quai Branly-Jacques Chirac

Y a-t-il des refus de telle ou telle pièce au motif que son historique comporte des lacunes ?

Certainement. Lorsque, après enquête (parfois longue, car nous prenons le temps qu'il faut pour étudier de notre côté, contacter des collègues à l'étranger, fouiller dans les archives, comparer avec nos collections) et à l'issue d'un débat, la commission tranche de cette manière. En particulier, le fait qu'on n'arrive pas à établir précisément la date et les conditions de sortie du pays d'origine est réd-

hibitoire. Parfois l'objet peut nous sembler passionnant, tant par sa qualité plastique ou scientifique que parce qu'il compléterait idéalement tel ou tel ensemble du fonds que nous sommes missionnés à enrichir et à valoriser. Mais, si ce type d'information manque, nous ne pouvons le retenir.

Pourquoi ?

Parce qu'on engage l'image et l'avenir même de nos collections. Comme toute pièce entrant dans des collections publiques en France, l'objet devient inaliénable.

La puissance publique pourrait-elle acquérir au motif de restituer ensuite au demandeur, pour des raisons diplomatiques ou de repentance par exemple ?

Je ne connais pas d'exemples. Un tel processus se heurterait de toute façon au principe d'inaliénabilité.

Pour les pièces anciennes de sociétés extra-européennes, naguère souvent sans écriture, comment être sûr de leur traçabilité ?

Le 100 % n'existe pas mais nous pouvons raisonner à partir de faisceaux d'indices. Et l'enquête peut s'enrichir notamment par le passage en laboratoire et le recours aux technologies les plus récentes. L'année 2023 a d'ailleurs vu s'accroître

le travail de documentation des collections ainsi que les recherches sur les provenances.

Où en êtes-vous avec les demandes de restitutions récemment déposées sur votre bureau ?

L'étude des sources historiques disponibles relatives à des objets demandés par le Mali et la Côte d'Ivoire se poursuit. La demande malienne, émise dans un premier temps en 2019, a été modifiée en 2023 à la suite des travaux de Daouda Keita. Une liste d'objets bien documentés a pu être établie et transmise au ministère de la Culture. C'est dans ce cadre que le musée a pu finaliser l'étude des biens qu'il conserve et qui proviennent de la prise de Ségou par la France en 1890. Cette étude se poursuit en partenariat avec le Musée de l'Armée et le Muséum du Havre, qui conservent également des biens issus de cet épisode de la conquête coloniale. Quant au partenariat entamé en 2022 avec la Côte d'Ivoire, en rapport avec sa demande de restitution, le musée a accueilli Francis Tagro Gnoleba, directeur du Musée des civilisations d'Abidjan, pour travailler sur les provenances potentiellement liées à des épisodes de conflits coloniaux. Ce séjour a également permis de compléter les échanges sur le tambour parleuse du peuple Atchan, qui avait fait l'objet d'une restauration concertée en 2022. ■

classic has never been so *light*.*



Santoni

La recherche et l'expérimentation s'invitent une fois de plus dans nos laboratoires créatifs pour donner vie à une chaussure unique, où l'élégance fusionne avec la fonctionnalité et la légèreté dans un modèle classique et sophistiqué.

santonishoes.com

* Le classique n'a jamais été aussi léger. Facile.

EASY.

L'essence de la nouvelle *Easy* réside dans son poids, révolutionnaire pour une chaussure élégante. Incarnation du nec plus ultra du savoir-faire artisanal Santoni, elle unit innovation, qualité et confort exceptionnels.

DÉCOUVREZ LA COLLECTION



Choisir un PC pour la rentrée

Pascal Grandmaison

Gonflés à l'intelligence artificielle, les nouveaux modèles rivalisent de puissance tout en affichant des prix abordables. C'est le moment de s'équiper.



1

- 1. Lenovo Yoga.
- 2. Acer SwiftGo.
- 3. Apple MacBook Air Excel Slack.
- 4. Asus Vivobook.
- 5. HP OmniBook.



2

Créer l'image d'une librairie sans fin dirigée par un robot, une affiche pour une exposition de vélos anciens, un logo pour une marque de vêtements... Apparue voici quelques mois sur les smartphones, la création d'images par intelligence artificielle s'exporte désormais sur PC. Les nouvelles machines sont optimisées pour répondre aux demandes les plus complexes ou les plus extravagantes. Recherche de documents, optimisation de textes, création d'images, retouche photo, montage vidéo... La liste des tâches facilitées par l'intelligence artificielle générative ne cesse de s'allonger. Et les résultats, de nous impressionner... Étudiants, autoentrepreneurs, particuliers peuvent aujourd'hui s'équiper de PC offrant une puissance inédite. Après une chute historique des ventes de 23% en 2022, confirmée par une baisse de 19% en 2023, le marché de l'ordinateur personnel compte sur cette nouvelle technologie pour se réinventer. Bonne nouvelle, les prix n'ont jamais été aussi bas...

Le règne des portables

Excepté pour les profils spécifiques exigeants (gamers, professionnels de l'image), les PC d'entrée et de moyenne gamme s'avèrent aujourd'hui suffisants pour la plupart des usages. Le marché est dominé par les portables qui allient vigueur, compacité et autonomie. Les étudiants peuvent les emmener à l'université une journée entière. Une fois rentré à la maison, il suffit de les connecter à un moniteur externe pour bénéficier d'un affichage grande taille (19 à 27 pouces). « Il est aujourd'hui possible de dénicher un bon ordinateur 13 ou 14 pouces, petit et léger, fonctionnant sous Windows, pour 400 ou 500 €, explique Maxime Labi, directeur hardware chez Fnac Darty. Il convient cependant de s'assurer de certaines caractéristiques essentielles comme un minimum de 8 Go de mémoire vive (RAM), sous peine d'expérimenter des ralentissements. Un étudiant se tournera vers un modèle avec processeur AMD Ryzen 5 ou Intel Core i5, prééquipé de la suite Microsoft Office. C'est suffisant au quotidien pour la bureautique, le surf internet ou la diffusion de films. »

Question stockage, on n'utilise plus que des modèles SSD, beaucoup plus véloce, notamment lors du démarrage de la machine. 256 Go apparaissent largement suffisant mais l'on peut aller jusqu'à 512 Go si l'on souhaite stocker des films. Pour les besoins supérieurs, il est conseillé d'ajouter un disque dur externe. Au fil des ans, les PC embar-

quent de plus en plus de RAM et de puissance processeur car les applicatifs consomment plus de puissance. Si l'on souhaite faire tourner plusieurs applications simultanément sans ralentissement, il peut être judicieux de disposer de 16 Go de RAM. La machine pourra ainsi traverser le temps, 4 ou 5 ans, sans paraître obsolète. Il faudra cependant investir un minimum de 600 € pour ce type de configuration.

Enfin, concernant la question cruciale de l'autonomie, les modèles récents peuvent travailler pendant plusieurs heures sans avoir à être rechargés. En la matière, les nouveaux modèles avec processeurs à architecture ARM, plus moderne (la même que sur les smartphones et les tablettes), offrent des autonomies supérieures aux bons vieux CPU X86. 90% des logiciels sont aujourd'hui compatibles avec ces processeurs. Il reste cependant 10% d'applications nécessitant d'utiliser un convertisseur en temps réel. Avec une perte de puissance à la clé...

Pour un budget supérieur, aux alentours de 1000 €, il est possible de monter en gamme et de disposer de produits mieux finis : cadre en alu plus léger, écran sans bords, lecteur d'empreinte, webcam de qualité, écran avec une meilleure reproduction des couleurs, son correct... C'est le royaume des Apple MacBook, des Asus Zenbook ou des Lenovo Yoga. Que l'on soit dans l'univers Mac ou PC, les mêmes tâches sont accessibles. Seuls changent l'environnement et les habitudes. Attention : une fois que l'on s'est engagé dans une direction, il est très difficile de revenir en arrière!

La vraie fausse révolution de l'intelligence artificielle

Au printemps 2024, Microsoft, le concepteur du système d'exploitation Windows, a présenté une nouvelle segmentation de PC dopés à l'IA, baptisée Copilot+ PC. Alors que les routines d'intelligence artificielle tournaient jusqu'alors exclusivement dans le cloud (pour le calcul et l'accès aux bases de



3

écran irréprouvable de 14 pouces, de caractéristiques techniques confortables (16 Go de RAM, disque SSD de 512 Go, processeur ARM Qualcomm Snapdragon X1E-78-100)

données), les nouveaux appareils intègrent une puce dédiée à l'IA, le NPU. Pour rappel, le CPU effectue les opérations courantes d'un ordinateur et le GPU est spécialisé dans les calculs graphiques pour assurer l'affichage. Le NPU vient décharger le CPU de certaines tâches complexes. Concrètement, il entre en jeu dans le floutage de l'arrière-plan et le suivi du regard lors d'une session de visiophonie, la suppression des bruits parasites, la retouche automatisée d'une photo ou l'amélioration d'une présentation Power Point. « Outre des avantages en matière de respect de la vie privée (les données ne transitent pas par le cloud) et de célérité, l'IA locale permet de gagner jusqu'à 30% d'autonomie, détaille Mathieu Moreau, chef de produit chez HP. Malheureusement, pour l'heure, peu d'applications tirent parti du potentiel du NPU. Contrairement à celui des smartphones, le monde PC manque cruellement d'usages grand public. Le lancement reste progressif et le véritable décollage de cette technologie devrait intervenir en 2025. » En attendant le déploiement de ces fonctionnalités par les éditeurs de logiciels, il peut être judicieux de s'équiper dès à présent avec du matériel boosté à l'IA. En cette rentrée, on voit apparaître des produits sous la barre des 1000 € chez Asus, Lenovo, Microsoft ou HP.

Les toutes petites bourses commenceront avec le Chromebook Acer 314 (319 €). Le Chromebook est un modèle d'ordinateur low cost exécutant des tâches via le navigateur web Google Chrome, donc uniquement dans le cloud. Jusqu'au 31 décembre, il est possible de bénéficier gratuitement de 12 mois d'abonnement à l'IA



4



5

en ligne de Google (Gemini Advanced). Pour bénéficier d'un ordinateur abordable mais autonome, on se tournera vers l'Acer Swift Go 16 (799 €). Équipé d'un écran haute résolution de 16 pouces et d'un processeur Intel Core Ultra 5 processor 125U, il s'acquiesse sans problème du montage vidéo, de la conception graphique ou des travaux de bureau intensifs. Afin de bénéficier de l'IA locale, on conseillera de s'intéresser à l'élégant HP OmniBook X 14 (1099 €). Certifié Copilot+, il hérite d'un

et d'une autonomie exceptionnelle de 26 heures en lecture vidéo. Nos tests ont révélé un comportement exemplaire et une puissance suffisante pour tous les besoins. C'est un sans-faute à ce prix. Il risque de faire de l'ombre au populaire MacBook Air M3 13 pouces (1299 €)!

Dans la même veine, l'Asus Vivobook S15 (1299 €) réunit un écran 3K de 15,6 pouces, un système audio à 6 haut-parleurs et un processeur AMD Ryzen AI 9 HX 370 capable d'exploiter les fonctions d'IA locales. Ceci dans un boîtier affichant seulement 1,42 kg pour 1,47 cm d'épaisseur. Pour ne rien gâcher, il revendique 18 heures d'autonomie. Enfin, le Lenovo Yoga Slim 7x (1599 €) exploite le NPU Hexagon intégré au processeur Snapdragon X Elite pour générer des images à partir de textes, faciliter le montage vidéo ou aider à la rédaction d'articles. Doté d'un écran 3k de 14,5 pouces, il ne pèse que 1,28 kg pour une épaisseur de 1,29 mm. Le Graal des étudiants et des travailleurs ultra nomades pour cette rentrée! ■

LENOVO, ACER, APPLE, ASUS, HP

Le minidrone qui vous suit pas à pas

Il décolle depuis la paume de la main et réalise des vidéos époustouflantes sans intervention humaine.



Pesant seulement 135 g, ce petit bijou est entièrement piloté par l'intelligence artificielle. DJI

Il suffit de le poser sur la paume de la main et de lancer une commande vocale pour qu'il démarre ses moteurs et s'envole. Il suit alors son propriétaire fidèlement tout en filmant le moindre de ses faits et gestes. Ce dernier n'a qu'à tendre la main, paume vers le haut, pour que l'appareil vienne se poser délicatement et stopper ses hélices. Amusés, les passants alentours n'en croient pas leurs yeux...

Nous avons testé le DJI Neo, la dernière innovation du spécialiste chinois du drone de loisir. Pesant seulement 135 g, ce petit bijou est entièrement piloté par l'intelligence artificielle pour le décollage, l'atterrissage, le vol et la prise de photos et de vidéos 4K stabilisées. Il dispose également d'un espace de stockage de 22 Go, soit 40 minutes de scènes en 4K/30 ips.

Plus agile avec une télécommande

Pour l'utiliser, il convient de presser le bouton de mode afin d'activer la reconnaissance faciale et d'autoriser le décollage. Le drone se charge alors de suivre le sujet et de filmer la scène. Il est possible d'exploiter six modes de prise de vue intelligents : Dronie pour voler vers l'arrière en effectuant une ascension, Cercle pour tourner autour du sujet, Fusée pour s'élancer vers le ciel avec la caméra pointée vers le bas, Spotlight pour tourner sur place tout en gardant l'objet d'intérêt dans le cadre

ou encore Spirale et Boomerang. N'importe quel novice peut réaliser de superbes films sans télécommande ni préparation préalable, d'autant que les hélices sont protégées par un carénage.

Le DJI Neo a été conçu pour être utilisé sans périphérique supplémentaire, mais il peut également être appairé à l'application mobile DJI Fly, une radiocommande, les lunettes DJI Goggles et même commandé vocalement. Toutes les configurations sont possibles à condition de disposer des accessoires adéquats. Lors de nos essais, nous avons été emballés par ce drone attachant. Rangé dans une petite poche, il peut être sorti à tout moment et en tout lieu, même en intérieur, pour immortaliser un événement ou simplement s'amuser à voler. Les vidéos sont superbes et parfaitement stabilisées. Pour plus de latitude, il est conseillé d'exploiter les commandes de l'app mobile (portée 50 m) ou, préférentiellement, celles de la télécommande RC Motion (portée théorique 10 km, en réalité 1 km). Ajoutons qu'il est possible d'enregistrer le son du micro du mobile et de le fusionner à la vidéo en cours de tournage. Seuls bémols, une autonomie limitée à 18 min officiellement, moins de 15 min en pratique, et des vidéos très bruitées en basse lumière. À ce tarif, on ne lui en tiendra pas rigueur. Le DJI Neo est vendu 199 € (349 € avec une télécommande et deux batteries supplémentaires). Même son prix est mini... ■ P.G.

LA COLLINE
THÉÂTRE NATIONAL

VÊTRE

* RACINE CARRÉE
DU VERBE ÊTRE *

Wajdi Mouawad

20 septembre –
22 décembre 2024

www.colline.fr
15, rue Malte-Brun, Paris 20^e
métro Gambetta

Le Monde | Télérama | TRANSFUGE | Inrockuptibles | philosophie | TROISCOULEURS

Ces camarguaises sont faites pour marcher

Margaux Krehl
Envoyée spéciale à Aigues-Vives

D'un côté, la marque parisienne au style fun, Roseanna ; de l'autre, l'institution provençale, La Botte Gardiane. Ensemble, ils ont imaginé la Chips, qui bat déjà le pavé des grandes villes.

Lorsque l'on pénètre dans les ateliers de La Botte Gardiane, c'est d'abord l'odorat qui est sollicité, bousculé par ces effluves de colle aussi caractéristiques qu'indéfinissables. L'ouïe ensuite, assaillie par le bruit des machines à coudre et des tapis roulants des chaînes de montage. La vue, enfin, alors que s'étend une multitude de rangées de souliers en attente d'être assemblés ou mis en boîte. Bienvenue à Aigues-Vives, petite commune gardoise, à vingt minutes à peine de Nîmes, où est installé le dernier fabricant français de bottes camarguaises.

Pour la petite histoire, c'est un marquis provençal, Folco de Baroncelli, qui aurait importé la chaussure de gardian sous le soleil de Camargue, après avoir assisté à la tournée européenne du « Wild West Show » de Buffalo Bill en 1905. Inspiré par le spectacle du cow-boy américain, ce natif d'Aix-en-Provence aurait décidé d'habiller ses gardians, ouvriers agricoles alors simplement chaussés de sabots, d'un costume reconnaissable entre mille : outre les bottes, une veste de velours noir, un pantalon en moleskine, une chemise à grands carreaux, une ceinture, une cravate, un large chapeau de feutre. « Aujourd'hui, la botte camarguaise historique est toujours portée lors des cérémonies de gardians, mais au quotidien, c'est le modèle avec semelle en caoutchouc qui est plébiscité », raconte Antoine Agulhon, le directeur général de l'atelier qui emploie une vingtaine de salariés. Au mitan des années 1990, son père Michel a sauvé La Botte Gardiane, menacée alors de disparition. Depuis, l'affaire est restée familiale.

Lors de notre visite de l'atelier, à nos côtés, Anne-Fleur Broudehous se réjouit. La créatrice parisienne de Roseanna, marque de prêt-à-porter qu'elle a fondée en 2007, est là pour lever le voile sur les dessous de sa toute nouvelle collaboration avec le bottier, commencée par hasard, au creux de l'hiver dernier. « Je travaillais sur une collection autour du voyage, confie-t-elle. L'idée était de s'arrêter dans la foule sur une femme avec une silhouette très Roseanna. Il se trouve que, parmi nos emblématiques, il y a un genre de pantalon large, un peu jupe-culotte, que je cherchais à associer à une paire de bottes. Sauf que ce savoir-faire particulier n'est pas du tout notre cœur de métier. Nous avons donc fait appel à La Botte Gardiane. Puis tout s'est enchaîné très vite. » Si les deux griffes n'ont a priori rien à voir, elles se retrouvent rapidement autour de valeurs communes : le « made in France » (une grande partie du prêt-à-porter Roseanna

étant réalisé dans l'Hexagone), le respect des belles matières, le développement durable, la transmission, la transparence et... une allure qui a du chic et du chien.

Résultat de cette union, la botte Chips de Roseanna, petite sœur de l'iconique modèle Gardian, s'appuie sur un rare héritage bottier. « Avec La Botte Gardiane, on a décidé de partir d'éléments existants, explique Anne-Fleur Broudehous. J'avais vu dans leur boutique parisienne des modèles exposés qui avaient plus de dix ans, j'aime encore plus leurs peaux classiques – cuir noir ou suède beige – lorsqu'elles sont patinées. » Il faut dire que ce cuir noir pleine fleur retanné à la graisse chaude vient de chez Haas, l'une des dernières tanneries d'Alsace (par ailleurs propriété de Chanel). Le nubuck, lui, vient d'Espagne, et plus précisément du spécialiste des cuirs velours Dercosa.

En revanche, le design a été pensé pour coller à la mode fun et urbaine de la marque parisienne. « Je voulais une forme un peu motard, un peu cavalier, avec un bout plus carré, ajoute la créatrice. Ainsi qu'un talon rehaussé car j'avais en tête de surélever les femmes le plus haut possible sans transiger sur le confort, tout simplement. » Ce talon atteint 4,5 centimètres, le maximum envisageable sur ce modèle. Un harnais orné d'éléments métalliques, amovible, vient, lui, se glisser autour du cou-de-pied. « J'ai aussi demandé à intensifier le côté "casé" de la botte, afin de l'assouplir légèrement », précise la quadragénaire.

Un savoir-faire ancestral

Côté fabrication, la Chips est assemblée selon la plus pure tradition de l'atelier : soit une cinquantaine d'étapes, entre la découpe, le semelage (composé de différentes couches de cuir), la couture, le montage ou encore les touches finales –

pose du harnais, vernis du tour de la semelle, etc. La manufacture est par ailleurs l'une des dernières à pérenniser le fameux montage des trois C, « coupé, cousu, collé », ce qui lui a valu entre autres d'être labellisée Entreprise du patrimoine vivant et même, depuis août dernier, de bénéficier du précieux label Indice géographique. « Désormais, nous sommes les seuls à proposer ce savoir-faire ancestral, revendique Antoine Agulhon. Si quelqu'un veut utiliser le terme botte camarguaise, il doit respecter un cahier des charges rigoureux. Il faut entre autres choses qu'elle soit façonnée selon un processus précis, à quarante kilomètres autour des Saintes-Maries-de-la-Mer. »

« L'avantage et l'inconvénient de ces bottes increvables, c'est qu'elles

vont être très rigides au début, et qu'il va falloir les "faire", remarque Anne-Fleur Broudehous. Vendre un tel produit requiert d'éduquer notre clientèle qui, au quotidien porte plus souvent des baskets que des chaussures en cuir épais. » On confirme d'ailleurs qu'une fois passée la phase d'adaptation, les bottes camarguaises se révèlent aussi confortables que des chaussons, à la différence près qu'elles sont taillées dans un cuir d'exception. « En trois semaines, mes bottes avaient pris une tout autre forme et une sorte de patine qui fait d'ailleurs écho à l'histoire de Roseanna. J'ai toujours trouvé qu'une pièce déjà usée était beaucoup plus belle », confie cette maman pressée de deux garçons qui teste les deux versions noir et beige depuis le mois de février sur les pavés parisiens. ■

Bottes Chips de Roseanna x La Botte Gardiane, 650 € sur www.roseanna.fr



Anne-Fleur Broudehous, la créatrice de Roseanna (3), et sa botte Chips dans les ateliers de La Botte Gardiane (1 et 2).



Chandelier par Philippe Parreno

Jamais sans mon sèche-cheveux

Élodie Baërd

Elles ont entre 15 et 85 ans et sont prêtes à casser leur tirelire pour le modèle qui domptera leur chevelure. Et voilà plus d'un siècle que ça dure.

On connaît une seule réfractaire qui n'a jamais laissé entrer un sèche-cheveux dans sa salle de bains, considérant que l'outil est réservé aux professionnels. «Je déteste faire mon brushing moi-même, je ne suis pas coiffeuse, désolée mais c'est un métier, tranche Fabienne, cinquagénnaire qui se rend en salon chaque semaine depuis ses 12 ans. Ce n'est pas que je "préfère" y aller mais c'est la meilleure solution pour éviter de faire une chose que je n'aime pas.» On en connaît d'autres qui y ont renoncé, assumant leur vraie nature

après des années à martyriser des frisures récalcitrantes, à l'instar de Valérie, 42 ans. «À l'adolescence, j'ai passé des heures et des heures sous un casque rattaché à un séchoir, pour avoir une belle mise en pli... qui refrisait à la moindre averse. J'ai toujours vu ma mère, antillaise, se lisser la chevelure et dès que j'ai eu l'âge, elle m'a initiée. Jusqu'à ce que, à 25 ans, comme Janet Jackson de l'époque, j'assume mes cheveux métissés.» Mais on connaît surtout beaucoup, beaucoup de femmes qui entretiennent une relation presque passionnelle avec ce petit appareil électroménager. «Quand je raconte que j'ai les cheveux frisés, on ne me



1. Sèche-cheveux AirLight de L'Oréal Professionnel, 449 €.
2. Modèle Supersonic Nural de Dyson, 499 €.

croit pas, raconte ainsi Vanessa, trente ans de brushings. Systématiquement, on me rétorque, "oh, tu as de la chance, pourquoi tu ne les laisses pas au naturel?" Rien ne m'agace plus. Car je n'ai pas des jolies boucles, souples, j'ai les cheveux mousseux, qui partent dans tous les sens. Si je me vois comme ça dans le miroir, ça me déprime... Alors qu'au contraire, s'ils sont bien disciplinés, mais pas trop (faut surtout pas que ça se voit !), ma confiance remonte en flèche.»

Selon une étude Ipsos, 80 % des foyers seraient équipés de sèche-cheveux, soit autant que de cafetières mais moins que d'écrans plats et plus que de grille-pain. Et les usagères sont nombreuses à l'affût des nouveautés et même à être suréquipées ! «Je possède trois sèche-cheveux : un gros BaByliss, un modèle de voyage et une brosse chauffante pour les finitions wavy, revendique Véronique, Parisienne travaillant dans le luxe qui n'envisage pas de sortir de chez elle sans brushing. Je suis longtemps allée chez le coiffeur mais maintenant j'ai développé une certaine expertise en la matière. Je suis très attentive à tous les produits et les outils qui sortent. D'ailleurs, lorsque je suis allée à VivaTech en mai dernier pour mon travail, je suis tombée en arrêt au détour d'une allée devant le stand qui présentait le sèche-cheveux développé par L'Oréal Professionnel. Mais j'attends un peu pour craquer car son prix (450 €) est quand même élevé.»

Et cette addiction touche toutes les générations. Il n'y a qu'à voir l'affluence le samedi après-midi dans les Sephora des grandes villes disposant d'un «espace cheveux», où les jeunes filles testent les différents modèles de séchoir. Du haut de ses 14 ans, Sasha a déjà la conviction

qu'«avoir des beaux cheveux, bien coiffés, c'est le point le plus important dans le style d'une fille, devant la tenue et le maquillage». Avec sa sœur et ses amies, elles s'offrent mutuellement, et en se cotisant, les derniers équipements car «ils s'améliorent vraiment à chaque fois». En ce moment, sa palme revient au GHD Duet Style. Même sa mère, qui aime le séchage naturel et déteste les brushings de coiffeur «façon Claire Chazal», a attrapé le virus et le lui emprunte après chaque shampooing. «Il laisse mes cheveux beaux et brillants, j'ai du mal à m'en passer maintenant, s'étonne-t-elle. Il n'a plus rien à voir avec ceux que j'utilisais il y a vingt ans.»

Et a fortiori avec le premier prototype présenté en 1886, un bonnet relié à un tuyau projetant de l'air chaud issu d'une cuisinière à gaz - pour la petite histoire, son inventeur, le coiffeur Alexandre-Ferdinand Godefroy vivait dans le Missouri mais était originaire du Havre... Au début du XX^e siècle, les machines à sécher se perfectionnent, toujours sur pieds mais désormais portatives. En 1926, un ingénieur français de Calor, Léon Thouillet, met au point le premier modèle manuel, doté d'une résistance électrique. Il est d'abord destiné au domaine paramédical pour chauffer les douleurs des patients... et est vite détourné par les ménagères pour chauffer les lits de la famille! Ce n'est que

«Selon une étude Ipsos, 80 % des foyers seraient équipés de sèche-cheveux, soit autant que de cafetières mais moins que d'écrans plats et plus que de grille-pain»

dans les années 1950 que l'appareil entre dans les foyers grâce à un scientifique de Moulinex, Jean Mantelet, qui s'inspire du design de la perceuse électrique. Le sèche-cheveux moderne est né, et en réalité, n'évoluera pas beaucoup jusqu'en 2016.

Cette année-là, le monde du frisottis connaît une révolution avec la sortie du Supersonic de Dyson, dont la formule très «game changer» est calquée sur celle de l'aspirateur sans sac au début des années 1990: un discours technique et disruptif, un design singulier et un prix élevé qui distingue de la masse celui qui l'acquiert. «Pour chaque développement de produit, nos ingénieurs commencent toujours par l'examen des problèmes, indique-t-on chez la marque anglaise. En l'occurrence, ils ont identifié des sujets qui n'avaient pas été résolus depuis des décennies concernant l'efficacité, la puissance, la maniabilité, une chaleur excessive rendant les cheveux ternes et cassants, un niveau sonore trop fort, etc.» C'est un carton, les fans sont prêts à dépenser les 399 € au motif que, comme son nom l'indique, le Supersonic sèche vite, donne une belle texture... «Et il fait du bien à mes cheveux!», estime Agathe, Lyonnaise de 45 ans, obsédée depuis la puberté par son lissage. Vaut-elle remplacer son modèle première génération par la nouvelle version plus perfectionnée (et plus onéreuse, 499 €), dotée de capteurs pour éviter que le cuir chevelu ne chauffe trop et préserver la brillance naturelle?

Évidemment, ces inventions ont aiguillonné tout le marché, d'autant plus que la pratique domestique de la coiffure s'est accentuée. Difficile de savoir si l'intérêt des clients a poussé les marques à innover ou si c'est l'inverse. Mais tous les spécialistes (GHD et Babyliss en tête) ont renforcé leur service de recherche et développement. Même L'Oréal Professionnel, spécialiste des soins et de la coloration, fort du succès de son lisseur Steampod (2012), sort en cette rentrée son premier sèche-cheveux. Son AirLight Pro combine chaleur et infrarouge, et promet de «sécher à la vitesse de la lumière, sans abîmer». «L'association des deux technologies permet de booster la rapidité et la qualité du coiffage, comme le linge étendu au soleil qui est plus moelleux. Plus les cheveux sont vite séchés plus ils restent brillants», résume Nabil Harlow, un des professionnels qui a participé au développement pendant quatre ans de cet appareil couronné du Prix Innovation CES de Las Vegas en janvier dernier. Nous faisons partie, avouons-le, de cette catégorie de femmes ne pouvant vivre sans séchoir, pour toutes les raisons évoquées plus haut, et avons eu la chance de le tester. Foi d'utilisatrice exigeante, il sèche très vite (ce qui n'est pas rien, car c'est tout de même énervant d'y passer trop de temps) mais surtout il n'assèche ni ne ternit la crinière. Ce qui n'est pas donné à tous les appareils, même dernier cri. ■



LOUIS VUITTON

Fleetwood Mac, le phénix du rock

Olivier Nuc

Un film inédit retrace avec brio la carrière mouvementée de la formation née à Londres et devenue un emblème de Los Angeles.

Pour son premier documentaire, notre consœur Sophie Rosemont, auteur d'un livre de référence sur les femmes dans le rock, s'est emparée d'un sujet complexe : raconter l'histoire de Fleetwood Mac, un des groupes à la vie la plus mouvementée de la pop. Fondée par Peter Green, ancien guitariste de John Mayall, la formation blues londonienne s'est métamorphosée en moins de dix ans en machine pop californienne au succès planétaire. Un groupe dont les seuls membres permanents auront été le batteur Mick Fleetwood et le bassiste John McVie, qui lui ont d'ailleurs donné son nom. On apprécie les images peu vues de Peter Green, chanteur et guitariste extraordinaire, créateur de plusieurs titres emblématiques comme *Albatross* ou *Oh Well*. Dommage que *Black Magic Woman*, popularisée par Santana, ne soit pas au programme. Mais Peter Green, après un trip au LSD de trop, abandonnera pour embrasser une carrière de mystique dont il ne sortira jamais tout à fait. Le témoignage d'Alex Kapranos, chanteur de Franz Ferdinand, est très éclairant sur cette dimension du groupe.

Amputé de ce leader, Fleetwood Mac est obligé de se réinventer. Christine McVie, née Perfect, du groupe Chicken Shack, est une recrue de choix. Mais le recrutement d'un guitariste est plus difficile : le bal des remplaçants donne le tournis. Après les départs successifs de Jeremy Spencer et Danny Kirwan, l'Américain Bob Welch arrive. Ancien étudiant à la Sorbonne, il contribue à installer le groupe à Los Angeles. Il jettera l'éponge après trois ans.

Drames conjugaux

En 1974, Los Angeles est la capitale de l'entertainment, et, donc, de la pop et du rock. En visite aux légendaires studios Sound City, Mick Fleetwood entend les enregistrements d'un jeune couple local, Lindsey Buckingham et Stevie Nicks. Emballé, il propose à Buckingham d'intégrer Fleetwood Mac. Ce dernier exige que sa fiancée soit recrutée elle aussi. C'est sous la forme de ce quintet constitué de trois Britanniques et de deux Américains, trois hommes et deux femmes, deux couples et trois auteurs-compositeurs-interprètes que Fleetwood Mac va triompher. Leur premier album dans cette configuration, porté par le single *Rhiannon*, devient un



De gauche à droite : Mick Fleetwood, Stevie Nicks, Lindsey Buckingham, Christine McVie et John McVie forment un quintet à succès dans la deuxième moitié des années 1970. GETTY IMAGES & GAB ARCHIVE

succès. Mais le suivant, *Rumours*, en 1977, devient un des disques les plus vendus de la décennie, avec 40 millions d'exemplaires. La très talentueuse et charismatique Stevie Nicks devient une star emblématique, et son compagnon le démiurge pop qu'il a toujours rêvé d'être. Mais derrière la surface, le groupe multiplie les drames conjugaux : les McVie se séparent, et Stevie Nicks, en pleine séparation, se console dans les grands bras de Mick Fleetwood.

L'Américaine de Paris Valli raconte cet épisode avec gourmandise, attestant d'une admiration sans borne pour Stevie Nicks. *Dreams*, composée par ses soins, devient un tube. En 2020, il redeveniendra à la mode grâce à la plateforme TikTok.

Dommage que le film fasse trop peu de place à *Tusk*, grand disque malade, et chef-d'œuvre d'un groupe qui continuera à empiler les tubes jusqu'à la fin des années 1980. *Little Lies* fera ainsi le bonheur des radios mondiales en 1987. La chanson est bonne, mais la production flirte avec un soft rock inoffensif. Surtout, le cœur n'y est plus. L'argent, la drogue et les ressentiments personnels ont pris le pouvoir au sein de

Fleetwood Mac, qui voit les uns et les autres partir et revenir comme dans une mauvaise pièce de boulevard. Le documentaire réussit à retracer avec précision ces attermoissements, tout en rendant hommage à l'influence durable du Mac, repris aussi bien par Beyoncé que Harry Styles, et cité par l'artiste Weyes Blood, qui offre un vibrant témoignage. Mais le film est surtout une ode à Stevie Nicks, dont la carrière solo mériterait un documentaire. ■

« Les Mille et Une Vies musicales de Fleetwood Mac »
À 22h30, sur Arte
Notre avis : ●●●○

« Merci Patrice ! » : une soirée d'adieux émouvante

Émilie Paul

Dans une émission réunissant ses amis, France 3 rend un bel hommage à l'animateur des « Chiffres et des lettres » décédé début août à 84 ans.

En mai dernier, France Télévisions a annoncé mettre un terme à « Des chiffres et des lettres » après cinquante ans d'existence. Sans perdre un instant, Patrice Laffont, qui a animé le jeu entre 1972 et 1986, et dont il était producteur depuis 2000, s'est attelé à la dernière. Sauf que, le 7 août, l'animateur de 84 ans est décédé à son domicile, à Oppède (Vaucluse), d'une crise cardiaque. C'est donc en souvenir du célèbre animateur que France 3 programme ce soir « Merci Patrice ! ». « On va mettre un point final à l'émission et en même temps rendre un hommage à Patrice », annonce Laurent Romejko. Pendant deux heures, celui-ci prendra place sur le plateau des « Chiffres et des lettres », où il accueillera plusieurs amis de Patrice Laffont.

« On dit que ce métier est un monde compliqué et difficile mais Patrice avait beaucoup d'amis, confie le présentateur. Pour la télé, il y aura des gens qui ont bossé avec lui sur "Des chiffres et des lettres" comme Bertrand Renard; Sophie Davant et Cendrine Dominguez seront là pour "Fort Boyard"; côté "Pyramide", il y aura Marie-Ange Nardi et Laurent Broomhead; pour le théâtre, il y aura Thierry Beccaro. Les différentes amitiés qu'il a pu lier au fil du temps seront représentées par Philippe Lavil, Michel Fugain, Allain Bougrain-Dubourg, Jean-Jacques Bourdin, avec qui il partageait une passion pour la pétanque », liste Laurent Romejko.

Pour la dernière des « Chiffres et des lettres », des champions ont accepté de rejouer le temps d'une partie un peu par-

ticulière. « Notre fil conducteur va être le jeu avec des tirages de lettres, des mots qui seront très souvent des adjectifs qui correspondront à la personnalité de Patrice. Ça nous permettra de balayer sa carrière mais pas seulement, car il y avait l'homme de télé mais il y avait surtout l'ami », souligne l'animateur de 60 ans.

« Charge émotionnelle lourde »

La soirée sera donc ponctuée d'images d'archives. « Patrice va nous accompagner toute la soirée. Ça va être une émission du cœur. Il va y avoir une charge émotionnelle lourde. Moi-même, sur certaines séquences, il va falloir que je tiene », craint Laurent Romejko.

Patrice Laffont avait également animé « Les Mariés de l'A2 » (1987-1990),

« Dessinez, c'est gagné ! » (1989) et « Pyramide » de 1991 à 2001. Mais les émissions dont il était le plus fier étaient « Un sur cinq » (1975-1978) et « Mi-fugue, mi-raison » (1978-1980). « Un programme qui parlait des ados, qui s'adressait à eux et à leurs parents et qui était diffusé en prime time sur Antenne 2. Il faut se replacer dans l'époque, c'était vraiment novateur. En télé, Patrice avait défriché des zones, rappelle Laurent Romejko. Et ça, je veux le mettre en avant vendredi soir. »

Vers 2005, Patrice Laffont s'était fait beaucoup plus rare à la télévision et s'était consacré à ses activités de producteur et à la comédie, sa première passion – il avait débuté comme acteur au cinéma. Amateur de théâtre, il a ainsi joué

dans plusieurs pièces dont *Bas les masques*, en 2023.

Le 23 août, nombre de personnalités ont assisté aux obsèques de Patrice Laffont organisées au cimetière du Père-Lachaise, à Paris. Olivier Minne, Cyril Féraud, Gérard Holtz, Guy Carlier, Tex, Alexia Laroche-Joubert ou encore Jean-Marie Bigard ont rejoint le cortège, mené par la veuve de l'animateur et ses trois enfants, Fabrice, Axelle et Mathilde. Ces derniers, deuil oblige, ont refusé, malgré l'invitation, de prendre part à l'émission hommage. ■

« Merci Patrice ! »
À 21h05, sur France 3
Notre avis : ●●●○

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6709

HORIZONTALEMENT

1. Va fournir du blé de culture. – 2. Jours de fête pour les sunnites, de deuil pour les chiites. – 3. Anciens sujets à lire. – 4. Bouée en maths. C'est pour la vie. – 5. Parti dans tous les sens. Encore en souffrance. – 6. La capitale de l'Armagnac et, à l'entendre, aussi celle des magiciens. Énergie électronique. – 7. Ancêtre du chalut. – 8. Surface réduite. N'ont pu raison garder. – 9. Avec haches, même sans H. Collet monté. – 10. Effectue quelques tractions. Déboulonné par le wokisme. – 11. Elle transforme en squelette ambulant. – 12. Rien que des gens à la page.

VERTICALEMENT

1. Il a enterré sa vie de garçon (trois mots). – 2. Se nourrit sur l'homme. – 3. Instrument qui exige des précautions aratoires. Se joue avec le trac. – 4. Souffle divin. Zèbre bipède. Ce point doit être éclairci au quotidien. – 5. A porté préjudice. Pied de table. Avait vachement de valeur aux yeux de l'Argus. – 6. Personnification des Ténébres. Se montrer à la hauteur. – 7. Sans queue mais avec de belles cuisses. Service à louer. – 8. Apaissent un certain besoin.

	1	2	3	4	5	6	7	8
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								

SOLUTION DU PROBLÈME N° 6708

HORIZONTALEMENT

1. Affluent. – 2. Râla. Pei. – 3. Icebergs. – 4. Timor. Os. – 5. HLM. Sécu. – 6. Miam. Pis. – 7. Otrante. – 8. Madriers. – 9. Atèle. Io. – 10. Ni. Ilion. – 11. Ion. Long. – 12. Engrassé.

VERTICALEMENT

1. Arithmomanie. – 2. Facilitation. – 3. Flemmarde. Nc. – 4. Labo. Marli. – 5. Ers. Niella. – 6. EPR. Epte. Ios. – 7. Négociériers. – 8. Tissus. Songe.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION



MOTS MÉLANGÉS

RCI JEUX

Barrez dans la grille tous les mots proposés. Cherchez-les horizontalement, verticalement ou diagonalement. Il ne vous restera alors que les lettres formant le mot mystérieux.

ADÉQUAT	CÈNE	ESSAI	MULET	SELLE
AMPLI	CHORÈGE	FLAGADA	NOTE	SÉPARABLE
ANGUILLE	CORNIAUD	GAZON	OLÉINE	TÉLESCOPE
ANNÉE	ÉGARER	GENTLEMAN	PANAMA	TEXTE
ÂNON	ÉOLIENNE	JETÉE	PEINTRE	VAILLANCE
ASSOULPIR	ERSATZ	MAUVIETTE	PLONGÉE	

E	N	E	C	T	R	A	A	E	E	T	E	J	R	N
P	A	C	O	E	T	N	O	T	E	L	O	I	A	O
O	D	N	R	L	G	N	T	X	B	I	L	M	E	E
C	A	A	N	U	I	E	T	A	P	P	E	E	R	E
S	G	L	I	M	I	E	R	A	U	L	I	T	S	G
E	A	L	A	V	L	A	N	O	T	Q	N	S	A	N
L	L	I	U	E	P	A	S	N	H	I	E	Z	T	O
E	F	A	D	E	M	S	E	S	E	C	O	D	Z	L
T	M	V	S	A	A	G	R	P	E	N	O	N	A	P

5	1	6	2	8	9	3	4	7
3	7	2	4	1	6	5	9	8
9	8	4	5	3	7	2	6	1
4	6	9	1	7	3	8	5	2
7	3	5	8	4	2	6	1	9
1	2	8	6	9	5	7	3	4
6	5	7	9	2	1	4	8	3
2	4	1	3	6	8	9	7	5
8	9	3	7	5	4	1	2	6

4	7	1	8	5	3	2	9	6
6	9	3	1	4	2	7	8	5
5	2	8	6	7	9	1	4	3
7	6	9	3	1	5	4	2	8
2	3	5	4	8	7	9	6	1
1	8	4	2	9	6	3	5	7
9	5	6	7	3	4	8	1	2
3	1	2	9	6	8	5	7	4
8	4	7	5	2	1	6	3	9

SOLUTION DU MOTS À MOT

Les mots sont :
GLOTTE - GÉNOME - CROTTE.



Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag



ÉPHÉMÉRIDE St-Aimé
Soleil : Lever 07h25 - Coucher 20h06 - Lune croissante

TF1
21.10
Le grand concours
Jeu

Prés. : Arthur. 2h40. Spécial vendredi 13. Inédit. Face à Arthur, une dream team de rêve doit faire preuve de rapidité et d'un peu de chance, afin de remporter ce célèbre trophée. Qui saura défier la malchance et prouver que vendredi 13 peut aussi être synonyme de succès ?

23.50 Le grand concours. Jeu.

CANAL+
21.11
Wonka
Film. Comédie musicale

EU./GB./Can. 2023. Réal. : Paul King. 1h54. Avec Timothée Chalamet. Simple vendeur dans une chocolaterie, un jeune homme décide de se donner les moyens de réaliser son rêve d'ouvrir sa propre boutique.

23.05 Les Trois Mousquetaires : D'Artagnan. Film. Aventures.

C8

19.47 Touche pas à mon poste.

21.19 Les duos impossibles de Jérémy Ferrari
Spectacle. Prés. : Jérémy Ferrari, Arnaud Tsamere et Baptiste Lecaplain. 2h23. Première diffusion. Ce gala d'humour place sa septième édition sous le thème de l'ambition.

23.42 Les duos impossibles de Jérémy Ferrari. Spectacle. 6^e édition.

france.5

20.05 C à vous la suite. Talk-show.

21.05 Garçon !
Film. Comédie dramatique. Fra. 1983. Réal. : Claude Sautet. 1h35. Avec Yves Montand. Les débiles sentimentaux d'un chef de rang dans une grande brasserie parisienne qui, à l'aube de la soixantaine, s'aperçoit que sa vie amoureuse est un échec.

22.40 Montand est à nous. Doc.

france.2

21.05
Simon Coleman
Série. Policière

Fra. 2024. Saison 2. Avec Jean-Michel Tinivelli, Flavie Péan, Ted Etienne. 2 épisodes. Inédit. Un directeur des ressources humaines meurt au beau milieu d'une partie de paintball. Qui en voulait à ce DRH loué pour son humanisme et sa bienveillance ?

22.50 Pascal Obispo : 30 ans de succès. Concert.

arte
20.55
À chacun son secret
Téléfilm. Policier

All. 2022. Réal. : Francis Meletzky. 1h35. Avec Franziska Hartmann, Florian Stetter. À peine arrivée à la PJ de Hambourg, une commissaire de police est chargée d'enquêter sur la disparition d'un couple de médecins.

22.30 Les mille et une vies musicales de Fleetwood Mac. Documentaire.

W9

19.50 Les cinquante. Jeu. Inédit.

21.10 Enquête d'action
Magazine. Prés. : Marie-Ange Casalta. 1h50. Vols dans les supermarchés : policiers et commerçants contre-attaquent. Inédit. Les commerces ont subi une augmentation des vols de 14 % en 2022. Les commerçants ne comptent pas se laisser faire.

23.00 Enquête d'action. Magazine.

RMC
DÉCOUVERTE

20.38 Direct Quinté. Inédit.

21.10 La malédiction de Toutankhamon : l'énigme des morts suspectes
Documentaire. Fra. 2024. 1h05. Inédit. En 1922, l'archéologue britannique Howard Carter découvre intact le tombeau du pharaon Toutankhamon.

22.15 Les trésors perdus d'Égypte. La mort de Toutankhamon. Inédit.

france.3

21.05
Merci Patrice ! — hommage à Patrice Laffont

Divertissement
Prés. : Laurent Romejko. 2h05. Inédit. Patrice Laffont, animateur emblématique du service public et figure incontournable du paysage audiovisuel français, aura marqué plusieurs générations de téléspectateurs.

23.10 Les grandes dames du petit écran. Documentaire.

6
21.10
Les traîtres
Jeu

Prés. : Éric Antoine. 2h15. Inédit. 2 volets. Qui seront les candidats éliminés dans ce nouvel épisode des Traîtres ? Julie Ferrier et Jean-Christophe Bouvet ont déjà quitté le jeu il y a quelques semaines.

23.25 Les traîtres : révélations sur la suite... Jeu. Inédit.

TMC

19.15 Quotidien. Inédit.

21.25 Beettejuice
Film. Comédie. EU. 1988. Réal. : Tim Burton. 1h45. Avec Michael Keaton, Alec Baldwin. Un couple, mort dans un accident de voiture, revient hanter son ancienne demeure et, du même coup, ses nouveaux propriétaires. Mais quels sont ses secrets ?

23.10 90' Enquêtes. Magazine.

HISTOIRE TV

20.20 Mystères d'archives. Doc.

20.50 L'ombre d'un doute
Magazine. Prés. : Franck Ferrand. 2h55. 2 volets. Si peu de choses sont connues sur les œuvres de Léonard de Vinci. Sa vie personnelle est beaucoup plus documentée. Mais quels sont ses secrets ?

23.45 Le guerrier était une femme : Une archéologie des sexes. Doc.

À LA DEMANDE

prime

Saints and Sinners

Un village pittoresque sur la lande irlandaise. Parmi les habitants, un homme cache bien son jeu : Finbar Murphy (Liam Neeson), qui exerce le métier de tueur à gages. Finbar est las et aimerait se ranger. C'est alors que des poseurs de bombes de l'IRA investissent le village pour se cacher. Leur présence menace la quiétude des lieux, et celle des gens auxquels Finbar tient le plus. Récemment, Liam Neeson avait multiplié les films d'action au rabais. Avec « Saints and Sinners », il retrouve enfin un rôle à sa mesure. Le scénario solide, les personnages bien écrits et les superbes paysages irlandais doivent beaucoup au savoir faire du réalisateur Robert Lorenz, producteur et évident disciple de Clint Eastwood.

LE FIGARO TV
Île-de-France

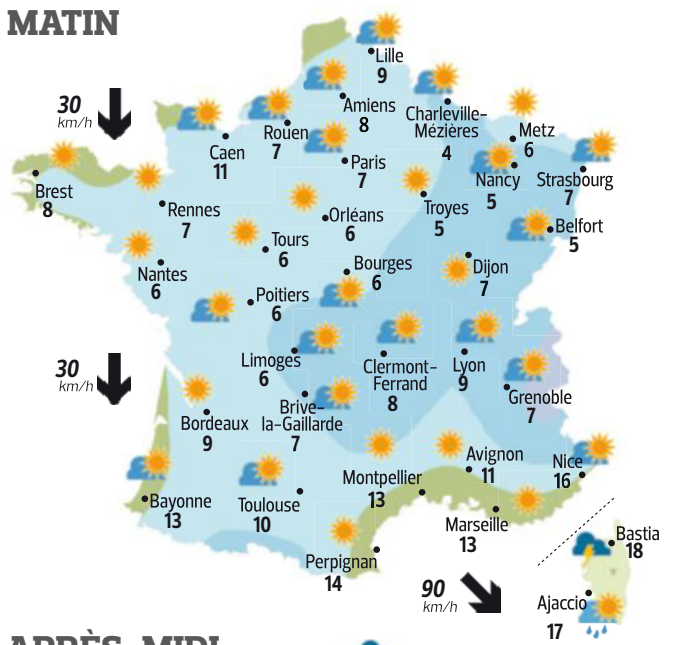
12.00 Points de vue.
18.30 Le Buzz TV. Dominique Rizet et Christophe Delay, présentateurs de « Faites entrer l'accusé », sur RMC Découverte. Interviewés par Damien Canivez et Sarah Lecœuvre
19.00 Bienvenue en Île-de-France. Présenté par Damien Canivez.

21.00

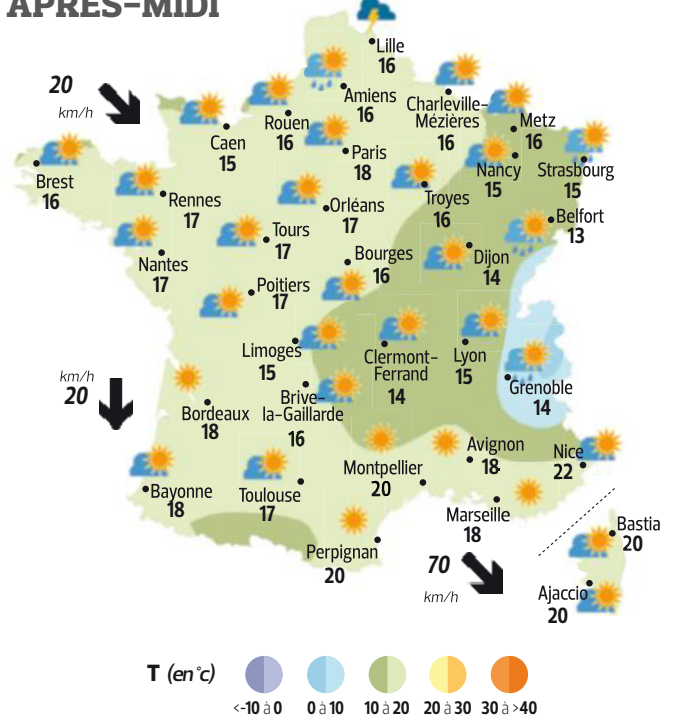
Olivia Ruiz aux Bouffes du Nord
Spectacle.
22.30 Le Sacre du printemps.
23.00 Libre à vous. Guyonne de Montjou reçoit l'écrivain franco-vénézuélien Miguel Bonnefoy.

Pour regarder le Figaro TV ?
Canal 34 de la TNT en Île-de-France ou sur les box
SFR 468 | Orange 345
Free 203 | Bouygues 247

MATIN



APRÈS-MIDI



LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	21/26	AMSTERDAM	9/17	ATHÈNES	22/30
BARCELONE	16/22	BELGRADE	13/19	BERLIN	10/15
BERNE	5/11	BRUXELLES	6/16	BUDAPEST	11/16
COPENHAGUE	10/16	DUBLIN	5/15	LISBONNE	19/30
LONDRES	5/16	MADRID	13/23	PRAGUE	10/10
RABAT	17/25	ROME	18/20	TUNIS	22/27

SAMEDI
6/16
7/17
7/19
13/21

DIMANCHE
6/18
7/19
6/18
12/22

LUNDI
9/19
9/20
8/20
8/22
13/23

la chaîne météo
lachainemeteo.com
Par téléphone : **3201**
LIVE 24/24
CANAL+
GRATUITE
Sur L'APPLI

MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°3934

DOUBLEE DEUX FOIS	ANIMAL QUI BRAME	CELA EST MIEUX	LINGUISTE ET ROMANCIER ITALIEN	IMMOBILI- SÉE EN MER	ULTIME ÉPREUVE	LE ZINC	PETIT AIR	ELLE CUIT DANS UN MOULE	ATTACHÉ ET UNI	BONNE POUR LA CASSE	MEMBRE D'UN PARTI LIBERTAIRE	BÊTE DU HARPAIL
BAILLONNA	FAIT EXPRES	PRÉNOM DE FILLE	NOTER	COULEUR	NOBLE ANGLAIS	PRODUITE	COUCHE SUR LE DOS	PROPRE À L'ANESSE	BOUT D'ACTE			ENTRE- LACER
			DIA- BOLIQUE					SOLI- DARITÉ				
QUI IRRITE LA GORGE			COMME UNE TRUIE				LE DADA DES PARIEURS			BEL ET BIEN SUP- POSEES	COURS D'EAU EN SUISSE	
ERIGÉE			AXES OPPOSES				FEU VERT				VOUTES	
				ACCOM- MODANTE						ACCORD FONDA- MENTAL		
PRÉFIXE ITERATIF		OBSERVE DU COIN DE L'ŒIL		ADMINIS- TRÉE	PAYS BRETON			MUSCLE QUI TIRE				DEVANT CE QUI TAP- PARTIENT
MÉTHODE DE FITNESS		POIRÉE			PLATS EN PROVENCE			TROUBLE AFFECTIF				COUVER- TURE À LA FRANÇAISE
			FAIRE LE POIREAU...				TERME DE BELOTE		BOAS DE LEAU			
			TWEET				FAMILLE ÉCOSSAISE		DÉESSE EN ÉGYPTÉ			
SOCIÉTÉ ABRÉGÉE			C'EST LE PAPA		APPELA BRUYAM- MENT SA BICHE	BOUILLIS			CITÉ VERS DUON		DES PROCHES DE LA DORÉE	
EXCÈS			POUSSE À L'EFFORT			VELO TOUT- TERRAIN			ARBRES À SCULPTER			
					L'HOMME AU BOLÉRO			INACTIVE				
					1100 À ROME			CENTI- GRAMME				
GROSSE PILE												
DECON- TRACTION							DONNE DU PIQUANT					
					SÉLECTION DES ACTEURS D'UN FILM				ON PEUT Y SUSPEN- DRE LES ARAIGNÉES			

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT
C R U U A V I E I O R C E
R A T I E R E S C R A S S E S D E B O U C H E R
S E N T I M E N T A L A P P R E N T I S S A G E
L A N C A I R A I T C R I E E F U S E R A I
B I E L L E S O E U R S C E N A R I S E R N
P L A T E T T I A N N U R S E S N E F N I E T
A T S T L S E R I E S E T E F A I R E
I N T E N T E R O S A T S A L I Z
C E I A A P I C L E P U Y N E O
P A R E B R I S E S U E U R E T E R E

Les 15 tables de la rentrée parisienne testées par

Alice Bosio et Emmanuel Rubin

Bistrots, bouillons, cafés, restaurants gastronomiques ou exotiques : tour de piste des adresses fraîchement ouvertes dont bruisse

Elles viennent tout juste d'ouvrir leurs portes, l'ont fait en douceur cet été, ou un peu avant : quel que soit leur genre, nous avons passé sur le gril les 15 tables de cette rentrée dans la capitale.

8,5/10 Aldehyde

MENUS : 35 €, 45 € (dég.), 95 € et 120 €. 5, rue du Pont-Louis-Philippe (4^e). Tél. : 09 73 89 43 24. Tlj sf dim. et lun.

Par où la révélation, le chef sorti du lot et l'assiette singulière qui, même dégustée les yeux bandés, annonce le premier chef de file de la nouvelle saison ? Direct à la frontière du Marais et du quai de Seine, dans ce duo de salle - cuisine où s'active Youssef Marzouk, très inspiré disciple du sextuple étoilé Arnaud Donckele (Cheval Blanc, Paris et Saint Tropez). Déjeuner, dîner, ce minot s'emploie à compenser un décor à la va-vite en accélérant les saveurs de menus aussi « ensauceurs » qu'insatiables à croiser le métier d'ici et les souvenirs de Tunisie. À l'écho de chacune des compositions, un poireau vinaigrette comme rarement, plat de simplicité soudain soutenu en double jeu de texture et de cuisson (al dente et purée onctueuse) comme en double fond de vinaigrette curry et huile de coriandre. Recette étalon d'une table au joli galop.

LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER. La raviole de canard et poireau, bouillon terre-mer, ail et coriandre. **LE MOMENT PROPICE.** Le temps de s'y attarder, vendredi ou samedi au dîner.

8/10 Petrus

MENU : 29 € (dég.). **CARTE :** 40-80 €. 12, place du Maréchal-Juin (17^e). Tél. : 01 43 80 15 95. Tlj.

Sylvain Sendra, l'ancien prodige d'Itinéraires, qui fait briller son étoile chez Fleur de Pavé (2^e) avec une partition portée sur le végétal et les influences voyageuses, a repris cette brasserie de l'Ouest parisien, belle endormie qui ne demandait qu'à se réveiller. Le décor rétro chic (auvent noir, nappes blanches, banquettes velours, rideaux, appliques vintage et caves réfrigérées intégrées dans les murs lie de vin), avec ses nombreux coins et recoins propices à la discrétion, fleurit bon le neuf, tandis que la carte soigne les classiques bourgeois (artichaut Lucullus rafraîchi par une salade assaisonnée au soja, côte de bœuf, millefeuille crissant découpé en salle), servis sans chichis. Mais c'est lorsqu'elle s'autorise des pas de côté vers le Paris d'aujourd'hui, cosmopolite et végétal, qu'on la préfère, à l'image de ces ravioles maison garnies de purées de légumes et émulsion de parmesan, ou de ce carpaccio de maigre, sauce curry vert, gelée thaï, herbes fraîches et légumes de M. Yamashita, petit tableau plein de couleurs, de fraîcheur, de textures et de saveurs explosives. D'ici la fin du mois, le chef inaugurera dans une salle façon comptoir une seconde offre gastronomique distincte, avec un menu dégustation.

LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER. Le carpaccio de maigre sus-cité. **LE MOMENT PROPICE.** Un déjeuner d'affaires.

7,5/10 Erso

MENUS : 23 € et 29 € (dég.). **CARTE :** 50-60 €. 18, rue Saint-Ambroise (11^e). Tél. : 01 81 69 96 55. Tlj sf dim. et lun.

Cap sur le 11^e des bistrots pour la première adresse du chef Yann Placet et de sa compagne Marine Bert, en salle, jeunes trentenaires passés par de belles maisons (Lazare, Lutetia, Pic, Savoy) avant de se rencontrer chez Pantru-



che. Une bonne école qui transparait dans les assiettes à la fois créatives et gourmandes, toujours twistées par des sauces et condiments qui ne laissent pas indifférent. La thonine maturée, soyeuse, est fouettée par des billes de melon façon pickles. Le délicieux pitiviers végétarien, garni de légumes d'été (aubergines, courgettes, oignons caramélisés), par un condiment olive et tagète. Quant à la lotte rôtie, elle baigne dans un puissant fumet à l'ail noir. Si les desserts sont un peu en-dessous, la salle d'Erso - vague en provençal -, d'une quarantaine de couverts (plus terrasse), se révèle charmante, lumineuse et dans l'air du temps (banquettes turquoise, tables en bois, cuisine ouverte).

LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER. La tartelette garnie de tartare de veau sur un lit de ricotta poivrée, escortée d'un sabayon au paprika fumé. **LE MOMENT PROPICE.** Au déjeuner en semaine, pour profiter de la formule à prix doux.

7,5/10 Cendrillon

MENU : 49 €. **CARTE :** 40-50 €. 50, rue Piat (20^e). Tél. : 06 84 05 89 54. Tls sf mar. Dim. et lun. dès 14 h.

Sommes-nous à Londres, Berlin, New York ? Non, Belleville ! Inauguré en mai, ce repaire un peu punk, dont l'enseigne lumineuse représente un cigare dans un escarpin, et auquel on accède en descendant quelques marches, embarque le client dans un univers à part. Étagères bardées de bibelots - dont un aquarium -, murs bruts, chaises en velours rouge, musique rock, lumière tamisée, chien de la maison qui se balade, service décontracté... L'assiette, imaginée par un trio cosmopolite (ex-Au Passage), est au diapason, mêlant les influences, osant les associations loufoques, les dressages foutraques, les saveurs inédites, pour une cuisine résolument contemporaine, à partager dans des plats forcément chinés : thon maturé en lamelles, moza, tomates et brochette de secreto; tatakis d'espardon, sauce XO et shiso; aubergine fumée et frite garnie de beurre d'escargots; lotte grillée, petits pois et jus au crabe; glace aux chips de maïs et aux épices tajine...

LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER. La carte change chaque semaine mais, s'il repasse par là, le croustillant de pomme de terre fermentée en forme de grand cracker garni de tartare de thon et ses trois sauces.



LE MOMENT PROPICE. Un soir de fin de semaine, pour profiter sereinement de la carte des vins nature élaborée par Lucy Rosedale (ex-We are ONA).

7,5/10 Sétopa

MENUS : 25 € et 30 € (dég.). **CARTE :** 45-65 €. 6, rue Dupuytren (6^e). Tél. : 09 77 91 95 01. Tlj sf dim.

Quelques saisons déjà que la cuisine coréenne s'installe comme l'exotisme à la pointe des papilles qui se prétendent comme telles. Lesquelles devraient trouver de quoi étoffer leur engouement en se laissant aimer par cette franchement bien nommée nouveauté. Une petite rue de traverse à Saint-Germain, une allure qui bistrotte ses banquettes dans les chics de bois plaqués et surtout une carte appliquée

qui nous sort des déjà trop mastiqués raviolis du coin de la rue et autres riz bibimbap. Trois chefs de l'avant-scène séoulite s'y retrouvent à composer du nettement plus affûté. Un mélange d'héritage et d'audace que l'on suivra dans les tours et détours du poulet, étonnant, détonnant à se découvrir en pâté de foie épicé, en chou farci vapeur, en bouillon iodé ou soudain frit en terre-mer de piments et anchois. **LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER.** L'hémuldoubutang (bouillon de poulet, tofu, légumes, crevettes, huître, piment). **LE MOMENT PROPICE.** À explorer plutôt un samedi au déjeuner.

7/10 Phébé-Chez la Vieille

MENUS : 29 € et 33 € (dég.).



CARTE : 50-65 €. 190, rue de Courcelles (17^e). Tél. : 01 46 22 33 23. Tlj sf dim. et lun.

Voilà sûrement la plus charmante histoire de cette rentrée. Le drôle de retour à l'autre bout de la rive droite d'une enseigne longtemps comme ces Halles qui en firent la légende. Retour de Chez la Vieille qui, dans les années

« Le Figaro Scope »

le Tout-Paris.



1960-1970-1980, rue de l'Arbre-Sec, vit une certaine Adrienne régaler, en solide mère parisienne, le Tout-Paris de ses (entre autres) tomates farcies. Avec elle, en pleine « nouvelle cuisine », le matrimoine culinaire trouvait sa revanche. Automne 2024, à deux pas de Péreire, en lieu et place du Phébé, Pauline Nicolas, même Paname et fraîche ancienne de la Maison Rostang, réveille La Vieille. Même salle en petit bonheur de poche, même naguère d'allure où d'authentiques faiences 1900 se retrouvent si belles en leurs miroirs avant que soudain, dans une complicité de bonne gueule, le ménage se gagne une jouvence avec, tour à tour et jolis atours, un émincé charnu de maigre vinaigrette d'agrumes, une neuve fricassée d'encornets-chorizo-jus de ratatouille et le désormais joli souvenir de vacances à Paris d'un clafoutis cerises noires et verveine. **LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER.** La joue de bœuf braisée au vin de Syrah, carottes fondantes. **LE MOMENT PROPICE.** Mardi ou jeudi déjeuner, en bon bistrot d'affaires.

7/10 Fana

MENUS : 29 € (déjeuner), 41 € et 46 €. **CARTE :** 45-60 €. 14, rue Ferdinand-Flocon (18e). Tél. : 09 86 37 80 77. Tlj sf dim. et lun.

C'est d'abord sa vaste terrasse sur rue piétonne, d'où l'on aperçoit le



Petrus (17e).



Fana (18e).



Phébé-Chez La Vieille (17e).

Sacré-Cœur, qui donne envie de s'attabler. L'intérieur de bistrot contemporain soigné, tout en brique, pierre, banquettes, chaises vintage et tables en bois clair, est à l'avenant. Tout comme l'assiette signée Gabriel Gras (ex-Cantine du Troquet), côté salé, et Jorice Sardain (ex-Meurice), au sucré. Le duo, qui s'est rencontré au Bistrot du 11 (Versailles), délivre une partition bistronomique bien réglée, joliment dressée, soignant les textures et les sauces, portée par les produits de saison au sourcing annoncé vertueux : courgette violon grillée, abricots, condiment rouille et amande ; veau effiloché puis snacké, brocoli, kale et moutarde violette... Interdit de faire l'impasse sur les irrésistibles desserts, à l'image de la composition autour du chocolat de Nicolas Berger (ganache, glace, gavotte et sauce). **LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER.** Le paris-brest, nappé de praliné noisette et escorté de crème anglaise. **LE MOMENT PROPICE.** Un soir pour profiter du menu en trois temps facturé en-dessous de 50 €.

7/10 Super Huit

CARTE : 50-60 €. 95, rue Miromesnil (8e). Tél. : 01 42 89 29 24. Tlj sf sam., dim. et lun. (déjeuner).

Vu le tam-tam foodie qui lui est accordé, on ne sera sûrement pas seul à se

retrouver, cet automne, en ces parages de Saint-Lazare. Si ce quartier de gare est opportun à épuiser les derniers états d'âme de rentrée lorsqu'ils se partagent entre souvenirs d'été et reprise studieuse, l'adresse est de celles qui, franchement, se démènent à nous ramener à la table de la grande ville. Aux commandes, l'équipe du déjà plébiscité Mieux (9e). Autour de nous, un ex-café lâchant sa kitchenette en salle et la salle arrangée au petit bonheur les puces seventies. Dans l'assiette, surtout, des Sud et du bistrot, un dernier melon charentais nourri de magret de canard séché, piment d'Espelette, basilic et guindillas, une longe de cochon pas mécontente d'embarquer aubergines marinées à l'ail, miel pimenté, oignons rouges quasi confits au vinaigre de Xérès et prunes et cette tartelette crème d'amandes et mirabelles, dévergondée de mascarpone et shiso. En sortant de là, on se demande si on est déjà à Paris ou encore en vacances. Qui pour s'en plaindre ?

LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER. C'est de saison, les moules, sauce tomate au nduja, persil et estragon. **LE MOMENT PROPICE.** Plutôt au dîner, parfait le jeudi.

7/10 Le Cornichon

MENUS : 19 €, 22 € et 25 € (déjeuner). **CARTE :** 25-65 €. 2, rue des Goncourt (11e). Tél. : 01 42 54 18 32. Tlj sf dim. et lun.

Pourquoi ce nouveau troquet de quartier, qui semble avoir toujours été là, est-il ainsi pris d'assaut par une faune locale comme branchée ? Sans doute parce qu'il réunit tout ce que l'on peut attendre du genre... en mieux ! Une ouverture en continu du petit matin à la fin de soirée. Un décor délicieusement rétro, soigné jusque dans les moindres détails par l'agence Claves : zinc rutilant, banquettes velours, sol mosaïques mais aussi baguettes de lecture pour la presse, distributeur d'olives, verres Duralex, flipper... et même kiosque Française des jeux ! Mais surtout des classiques bistrotiers soignés par Bertrand Chauveau (le cofondateur avec son copain Paul Henri), passé chez Piège, Toutain et Garance, servis avec gentillesse, à tous les prix, de l'œuf dur sauce tartare au savoureux merlu basquaise à partager servi en salle dans sa poêle et escorté de frites croustillantes à la graisse de bœuf, en passant par la pissaladière, l'imposant tournedos Rossini ou la coupe glacée aux fruits rouges et chantilly. Rien à redire ! **LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER.** La soupe froide au pistou, croûtons, herbes fraîches et légumes croquants. **LE MOMENT PROPICE.** Au déjeuner, pour profiter du semainier.

6,5/10 Scarpetta

CARTE : 40-60 €. 72, rue Marguerite-de-Rochechouart (9e). Tél. : 06 63 03 83 76. Tls sf mar. et mer. Le WE au déjeuner.

Nouveau concept pour l'ancienne salumeria Faggio, mitoyenne de son excellente pizzeria de Rochechouart. Fabio Lombardi l'a transformée en temple des pâtes fraîches, dont l'enseigne signifie, dans la langue de Dante, saucer son assiette sans en laisser une goutte ! Terrasse ou intérieur de trattoria rétro chic (nappes blanches, brique, parquet), vins naturels franco-italiens et service avec l'accent mettent dans les meilleures dispositions pour s'envoyer antipastis et pastas classiques mais parfaitement exécutés : vitello tonnato, involtini d'aubergines alla parmigiana, casarecce alla puttanesca, spaghetti alle vongole, tagliatelle al ragù, panna cotta e tiramisù. Vu les prix soutenus, on aurait aimé des portions plus généreuses et des recettes plus audacieuses, mais l'ensemble reste très fréquentable.

LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER. Sans hésiter, les agnolotti ricotta, menthe et courgette. **LE MOMENT PROPICE.** Le dimanche midi en famille, sur la terrasse ensoleillée.

6,5/10 Adela

MENUS : 19 € et 24 € (déjeuner). **CARTE :** 30-40 €. 20, rue du Faubourg Poissonnière (10e). Sans tél. Tlj jusqu'à 23 h 30.

Sans convoquer le coup de cœur, avouons un certain flirt à se frotter à cette maison dédiée qui, à deux spaghetti des grands boulevards, réenchante la pasta box(e). Non celle pathétique où la veule mandibule contemporaine s'avachit un peu plus à défouailler de l'élastique dans une boîte en carton, mais celle nettement plus réjouissante d'une adresse tirant la bonne ligne de tagliatelle, paccheri et autres agnolotti dans un décor tout en volute, plaisant à conjurer l'art nouille et le contemporain. Ainsi se retrouver, dans l'avant-salle, au confort de quelques tables boxées où le fessu des banquettes rebondit un peu plus de ces casarecce en relief de sauce tomate, anchois, câpres, olives et origan. Le temps de ce plat, voila comme une brasserie parisienne servie alla puttanesca.

LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER. Les agnolotti cacio e pepe à la truffe d'été. **LE MOMENT PROPICE.** Lundi au déjeuner, pour bien attaquer la semaine.

6/10 Tina

CARTE : 25-40 €. 38, rue de Vaugirard (6e). Tél. : 01 56 81 86 17. Tls sf dim. et lun.

Face aux placides grilles du Luco, voici la festive Tina. Tina, pour Cristina Tejeda, qui avait déjà ouvert juste à côté, en 2022, Ambos, restaurant voyageur, avec son époux Pierre Chomet, vu dans « Top Chef ». Ce bar à tapas simples mais de qualité, spécimen rare à Paris, rappelle dans son décor le parc Güell (carrelage bariolé, plafond sculpté) et fait appel aux souvenirs d'Espagne de la chef qui y a vécu quand elle était adolescente. Autour d'une cerveza ou d'un vermouth, la rive gauche prend des airs de Barcelone, et se régale, au comptoir ou à table, d'un ajo blanco twisté avec du chèvre, du maïs grillé et de l'huile pimentée, de pata negra coupé minute et pan tomate, d'une tortilla de compétition et son coulis de piquillos, de croquettes de jambon fondantes, de salade russe et ventrèche de thon ou encore de ganache chocolat, huile d'olive, sel et chips de pain grillé... Service qui tient la baraque malgré l'affluence. **LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER.** Le bikini, sorte de croque-monsieur catalan, garni ici de brie de Meaux et de soubressade. **LE MOMENT PROPICE.** Jeudi soir, entre collègues.

6/10

Le Bouillon du Coq

CARTE : 15-30 €. 37, bd Jean-Jaurès, à Saint-Ouen (93). Tél. : 01 86 53 46 56. Tlj.

Dès l'ouverture printanière, les petits boutiquiers de la critique n'ont pas traîné à négotier sur les mijotés d'un Thierry Marx sauce banlieue et bouillon. À l'usage, on oublie bien vite les premiers comme le second, tant le genre bouillon ne s'embarrasse guère des grincements en les envoyant valser au battage de ses petits plats et (plutôt) petits prix. En trente minutes quasi chrono, le céleri rémoulade déboule en bonne humilité, le parmentier de haddock assure un relais fumant-fumé, avant qu'une crème d'ange en come-back (entremets à base de crème fouettée et de meringue molle) ne coupe la ligne d'une addition pas farouche. Toujours fidèle à son fameux Red Star (tout juste remonté en L2 de foot), Saint-Ouen semble, ici, ravi de retrouver les beaux volumes de cette auberge qui, un demi-siècle durant, fit les belles heures des appétits « petite couronne ». Le bouillon, c'est comme le stade ! Physique, popu, pas là pour la fanfreluche. **LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER.** Le bouillon du coq légumes et vermicelles plutôt que le coq au vin. **LE MOMENT PROPICE.** 7 jours sur 7, de midi à 23 h, vous devriez vous y retrouver !

5,5/10

Fellows

CARTE : 25-30 €. 84, rue du Faubourg-Saint-Denis (10e). Sans tél. Tous les jours.

Est-ce la réalité des temps de crise ou le sincère goût des sucres lents, toujours est-il que la rentrée ne lésine pas sur la pasta. Pas moins d'une adresse sur trois à l'appel du genre. Ainsi donc, un an après leur très veggio Maslow, du côté des quais de l'Hôtel-de-Ville, la même bande double la mise vers les faubourgs, sans autre surprise que de boutique, fraîches et maison, papardelle et fettucine. Celles-ci et quelques autres un peu chiches dans les portions, franchement bobos dans la mise (poutargue-citron, bolo champignons, zaatar), carrément militantes à revendiquer le produit local et l'agriculture régénératrice, énergiques surtout à se voir servies dans un chouette décor balançant ses tabourets entre Little Italy et pastificio années 1960.

LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER. Les pâtes mafaldine, sauce tomate, harissa maison et piment ancho. **LE MOMENT PROPICE.** Stratégique au septième jour !

5,5/10

Café Shin

CARTE : 15-25 €. 47, rue des Petites-Écuries (10e). Tél. : 01 86 04 33 68. Tlj sf lun., de 8 h 30 à 18 h.

Selon que l'on s'agace ou que l'on goûte ce Paris dont on ne sait plus très bien s'il est crâne ou caricatural, place au spot facile du moment monté par deux starlettes de la dinette, Julien Sebbag et Eun Jung Shin Akrich. Une joliesse de coffee-shop et de milk-bar, à l'aise dans son 10e, où la génération barista se goberge à siroter un americano dont on se demande encore ce qu'il avait de si particulier, ou un de ces lattes aromatisés en haut-le-cœur. Bref, une sorte de Starbuck moitié bullshit, moitié bobo, qui sauve sa petite gueule à lâcher, en appui, de sympathiques kimbap, manières de rolls de riz coréens composés (au choix) de champignon, thon ou poulet et franchement plaisants à boulotter. **LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER.** Kimbap omelette et goguma latte (lait aromatisé à la patate douce violette). **LE MOMENT PROPICE.** Mercredi avec (ou sans) les enfants.

Chartres : sacrée fête

Jean Talabot Chartres (Eure-et-Loir)

Alors que la cathédrale fête les 1000 ans de sa crypte et la réouverture au public de son « trésor », la capitale beauceronne continue d'aller de l'avant, pleine de vitalité.

La ville de Chartres voudra bien nous excuser. La tentation est grande, et l'amalgame, si souvent commis, mais nous ne parlerons pas uniquement ici de sa cathédrale. Ou alors juste un peu. Cette année, à partir des Journées du patrimoine, Notre-Dame fête le millénaire de ses fondations ainsi que la réouverture tant attendue de la chapelle Saint-Piat, restaurée, qui expose le « trésor » de l'édifice gothique. Une belle occasion de refaire une halte dans la vieille cité beauceronne, qui continue de prouver qu'elle est traversée par des énergies nouvelles. Il y a vingt ans, on visitait Chartres en un après-midi. Les tour-opérateurs l'avaient bien compris, un petit tour de la cathédrale suffisait avant de remonter dans le bus. Aujourd'hui, la ville médiévale représente l'exemple parfait du city break. La proximité avec Paris (à une heure en train), plutôt que d'inciter à un retour rapide, souligne au contraire sa paisibilité et ses prix avantageux. Soignant son image de retraite bucolique (« Chartres, c'est la ville à la campagne », vantent les néoruraux qui s'y sont installés massivement depuis la pandémie), portée par les flots lents de l'Eure qui agitent les canaux pittoresques de la ville basse, forte de son patrimoine multiséculaire, presque ennuagée par le présent, Chartres bat aujourd'hui plus vite, plus fort. Et l'on y reste volontiers le week-end entier, si ce n'est plus. Est-ce pour le très réussi « Chartres en lumières » (de la tombée de la nuit à 1 heure du matin, jusqu'à début janvier), qui pousse les visiteurs à y passer la soirée ? Pour les initiatives du maire, Jean-Pierre Gorges, qui séduisent autant à gauche qu'à droite ? De ses lieux de culture fraîchement sortis de terre (le théâtre Le Off, il y a deux ans ; le complexe Le Colisée, cette année) ? De la revitalisation de son centre-ville, des nouveaux comptoirs et restaurants qui entourent la cathédrale jusqu'à un... accrobranche ? À son vernis street art qui s'immisce assez harmonieusement entre ses maisons classées du XIV^e siècle ? Peut-être pour un peu à tout à la fois.

Visiter

1. La cathédrale, à tous les niveaux

Les Chartains aiment leur cathédrale. Il suffit de voir, de retour du marché, le nombre de porteurs de cabas qui préfèrent traverser le transept pour rentrer chez eux, en respectant une brève génuflexion, au lieu de contourner l'édifice. Elle est une agora autant qu'un lieu de visite et de culte. Les touristes, s'ils veulent l'arpenter dans le détail, ont l'embarras du choix. La crypte (la troisième au monde par sa taille), qui célèbre son millénaire, est réservée à la prière. Ses chapelles, ornées de peintures murales des XI^e et XII^e siècles, offrent une ambiance incomparable. À l'étage, l'extraordinaire forêt de vitraux (2600 m² de surface) qui éclaire Notre-Dame promet aux médiévistes avertis plusieurs heures de lecture. On découvre aussi, derrière l'autel, la Sancta Camisa de Marie, offerte en 876 par Charles le Chauve, qui consacra Chartres comme ville sanctuaire. Sous la tutelle d'un guide qui s'avère passionnant, il est possible d'en faire l'ascension pour apprécier sous un autre angle les toits, les arc-boutants et les deux clochers ; et jusqu'aux grands combles. Reconstituée en fonte et en cuivre après l'incendie de 1836, la charpente du bâtiment, elle aussi, est vertigineuse. Le soir, les savants éclairages de « Chartres en lumières » la dessinent avec poésie et re-

donnent à ses façades leur polychromie originelle. Immanquable !

■ 16, cloître Notre-Dame. Visite des combles : 7 €. Tél. : 02 37 21 75 02. cathedrale-chartres.org

2. La chapelle Saint-Piat

Le public aura dû attendre plus de vingt ans avant sa réouverture. Il faut gravir un escalier niché au fond de l'abside, puis une porte blindée, pour y accéder. Dans la chapelle Saint-Piat (XIV^e), restaurée comme si la pierre avait été taillée hier, 150 objets composent le « trésor » de la cathédrale. Dans la chapelle haute, des reliquaires d'exception, objets liturgiques et autres pièces d'orfèvrerie ayant échappé aux fontes de la Révolution. Une muséographie dernier cri les met en valeur, dont le tabernacle de Saint-Aignan (de cette forme, il n'en existe que deux au monde), qui brille de mille feux. À l'étage inférieur, la salle capitulaire subjugue. Quatre vitraux contemporains éclairent d'une lumière irréaliste des statues-colonnes originelles portail royal. « Il est exceptionnel de les voir dans ces conditions, de si près », sourit Fabienne Audebrand. Le conservateur des antiquités et objets d'art d'Eure-et-Loir détaille aussi les reliefs parfaitement conservés du jubé du XIII^e siècle, ainsi que les peintures murales contemporaines de la construction de la cathédrale, exhumées pendant les travaux.

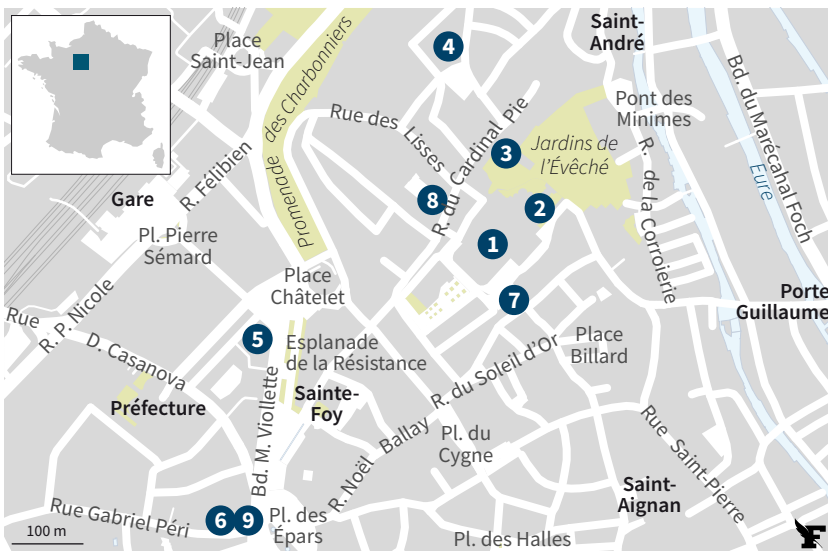
■ cathedrale-chartres.org

3. Le Musée des beaux-arts

Dans cet ancien palais épiscopal un brin décati qui jouxte la cathédrale, seuls 800 m² sur 4000 sont ouverts au public. C'est dire si la tâche allouée au conservateur Grégoire Hallé est grande. Depuis sa nomination il y a trois ans, il n'a cessé d'exhumer de l'immense réserve du musée de nouvelles pièces à donner à voir aux Chartains. Le millénaire de la crypte lui a inspiré deux expositions temporaires (à partir du 21 septembre). La première, *Le feu sacré* (jusqu'au 12 janvier 2025) promet des manuscrits enluminés de l'influente école de Chartres (XI^e-XIII^e siècle) dans une scénographie saisissante. La majorité fut en partie calcinée lors d'un bombardement de 1944. La seconde, *1000 ans de sculpture à Chartres* (jusqu'au 16 février) présente notamment des



Mosaïque de l'artiste de rue MifaMosa.



œuvres de Charles-Antoine Bridan, qui signe la sculpture monumentale derrière l'autel dans la cathédrale, ainsi que d'autres trésors sortis des limbes : des fragments polychromes de l'Hôtel-Dieu détruit en 1860.

■ 29, cloître Notre-Dame. 7 € en période d'exposition temporaire. Tél. : 02 37 90 45 80. chartres.fr/musee-beaux-arts

Où dormir ?

4. Maison Ailleurs

À un jet de pierre de la cathédrale, cet hôtel particulier du XIV^e siècle composait une partie de l'évêché jusqu'en 1992. Dès l'entrée, son escalier monumental en bois et ses tomettes d'origine ont comme un effet thérapeutique sur les esprits agités. Ils sont invités ici « à prendre leur espace et leur temps », dit la propriétaire. « C'est une maison de famille qu'on ouvre aux visiteurs », ajoute cette passionnée d'histoire et de pierre. Au premier étage, une aile XVIII^e se compose d'une enfilade de salons privatisables et de deux chambres. Au second, trois suites mesurent entre 40 et 80 m². De la clé de la chambre jusqu'au papier peint, chaque centimètre est pensé avec goût. Même la télévision est cachée dans une armoire. Le tout à la charme discret d'un palais lumineux, ancien autant que moderne. Le petit déjeuner, quand le temps ne permet pas de le prendre dans le jardin à la française, est déjà là, en kit mais frais et copieux, réparé dans la petite cuisine qui complète l'équipement de la suite.

■ 17, rue Muret. À partir de 160 € la nuit en chambre double, panier petit déjeuner, 15 €. Tél. : 06 09 47 75 48. maisonailleurs.com/fr

5. Le Bœuf Couronné

Depuis 1919, et le retour d'un aïeul parti faire ses gammes aux Amériques, cet ancien relais des postes est devenu un 3-étoiles aux 17 chambres, simples mais lumineuses, avec une vue éloquent sur la cathédrale. La famille Vinsot, propriétaire, y a créé un bar à cocktail, Le Christie's, et mène de nouvelles rénovations afin d'apporter une quatrième étoile à cette auberge contemporaine et chaleureuse. Son restaurant, l'Amphitryon, sert une cuisine de marché savoureuse et colorée. Mention spéciale aux spécialités : la tête de veau sauce gribiche (une institution en péril) et la profiterole, qui change de parfum selon la saison.

■ 15, place Châtelet. À partir de 81 € la chambre double. Menu entrée-plat-dessert à 42 €. Tél. : 02 37 18 06 06. leboeufcouronne.com

À table !

6. Le Grand Monarque

Cette référence a tout pour être jalou-sée. Ancien traiteur devenu hôtel, bar, brasserie, restaurant gastronomique et enfin spa... Mais cette grosse affaire « qui en jette », assure aussi. C'est beau, c'est bon, cela a du cœur. Les générations défilent, la même famille (Jallerat, depuis 1968) reste aux manettes. Le cocktail bar, Le Madrigal, tout en tissus et boiseries, vient d'être refait et donne envie de ressusciter le club des Inklings cher à JRR Tolkien et à CS Lewis. La brasserie, La Cour, s'articule autour d'un jardin d'hiver repensé avec goût. Le Georges, enfin, est l'un des très rares restaurants couronné par le premier Guide Michelin de 1900 à compter toujours une étoile. Son jeune chef, Thomas Parnaud, allie intelligemment son amour pour le terroir beauceron avec son histoire personnelle avec l'océan. Sa carte, une « carte à vin blanc », précise-t-il, ne multiplie pas les saveurs et tranche les goûts avec beaucoup de maîtrise.

■ 22, place des Épars. Menu entrée-plat dès 52 €. C'est aussi un hôtel 4-étoiles, à partir de 119 € la chambre double. Tél. : 02 37 18 15 15. grand-monarque.com/fr

7. Le Bistrot Racines

Comme d'autres établissements qui ont ouvert ces dernières années au pied de la cathédrale, le Bistrot Racines participe à ce nouveau dynamisme et cette montée en gamme qui agite les tables chartroises. Ouvert il y a trois ans, il propose une belle cuisine de bistrot, bio et locale, à l'instar d'un étonnant pâté croûte « façon tomate farcie ». Que les puristes du « croûte » ne s'échauffent pas : le pâté change ici chaque semaine. La crème brûlée au thé, qui réconcilierait n'importe qui avec les crèmes brûlées, elle, ne bouge pas. Les deux patronnes semblent connaître personnellement chaque viticulteur présent à leur carte. Et organisent des dégustations, dont une avec le Musée des beaux-arts.

■ À partir de 23 € le déjeuner « Sur le pouce », 35 € le menu « Notre terroir ». 49, rue des Changes. Tél. : 02 34 40 04 00. bistrotracines.fr

Notre-Dame de Chartres.



Centre international du vitrail.

Expériences

8. Le Centre international du vitrail

À Chartres, il n'est pas rare que la moindre boutique, ou bâtiment institutionnel, prenne place dans un lieu d'exception. Ainsi, le Centre international du vitrail s'est installé dans un cellier du XII^e siècle. « Nous sommes un conservatoire, un lieu de pratique, d'enseignement et d'exposition », défend le directeur Jean-François Lagier, qui forme une dizaine de personnes par an



Les caves du Grand Monarque.



Navette à encens de Miles d'Illiers.



SERVICE DE PRESSE, OT CHARTRES, D. HERBRETEAU/FRANÇOIS LAUGNIE

pour entretenir le million de mètres carrés de vitraux à entretenir en France. Ou l'on apprend les secrets de fabrication d'un artisanat si particulier, ses couleurs et symboles, ou encore que le vitrail n'existe qu'en Europe, mais aussi... au Yémen. « *C'est un art qui est lié au développement du christianisme, un art conçu pour laisser passer une lumière métaphysique, la lumière de Dieu* », précise le directeur. Dans le caveau du cellier, des vitraux contemporains sont mis en miroir avec les pièces séculaires de l'étage. Pour 2025, M. Lagier porte le projet « De l'Écrin à l'Écran », qui vise à numériser tous les vitraux de la cathédrale pour les reconnaître et les décrypter via une application mobile.

■ 5, rue du Cardinal Pie. Tarif : 7 €. Tél. : 02 37 21 65 72. centre-vitrail.org/fr

9. Les caves du Grand Monarque

Même les sous-sols du Grand Monarque ont un intérêt pour les gourmets. « *C'est une maison de famille, portée par un ADN gastronomique. Mon père est devenu traiteur parce qu'il aime faire la fête* », souffle son fils, Bertrand Jallerat, en descendant les escaliers qui mènent à ses caves à vin. Il ne faut pas avoir peur du climat humide, de la fumée de cigare (optionnelle - il est en tout cas autorisé d'en allumer) et des grandes étiquettes des quatre coins de France (30 000 bouteilles, 3 500 références) pour descendre en ce beau domaine. Des dégustations y sont organisées sous la tutelle du sommelier du Georges, avec quelques tranches de pâté de Chartres, un croûte du cru à base de gibier et de foie gras qui a le bon goût de se marier avec n'importe quel vin ou

presque. On comprend bien les Jallerat qui, pendant le Covid, se sont réfugiés à l'hôtel pour surveiller leur cave et surtout piocher dedans.

■ grand-monarque.com/fr

Excursion La frise macabre de Meslay

Le saviez-vous ? Il est possible de rallier Chartres depuis Paris à vélo, en empruntant la Véloscénie. Moins épuisant, plus bucolique, le trajet qui relie sur la même route le centre-ville à l'église Saint-Orien de Meslay-le-Grenet (15 km). En plein milieu des champs et étangs de Beauce, cette église médiévale est célèbre pour sa *Danse macabre*, une frise murale typique du XV^e siècle, où la population endurait guerres à répétition, famines et épidémies. Entre représentations naïves et traits préraphaélites dus à la rénovation XIX^e, on décrypte avec émotion une représentation de la société de l'époque. Du pape au nourrisson, « *tous sont égaux devant la mort* ». Dans cette vanité, quelques détails ne sont pas dénués d'humour : ces trois drôlesses surveillées par le diable pendant qu'elles bavardent durant la messe ; où ces trois squelettes soufflant un *memento mori* à trois jeunes et beaux cavaliers. Pour le retour, impossible de se tromper : les flèches de Notre-Dame, comme un phare, indiquent le chemin à 30 km à la ronde. À noter que, toujours sur la Véloscénie mais dans le sens opposé, le château de Maintenon est également accessible en deux-roues.

■ Église Saint-Orien, 1, rue Saint-Orien, Meslay-le-Grenet.

Nos cinq adresses coups de cœur à Douarnenez

Marcelle Ratafia

Bistronomique, resto charmeur, les pieds dans l'eau... Cap sur la plus remuante des villes du Finistère sud.

Ça bouge côté tables à Douarnenez ! La preuve en cinq adresses diverses, confirmées ou nouvelles venues, dans cette ville sardinière aux trois ports et aux rues pentues.

La meilleure L'Amuse-Louche

MENUS : 17-20 € (dég.).
CARTE : 35-60 €. 49, bd Camille-Réaud. Tél. : 02 98 92 58 60. Tlj sf mer., jeu. et sam. (dég.).

LE LIEU. Balayée, l'ancienne crêperie ! Cette maison à étage enrobée de vieilles pierres cache un intérieur contemporain lumineux, ouvert sur les augustes vieux gréments du Port-Rhu. Au centre, une mezzanine et un aquarium lui confèrent une fière allure de paquebot. À bord, un trio au pied marin tenant bon la barre après s'être rencontré dans une station de sports d'hiver : Catherine Dorval aux desserts, François Neveu en salle et Sullivan Huard au piano.

L'ASSIETTE. Elle ne se contente pas de servir les perles de la criée toutes nues mais parées d'influences exotiques et d'associations ludiques. Le thon rouge de ligne cru, crémeux de cocos paimpolais, tomate confite et blé noir est « anteuzar » (« délicieux », en breton). Coup de cœur pour le plat du jour, un ébaubissant thon blanc mi-cuit sauce teriyaki, escorté d'un craquant coleslaw de chou rouge. En dessert, point de baisse de régime avec une nectarine pochée grenouillant dans un bain d'hibiscus, parée de glace crème brûlée et de chouchous croustis.

BRAVO. La carte des vins en bio et biodynamie, les dressages, le service véloce et disponible, le menu du midi.

DOMMAGE. Le faux pavage en guise de déco au-dessus de la fenêtre.

La plus charmante Ty Mad

MENUS : 25-32 € et 49 €. **CARTE** : 50-70 €. 3, rue Saint-Jean. Tél. : 02 98 74 00 53. Tlj sf mar. Fermeture du 11 novembre au 1^{er} avril.

LE LIEU. Transformé il y a un siècle en hôtel, cet ancien presbytère surplombant l'irrésistible petite plage Saint-Jean vaut la peine que l'on grimpe les venelles pentues du vieux Tréboul. Dans cette adresse prisée autrefois par Max Jacob et des galeristes, il est doux de siéger dans la salle feutrée avec vue sur le jardin à l'anglaise de l'hôtel, pour un déjeuner des plus intimistes.

L'ASSIETTE. Heureusement échoué dans le plus joli hôtel de la baie, le Normand Didier Lecuisinier porte fièrement son aptonyme. Passé jadis par La Tour d'Argent, cet amoureux des vergers vertueux sait accommoder les belles prises, des ormeaux de l'île de Sein au homard bleu. Au déjeuner, le menu se révèle aussi fin qu'une crêpe dentelle : un délicat crémeux alliacé de courgette avec stracciatella et légumes croquants, suivi d'une merveille de merlu rôti en légère croûte d'herbes ; enfin, un vacherin framboise rondement mené.

BRAVO. La cave à prix doux, les produits bien sourcés, la vue sur mer, le jardin caché pour les beaux jours.

DOMMAGE. Les suppléments salés (12 €).

Le plus gastronomique L'Insolite

MENUS : 22-27 € (dég.). **CARTE** : 55-85 €.



L'Amuse-Louche.

SERVICE DE PRESSE, FRANÇOIS VAN MALLEGHEM



Didier Lecuisinier, chef du Ty Mad.



Les Filets Bleus.

4, rue Jean-Jaurès. Tél. : 02 98 92 00 02. Tlj sf dim. et lun.

LE LIEU. La table du mythique Hôtel de France fut longtemps la seule adresse gastronomique de la ville ; cadre cosu, cheminée et nappes blanches en disent long sur ce glorieux passé. Ancien chef pâtissier du Martineau, le chef Gaël Ruscart y déploie une maîtrise toquée matinée d'une légère audace propre à bousculer gentiment ce gastro à l'ancienne, avec une prédilection pour tout ce qui porte écailles et carapaces.

L'ASSIETTE. Face à une carte huppée qui mise sur les chairs nobles, le menu du déjeuner à prix humble régale et surprend avec une émulsion de pomme de terre au lard rôti, haricots verts, pommes au gingembre et sorbet champignon, aussi improbable que mémorable ; un merlu snacké au poil, rattes sautées et compotée de rhubarbe (un poil trop présente), enveloppé d'un grisant beurre blanc à la coriandre ; une pâtisserie meringue aux pralines, chantilly et fraises, froufroulante et rose comme une petite mariée.

BRAVO. La terrasse au calme, semée d'hortensias bleus, le service diligent.

DOMMAGE. Quelques loupés dans la déco, la cave fournie très classique.

La petite dernière Café Enez

CARTE : 15-30 €. 5, place des Halles. Tél. : 07 49 11 84 76. Tlj sf dim. (din.), lun., mar. (din.) et mer. (din.).

LE LIEU. En face des halles, point de rendez-vous obligé des Penn Sardin, le Poullig a laissé place au Café Enez (« île », en breton). Passée par les Sardines à la Plage, à Lancieux, et Bonne Aventure, à Saint-Ouen, Mahaut Le Lagadec s'est installée au printemps ; son antre ne désemplit pas depuis ! À ceux qui souhaitent poser les paniers, déjeuner sur le pouce ou improviser un apéro-dînette, ce gracieux café dispense crus nature et produits bruts : huîtres de Loctudy, fromages fermiers, andouille fumée de la maison Rivalan-Quidu et autres joyusetés locales.

L'ASSIETTE. En fait de cuisine, c'est une succession de petites assiettes aux airs de jardinets qui invitent à dévorer toute l'ardoise. Tel ce dashi glacé aux fraises et petit pois où perle une huile de feuille de figuier, cet aioli aux coquillages à tomber ou ces simples tomates rafraîchies de fleurs de sureau et d'agastache.

BRAVO. Les vins nature à petits prix, la terrasse, la fière allure des salades.

DOMMAGE. Des stocks vite épuisés les jours d'affluence, et point de lichouses pour finir le repas.

La plus « pieds dans l'eau » Les Filets Bleus

CARTE : 40-50 €. Quai du Petit-Port. Tél. : 07 69 78 06 16. Tlj sauf mar. et mer.

LE LIEU. Surnommé le « café des Mauritanais », en référence aux pêcheurs qui jadis quittaient la baie pour plonger leurs casiers à langoustes le long des côtes africaines, il jouit d'un emplacement idéal : sur le port du Rosmeur, en face de Sa Majesté la cale ronde. À l'intérieur, c'est une déco chinée au charme giscardien dont les nouveaux venus Romaric Deschatrettes et Sterenn Ural ont hérité avec enthousiasme.

L'ASSIETTE. Installé au printemps, le chef a officié à Tokyo, tandis que sa compagne en salle est aussi artisane verrière. Dans ce lieu qui tranche sur ses voisins par son supplément d'âme, on s'assoit pour bruncher, picorer des tapas ou déjeuner. Sous influence panasiatique, le chef mêle langoustines de la côte et vermicelles thaï (manquant un peu de peps), et acoquine cabillaud frétilant, polenta veloutée, et poivron crémeux. En dessert, une coquille mousse au chocolat-crème d'avocat pimentée cache de délicats suprêmes acidulés : inattendue et pêcheuse.

BRAVO. La vue, le service détendu en continu, la carte courte.

DOMMAGE. L'absence de formule.



PAR
**Alyette
Debray-Mauduy**

Associé à la vie comme à la ville, ce duo d'architectes, à la fois décorateurs et designers, aménage hôtels, restaurants et yachts privés dans le monde entier. Leur agence fête ses 20 ans cette année.

Un beau couple. N'est-ce pas l'expression consacrée lorsque l'on croise deux personnes bien assorties physiquement, visiblement épanouies et à qui tout réussit ? Elle, silhouette gracile, jean, chemise à col renaissance sous une veste noire à boutons dorés. Lui, allure plus décontractée, cheveux légèrement en bataille, baskets, pantalon marine et veste à portée de main, qu'il hésite à enfiler pour la photo. Dorothée Boissier et Patrick Gilles nous reçoivent dans leurs nouveaux bureaux, avenue Marceau (Paris 8^e), où l'odeur de peinture fraîche est encore perceptible. Ils ont emménagé il y a quelques jours et nous sommes les premiers à y être invités. Volumes haussmanniens, moquette immaculée, table longiligne en bois clair, objets de décoration en bronze et fresque signée de l'artiste François Houtin...

Ici aussi, tout est beau. Il faut dire que la beauté, c'est un peu leur quotidien. Leur fonds de commerce. Ce duo a créé Gilles et Boissier, un cabinet d'architecture, de décoration et de design renommé dans le monde entier. À leur actif, l'aménagement de 290 boutiques Moncler, des hôtels à New York, Marakech, Saint-Barth, des restaurants



Dorothée Boissier et Patrick Gilles, disciples du beau

– le Café de l'homme, à Paris, Anne-Sophie Pic à Hongkong et bientôt à Dubai –, des yachts et des villas pour de riches clients. Gilles et Boissier ne se contentent pas d'imaginer l'agencement du lieu, il conçoit également la décoration et crée le mobilier. Dans ses moindres détails, du canapé à la chaise en passant par le petit guéridon ou les poignées de porte. Tous les deux se définissent comme des assembleurs – un terme aujourd'hui à la mode, très répandu dans les studios de design, qui

désigne ces professionnels qui font tout, de A à Z.

Cette année, le couple fête les 20 ans de son agence et leurs 25 ans de vie commune. « J'ai toujours su que nous allions travailler ensemble », confie Dorothée. Lorsque j'ai rencontré Patrick, j'ai senti qu'il était différent. Libre, très artiste, il dessinait extrêmement bien. C'était généreux, il rentrait dans la matière. Ça m'a impressionnée. Je me suis dit : ce garçon a du talent et de la sensibilité. » C'était il y a près de trente

ans. Dorothée Boissier, la grande bourgeoise de l'Ouest parisien, était sous le charme de Patrick Gilles, le petit Marseillais monté à la capitale pour étudier le dessin. Elle était également convaincue qu'avec leurs parcours de vie si différents, ils seraient l'un et l'autre très complémentaires. L'intuition féminine.

Une sensibilité artistique héritée de sa famille

Le coup de crayon, Dorothée ne l'avait pas vraiment lorsqu'elle est arrivée à Penninghen. « Je n'avais jamais dessiné de ma vie. En septembre, je venais de rater le concours d'entrée à Sciences Po, j'ai poussé la porte de l'école de la rue du Dragon et quelques jours plus tard j'y faisais ma rentrée. » Elle avait pour elle une sensibilité artistique héritée de sa famille. Dorothée – dont le père est mort lorsqu'elle avait 13 ans – a été élevée par son beau-père, architecte DPLG et fils du collectionneur Ambroise Vollard. Ce sont des toiles impressionnistes qui tapissaient les murs de l'hôtel particulier du 16^e arrondissement où elle a grandi – « un véritable musée privé », se souvient Patrick. La jeune fille aime la mer et ses lumières, les catalogues de Christie's, la littérature, la poésie – *Les Contemplations* de Victor Hugo, son livre de chevet. Cultivant déjà son goût du beau – définitivement ancré après avoir vu *Madame Butterfly* à l'Opéra Bastille. Elle sortira major de sa promotion à Penninghen et débutera chez Christian Liaigre.

Pendant ce temps, Patrick Gilles voit le jour à Séville, en 1969. Sa mère est née en Algérie, son père est français, spécialisé dans le redressement d'entreprises d'État, ce qui lui vaut d'enchaîner des missions en Espagne, au Sénégal, en Grèce. L'enfant du « Sud » grandit à Montpellier et Marseille, pratique assidûment la natation mais re-

Patrick Gilles et Dorothée Boissier, le 5 septembre, dans leurs nouveaux bureaux, à Paris 8^e.

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

connaît avoir eu un parcours scolaire chaotique. Son bac en poche, sa mère l'envoie à Paris suivre des cours de dessins à l'Atelier du Louvre. « Moi qui n'aimais pas travailler, j'ai pris un plaisir immense à étudier. Il faut dire que j'admirais plus que tout mon grand-oncle, sculpteur, élève de Bourdelle, que je fréquentais en vacances dans la chartreuse de ma grand-mère, près de Toulouse. J'ai découvert la capitale avec ses musées, ses galeries, ses cinémas. Je me suis ouvert au monde. » Il poursuit sa formation à l'école Camondo avant de rentrer, lui aussi, chez Christian Liaigre.

« Le travail des matières et des détails »

C'est là qu'ils se rencontrent. Dorothée continue sa formation chez Starck et, en 2004, le couple ouvre sa petite agence, rue du Faubourg du Temple (Paris 11^e). « En face de chez Philippe », se souvient Patrick. Un premier projet d'envergure, l'aménagement du Buddakan, un restaurant de 1300 m² à New York, les lance. « C'était l'époque de ces grands espaces à la décoration spectacle, raconte Dorothée. On a ensuite été approchés par le chef Daniel Boulud, propriétaire d'une vingtaine d'adresses dans le monde, puis par les restaurants chinois Hakkasan. Chez Starck, j'avais été formé à ces décors chargés d'émotion. Avec notre expérience chez Liaigre, nous y avons apporté le travail des matières et des détails. » La suite... C'est une rencontre avec Remo Ruffini, le propriétaire de Moncler, qui les propulse dans une autre dimension.

À ses débuts, le duo fait tout ensemble. « C'était parfois compliqué de travailler. Mais Patrick s'est révélé plus leader que moi et j'ai toujours aimé avoir des mentors. Cela me donne envie d'avancer », raconte Dorothée, toujours aussi admirative de sa moitié. Au fil des chantiers, il prend la casquette de directeur artistique. Elle se consacre à l'édition de meubles et d'objets. En 2019, elle ouvre un lieu pour présenter leurs créations, un projet qui lui tenait à cœur depuis longtemps. « Nous souhaitons que les clients voient, sentent, touchent. Il fallait que ce showroom ressemble à un appartement... D'où l'idée de nous installer au 1^{er} étage – avenue Montaigne – et non pas dans un espace ayant pignon sur rue. » En 2023, une seconde boutique consacrée aux petits objets est inaugurée rue Boissy d'Anglas (Paris 8^e) et le duo s'apprête à en ouvrir une troisième à New York. Des projets à l'étranger, le couple en compte énormément. En dix ans, l'agence est ainsi passée de 10 à 43 collaborateurs. Une équipe sur qui Patrick Gilles peut s'appuyer pour suivre ses chantiers. Atteint d'une maladie neurologique orpheline – tout comme son frère aîné –, il a été contraint de lever le pied sur les voyages, même si son « énergie intellectuelle et productive a été décuplée », reconnaît-il.

Cette semaine, à l'occasion de la Paris Design Week, Patrick Gilles et Dorothée Boissier accueillent le public dans leurs deux boutiques parisiennes. Avant de célébrer leurs 20 ans cet automne dans l'appartement boutique de l'avenue Montaigne. Ils y organiseront des rencontres, des conférences et présenteront leurs pièces iconiques : la chaise Circé, les suspensions Midas, les coussins brodés... « Ce sera muséal », nous promettent-ils. ■



UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety

Cloche (clo-ch) n. f. Bourdon qui niche dans les églises.

Les tours de Notre-Dame de Paris ont retrouvé leurs cloches, restaurées. Le mot vient de l'italien, *clocca*. Apparemment tout va bien dans le processus de restauration de l'édifice qui s'achèvera en décembre prochain. Rien ne cloche à Notre-Dame puisque celles-ci sont revenues. Des fées, c'est leur rôle, veillent au bon déroulement des opérations. Y aurait-il eu un retard dans leur retour, gageons que les responsables du chantier auraient entendu sonner des cloches ; mais pas celle du beffroi nord : les leurs. Les cloches des églises sont importantes pour ceux qui les entendent. À Paris, plus qu'ailleurs, elles prémunissent contre l'esprit de clocher et donnent à entendre d'autres sons. Rendre ces cloches à Notre-Dame est également essentiel pour son rayonnement : elle revit. Elles sont pour ainsi dire son oxygène - gaz qui en retour a aussi besoin d'une cloche. Les cloches sont enfin la preuve que ce bâtiment mondialement connu n'a pas vocation à vivre sous l'une d'elles. ■

N°3 NOUVEAU

TV
MAG JEUX

LES
MOTS
FLECHÉS

de
Julien Maurel

100
pages

N°3

+
solutions

6 €

,90

LES MOTS FLÉCHÉS DE JULIEN MAUREL

EN VENTE ACTUELLEMENT chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr